

Récits et contre-récits

*Itinéraire des fausses
informations en ligne*

DOSSIER PORTÉ PAR

Rahaf Harfoush et Adrien Basdevant

AVEC LE SOUTIEN DE

Joséphine Hurstel et Nathalie Bouarour

Récits et contre-récits

*Itinéraire des fausses
informations en ligne*

**« Chacun a pu remarquer,
au sujet des opinions communes,
que chacun les subit et que
personne ne les forme. [...] Par ce jeu, il n'est point de folle
conception qui ne puisse quelque
jour s'imposer à tous, sans que
personne pourtant l'ait jamais
formée de lui-même et par libre
réflexion »**

ALAIN, PROPOS SUR LES POUVOIRS, 1985

En juin 2021, à un an de l'élection présidentielle et dans un contexte de crise sanitaire majeure, nous avons souhaité nourrir la réflexion collective sur les nouveaux formats et acteurs de la désinformation en publiant le dossier qui constitue le cœur de cet ouvrage. Un an plus tard, les préoccupations autour de ces enjeux ont, bien malheureusement, connu une acuité toute particulière.

Quand la pandémie attise la méfiance envers les institutions

La période du printemps-été 2021 a été celle du lancement de la campagne vaccinale contre la Covid-19, marquant un tournant dans la défiance d'une partie de la population face à la pandémie. Thérapie génique, injection de nanoparticules, 5G dans les seringues... Les rumeurs voire théories conspirationnistes autour de ce vaccin ont été nombreuses. L'analyse de leurs propagateurs a permis de confirmer des dynamiques pressenties et détaillées dans la première édition de ce rapport, finalement peu modifié depuis sa publication l'an passé. D'un point de vue factuel, on observe tout d'abord que seul un faible nombre d'utilisateurs produit des contenus à partir de ces narratifs. Le Centre de lutte contre la haine en ligne (*Center for Countering Digital Hate*, CCDH) a ainsi mis en lumière que sur 812 000 messages publiés sur Twitter et Facebook entre février et mars 2021, 65% de ceux relayant de la désinformation sur les vaccins provenaient de 12 comptes¹.

Derrière la production de ces contenus se cachent également bien souvent des motivations économiques. À l'occasion du mouvement des « convois

de la liberté», l'Université de Harvard a révélé que les principaux groupes Facebook mettant en avant les contenus sur ce sujet provenaient de faux comptes rattachés à des fermes de contenus basés, entre autres, au Vietnam, au Bangladesh ou encore en Roumanie. Or, ces groupes redirigeaient par la suite leurs membres vers des sites internet vendant des produits pro-Trump et antivax². Enfin, la désinformation autour de cette thématique a accéléré la mise en œuvre de mesures de modération par les plateformes. Pour y échapper, les groupes visés ont utilisé des stratégies de contournement diverses, telles que le changement de vocabulaire, l'utilisation d'emojis ou la migration vers des groupes privés volontairement peu modérés. Ces dynamiques, associées à un accès de plus en plus complexe aux données utiles au monde de la recherche³, compliquent considérablement le suivi et l'étude de ces groupes, posant un défi important aux pouvoirs publics et au monde de la recherche.

Ukraine-Russie : guerre informationnelle

La période écoulée depuis la publication du rapport a aussi été marquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cette guerre fait suite à plusieurs années de structuration d'une campagne de propagande étatique visant à dépeindre l'Ukraine comme l'agresseur de la Russie⁴. Ces narratifs, comme les allégations de génocides dans la région du Donbass, ont été largement relayés par les médias nationaux pro-Kremlin, à l'image de *Sputnik News*, *Russia Today* ou *Tass*⁵. Depuis, le conflit larvé s'est transformé en une guerre brutale sur le sol ukrainien qui s'accompagne également de

stratégies d'affrontement informationnelles entre Russes et Ukrainiens: détournements de photos et vidéos provenant de conflits antérieurs, montages, théories complotistes doutant de la véracité de la guerre, propagande pro-russe particulièrement relayée par les groupes antivax et covidosceptiques, y compris en France... Ainsi, début avril 2022, *NewsGuard* recensait 172 sites internet relayant de fausses informations sur l'Ukraine, dont 33 francophones⁶. Cette guerre marque aussi la prise d'une décision exceptionnelle par l'Union européenne: l'interdiction de diffuser *RT France* et *Sputnik* dans l'espace européen, reprise ensuite par un grand nombre de plateformes numériques. Plus largement, cette guerre interroge la conflictualité à l'ère numérique. À cet effet, le Conseil a lancé un observatoire ouvert⁷ afin d'analyser notamment — outre la désinformation — l'implication des plateformes numériques dans le conflit, le rôle des monnaies numériques, les nouvelles formes de mobilisations permises par le numérique, les dimensions cyber du conflit ou encore l'impact sur la gouvernance d'Internet.

Élection présidentielle française

Enfin, ces derniers mois ont évidemment été marqués par l'élection présidentielle française. Les événements de 2016 et 2020 aux États-Unis ainsi que l'épisode des *Macron Leaks* en 2017 faisaient redouter l'irruption d'événements similaires de nature à fausser la sincérité du scrutin, tels que des ingérences étrangères. Toutefois, un tel événement ne s'est pas produit. Pour autant, la campagne n'a pas été exempte de fausses informations ou

de stratégies de manipulation⁸. Tout d'abord, la prépondérance de la guerre en Ukraine dans le débat public a pu être interprétée comme un prétexte pour Emmanuel Macron d'échapper au débat politique de fond. Ceci vient s'ajouter aux narratifs omniprésents dans certaines sphères sur la crise sanitaire et les pass sanitaires et vaccinaux qui ont monopolisé l'attention des propagateurs d'infox.

Ces mouvements participent à une polarisation et une défiance généralisée au sein de la population⁹ qui se fait ressentir avec force dans des périodes telles que la dernière élection présidentielle. Au 7 mars 2022, *NewsGuard* dénombrait ainsi 59 sites d'information francophones relayant des fausses informations sur ces sujets. Par ailleurs, cette campagne a été l'occasion de constater la mise en place de stratégies de manipulation de l'information en ligne de la part de certains candidats, comme les équipes d'Éric Zemmour sur Wikipédia¹⁰ et sur Twitter¹¹. Enfin, des narratifs interrogeant directement la sincérité du scrutin présidentiel ont pu exister posant une fois encore la question de la perte de confiance d'une partie des citoyens envers les institutions publiques. Et les chiffres sont loin d'être négligeables: d'après une étude menée par Kantar Public, 19% des Français sont convaincus que le résultat de l'élection présidentielle a été truqué¹². Plusieurs éléments en sont la cause, notamment les mythes autour du vote électronique et du vote en ligne¹³, mais également la rumeur selon laquelle les bulletins de vote pour Marine Le Pen auraient été distribués en étant préalablement déchirés afin d'être comptabilisés comme nuls.

6 Au lendemain du second tour d'ailleurs, le *#fraude* s'est hissé dans la rubrique « Top

Tweets» de Twitter en raison de l'abondance de posts doutant du décompte de voix effectué suite à une erreur de France 2 quant au nombre de voix obtenues par Marine Le Pen¹⁴.

Un an après la première publication du présent dossier, les constats dressés conservent donc toute leur pertinence et nous renseignent quant aux failles démocratiques, institutionnelles et/ou technologiques qui rendent possibles la création et la propagation de fausses informations.

Aussi, le dispositif étatique visant à répondre aux manipulations de l'information s'est enrichi avec notamment la création de Viginum, le service technique et opérationnel de l'État chargé de la vigilance et de la protection contre les ingérences numériques étrangères. L'Union européenne quant à elle est en train de renforcer son arsenal juridique avec l'adoption du *Digital Services Act* dont une des finalités est de réguler les risques systémiques véhiculés par les réseaux sociaux, dont la propagation des fausses informations. Au vu des chantiers qui s'annoncent pour les années à venir, il importe alors de garder quelques orientations phares à l'esprit :

- Identifier les dynamiques propres aux plateformes permettant la viralité des fausses informations et accentuant les dynamiques de polarisation;
- Concentrer nos efforts sur les comptes propageant la majorité de la désinformation des théories complotistes en ligne;
- Renforcer la coopération entre autorités publiques, plateformes et la société civile pour lutter contre les fausses informations;
- Ouvrir aux chercheurs les données permettant l'analyse des campagnes

- de manipulation de l'information;
- . Tirer les leçons du passé en matière d'ingérences étrangères afin de mieux se prémunir face aux manipulations de l'information à venir;
- . Comprendre les mécanismes psychiques et sociaux à l'origine des croyances se répandant sur le net en déployant des projets de recherche à ce sujet.

Sans prétendre à l'exhaustivité¹⁵, nos orientations pour lutter contre la désinformation en ligne se rassemblent autour d'une conviction: seule une démarche collective, prenant en compte les différentes dimensions de la construction des récits et contre-récits collectifs, sera efficace.

- 1** Center for Countering Digital Hate (2021). *The Disinformation Dozen. Why platforms must act on twelve leading online anti-vaxxers.*
- 2** Collins, B. « As U.S. ‘trucker convoy’ picks up momentum, foreign meddling adds to fray ». *NBC News*. 12 février 2022.
- 3** Chavalarias, D. « Toxic Data ». Flammarion. 2022. notamment p. 257.
- 4** Scherer, E. « Liens vagabonds : En Russie, les médias au service de l’inversion du réel ». *Méta-Media*. 5 mars 2022.
- 5** DFRLab. « Russian outlets steadily increased claims that Ukraine will start a war ». *Medium*. 22 février 2022.
- 6** Labbe, C., Tewa, S., et O’Reilly, E. « Centre de suivi de la désinformation sur l’élection française ». *NewsGuard*. 27 avril 2022.
- 7** Les citoyens et organisations intéressés peuvent apporter leur soutien méthodologique et technique ainsi que leurs contributions en écrivant à l’adresse suivante : ukraine@cnnnumerique.fr.
- 8** *Ibid.*
- 9** Missika, J.-L. et Verdier, H. « Le business de la haine. Internet, la démocratie et les réseaux sociaux ». *Calmann Levy*. 2022.
- 10** Turcan, M. « Comment Wikipédia a été trompé par une cellule de militants pro-Zemmour ». *Numerama*. 17 février 2022.
- 11** Lair, N. « Le groupe Reconquête ! autour d’Éric Zemmour a industrialisé l’amplification de sa parole sur Twitter ». *France Inter*. 9 mars 2022.
- 12** « Les effets des *fake news* sur les élections – contexte, circulation et impact ». *Kantar Public*. 12 mai 2022.
- 13** Malibeaux, S., et Genevier, G. « Présidentielle française : l’intégrité de l’élection ciblée par les infox ». *RFI*. 25 mars 2022.
- 14** Les Décodeurs. « Election présidentielle 2022 : une vidéo de France 2 montre-t-elle une fraude électorale dans le décompte des voix ? ». *Le Monde*. 25 avril 2022.
- 15** De nombreuses propositions particulièrement intéressantes sont faites par ailleurs et notamment dans les ouvrages précités les plus récents.

Récits et contre-récits

ITINÉRAIRE DES FAUSSES
INFORMATIONS EN LIGNE



Désillusion: abandonner nos croyances sur la croyance	12
De l'utopie à la reconfiguration des chaînes de confiance	13
Les mécanismes à l'œuvre dans l'adhésion et la viralité des faits	19
Théories du complot, rumeurs, <i>fake news</i> , désinformation... petit lexique de la fausse nouvelle	21
Comment appréhender les discours complotistes?	24
Fragmentation et affaissement des récits?	35
Sous la loupe numérique: dissection de la trajectoire des fausses informations	42
Création: à l'origine des fausses informations	43
Diffusion: comment la désinformation se propage-t-elle en ligne?	77
Impact: au-delà des effets politiques, des risques économiques	121
Vérification: une adaptation constante des méthodes	124
Ce qu'il faut retenir du dossier & leviers d'action	150
Qanon, la culture numérique et les élections françaises	154
Liste des personnes auditionnées	168
Les entretiens	172

**DÉSILLUSION:
ABANDONNER
NOS CROYANCES
SUR LA CROYANCE**



De l'utopie à la reconfiguration des chaînes de confiance

Comment un réseau comme celui du Web, créé par des universitaires dans un idéal de circulation des informations s'est-il détourné de l'utopie initiale ?

Une utopie communautaire ?

Créés dès la fin des années 1960, les réseaux numériques connaissent une maturation et une accélération à partir des années 1980 et 1990. La proposition de système distribué basé sur les liens hypertextes de Tim Berners-Lee donne naissance au *World Wide Web* en 1989 au sein du Conseil européen de la recherche nucléaire (CERN). Des communautés d'experts et d'amateurs passionnés émergent en France et en Europe (Thierry, 2012). Les réalisations techniques se font grâce à l'apparition d'une « communauté d'égaux » qui développe des outils sans toujours imaginer la finalité qu'ils ont actuellement (voir notamment le développement de la *webcam*).

Selon Patrice Flichy, « les informaticiens mettent des ordinateurs en réseau, pour pouvoir échanger entre eux, et le contenu même de leur dialogue concerne la construction de ce réseau. Un tel cercle vertueux n'est possible que parce que l'on est en dehors du monde ordinaire, celui de la société marchande où production et consommation sont totalement distinctes. Ces chercheurs ont pu non seulement produire une utopie, mais aussi la réaliser et la faire fonctionner au sein de leur propre monde » (1999). Dans cette communauté horizontale, « le statut de chacun repose essentiellement sur le mérite, évalué par les pairs qui vont tester, commenter, améliorer vos propositions. [...] L'information circule librement [au sein d'un écosystème restreint]. » (Molénat, 2009).

Une nouvelle phase d'expansion de l'Internet a lieu à partir du milieu des années 1990 vers les entreprises et les particuliers (Rebillard, 2021). D'un côté, on parle d'âge d'or du projet utopique représenté par la déclaration d'indépendance du cyberspace et la création de l'*Electronic Frontier Foundation*. De l'autre, des groupes industriels trouvant « l'espace insuffisamment défriché pour le grand public : contenus trop pointus et hétérogènes, en langue anglaise, etc. » choisissent de développer leur propre offre de réseau et de contenus. Le régime d'interactivité se stabilise. L'utilisateur commence à trouver ses marques.

La bulle Internet du début des années 2000 force les entreprises du web à trouver un modèle économique : la vente d'espaces publicitaires ciblés et l'exploitation des données issues du trafic des internautes deviennent la norme (Zuboff, 2019). Cette nouvelle rentabilité des différentes activités permet d'accélérer la démocratisation des nouveaux services numériques.

Alors que « pour une génération entière, Internet s'est ainsi donné à penser comme une force historique capable de démocratiser la liberté d'expression, de promouvoir la transparence des institutions, de s'édifier en bibliothèque universelle, de devenir un lieu d'échange de connaissances et de créativité à une échelle sans précédent », Félix Tréguer souligne dans son ouvrage *L'utopie déchuée : une contre-histoire d'Internet* que « ce projet émancipateur a été tenu en échec. » (2019)

Le web 2.0, où est la nétiquette ?

Petit à petit, dans les années 2000 la complexité de l'Internet s'amenuise pour l'utilisateur. Le coût d'entrée technique est relégué en arrière-plan. L'utilisateur peut naviguer, interagir, échanger et contribuer avec plus de simplicité. Les forums de discussion et les blogs se multiplient. Les premiers réseaux sociaux apparaissent.

Très vite, l'augmentation du nombre d'utilisateurs d'Internet, grâce aux nouvelles possibilités libres de coût, de production de contenus et d'accès à de nouveaux contenus, crée des externalités : surabondance d'informations, marchés dérégulés, transformation des *gatekeepers* (Badouard, 2016), centralisation du trafic autour d'un petit nombre d'entreprises qui gère la médiation des contenus publiés sur Internet ainsi que leur accès à travers des algorithmes souvent inintelligibles, répondant à des objectifs économiques clairs (Wu, 2010).

Bien éloigné de l'idéal de la communauté d'origine, le web 2.0 modifie les normes préexistantes de circulation et d'expression dans l'espace public. Les médias ayant pignon sur rue et la communication officielle ne sont plus les seules paroles à être diffusées. Pour certains, la transparence en ligne s'accompagne d'un paradoxe : l'accroissement de l'échantillon de représentations du réel développe en contrepartie davantage de matière pour trouver des coïncidences et développer des récits alternatifs (Bronner, 2013).

La fragmentation de l'espace public force-t-elle la redéfinition des chaînes de confiance ?

Tous producteurs de contenus, tous consommateurs : l'espace public numérique se fragmente. « Pour ces *web d'opinion* ou ces blogs spécialisés, on trouve au sein de leurs sous-communautés la même polarisation que sur quelques sites. Dans ce domaine qui est évidemment l'aspect le plus novateur d'Internet, la faiblesse des liens de ces sites avec d'autres secteurs de l'opinion peut constituer un vrai risque de balkanisation de l'espace public, de communautarisation de l'opinion » (Flichy, 2008).

Réunis dans des bulles d'information communautaires, les individus peuvent vite se voir enfermés, surtout en l'absence de garde-fous. La délégation des pouvoirs de médiation de l'information aux plateformes et leurs luttes sur le terrain juridique contre toute réglementation contraignante participe au renforcement du système de la désinformation (voir partie 2, Les réseaux sociaux : clé de voûte de la désinformation ? p. 104). Les institutions garantes de la crédibilité d'une information ne seraient alors plus les médias ou les pouvoirs publics, mais des institutions algorithmiques privées.

Outre la circulation de fausses informations, la mutation des espaces publics numériques pourrait avoir des répercussions sociétales plus profondes, en particulier ce que Marie Peltier qualifie de « crise de la transmission ». « Avec le Web, c'est à la fois un rapport aux sources problématique et une libération de la parole qui ont été vecteurs d'une transmission à bien des égards biaisée et apersonnelle » (Peltier, 2021). Pour une génération — et de nombreuses à venir —, la principale

source d'information est donc cette toile immense de contenu infini et sans hiérarchisation. « Au-delà de la quantité inédite de *matière* et de son accessibilité, cette révolution a profondément ébranlé le lien au savoir et à la fiabilité des sources d'information. » (Peltier, 2021).

Face aux diverses ressources déployées par les géants du web pour augmenter leur collecte de données (Zuboff, 2019), l'utilisateur, confronté à une information, doute, se demande s'il peut faire confiance. « Qui devons-nous croire ? Qui s'exprime ? À quelles fins ? Qu'est-ce qui, dans ce grand amas mouvant, est véritable information, tromperie commerciale, esquive ou instrumentalisation idéologique ? La personne qui me parle détient-elle l'expertise dont elle se revendique ? Toutes les analyses proposées se valent-elles ? » (Peltier, 2021). Pour les individus, la fiabilité de l'information dépend alors moins de la fiabilité de la source que de la personne qui la relaie. Les circuits de confiance auraient donc eux aussi été transformés.

Internet ouvre un nouveau champ pour les leaders d'opinion et les figures charismatiques. Il existe des récepteurs pour les discours et les contre-discours et le web permettrait de créer et d'accéder à ces différentes arènes. Dans ce tumulte idéologique, « ce ne sont pas simplement des avis divergents qui s'expriment mais bien des manières différentes de faire sens avec le monde » (Carbou, 2015).

RÉFÉRENCES

- . Cerruzzi, P. E., Thierry, B., Griset, P., Schafer, V., et Rebillard, F. (2012). Histoire de l'Internet, l'Internet dans l'histoire, *Le temps des médias*, (18), 280.
- . Flichy, P. (1999). Internet ou la communauté scientifique idéale, *Réseaux*, (97), 77-120.
- . Molénat, X. (2009). La force de l'utopie, *Les Grands Dossiers des Sciences Humaines*, 17(12), 1-1.
- . Zuboff, S. (2019). *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, PublicAffairs.
- . Treguer, F. (2019). *L'utopie déçue: une contre-histoire d'Internet XV^e - XXI^e siècle*. Fayard.
- . Badouard, R. (2017). *Le désenchantement de l'Internet: désinformation rumeur et propagande*. FYP Editions.
- . Wu, T. (2010). *The Master Switch: The Rise and Fall of Information Empires*. Vintage, 384.
- . Bronner, G. (2013). *La démocratie des crédules*. PUF, 360.
- . Flichy, P. (2008). Internet et le débat démocratique. *Réseaux*, (150), 159-185.
- . Morozov, E. Les vrais responsables des fausses nouvelles. Silicon circus. *Les blogs du Diplo*, 13 janvier 2017.
- . Peltier, M. (2021). *L'ère du complotisme, la maladie d'une société fracturée*. Les petits matins, 144.
- . Carbou, G. (2015). Des contre-discours aux contre-mondes: l'exemple des commentaires d'internautes autour de l'accident de Fukushima. *Semen. Revue de sémiolinguistique des textes et discours*, (39), 1-18.

LES MÉCANISMES À L'ŒUVRE DANS L'ADHÉSION ET LA VIRALITÉ DES FAITS

Qu'ils soient involontaires comme les biais, ou fabriqués, comme les algorithmes de référencement, ces mécanismes font qu'une information donnée ne s'inscrira pas dans le même système de valeur d'un individu à l'autre. Ainsi, un même événement peut avoir diverses interprétations. Voici quelques exemples (non exhaustifs):

HUMAIN **Les deux systèmes de pensée:** Daniel Kahneman (2011) a expliqué que notre cerveau a deux manières de penser. D'un côté, un système intuitif (ou système 1) qui permet la prise de décisions rapides en faisant appel à la mémoire et à nos expériences. De l'autre, un système analytique (ou système 2), issu d'une intention volontaire du sujet et nécessitant des efforts cognitifs importants, qui permet d'effectuer des raisonnements par inférence logique.

Homophilie: la propension d'un individu à débattre avec des gens de même opinion que lui.

La pensée sociale: la pensée de la vie quotidienne (entendue au café, lue sur les réseaux sociaux ou dans la presse, etc.). Il ne s'agit pas d'une pensée scientifique ou rationnelle mais d'une pensée qui suit sa propre logique relative à l'insertion sociale des individus qui l'expriment. Elle peut servir à raisonner rapidement (Delouée, 2015).

Effet Dunning Kruger: les personnes les moins compétentes tendent à surestimer leurs connaissances d'un sujet. En revanche, plus un individu est véritablement expert, plus il remettra en question ses croyances. Cet effet est

à nuancer en fonction du genre de l'individu et de sa culture d'appartenance.

Biais du point aveugle: il s'agit de « surestimer notre objectivité, notre rationalité et surtout notre capacité à résister à tous les biais de raisonnement que les psychologues ont identifiés » (Pronin, 2004 cité par Ripoll, 2020).

Biais de confirmation: cela « consiste à systématiquement chercher des informations, voire provoquer des événements ou se rappeler sélectivement d'informations qui sont compatibles avec nos hypothèses ou nos croyances » (Ripoll, 2020).

Effet de dévoilement: « il s'agit de donner une cohérence à des faits qui n'en avaient pas jusque-là » (Bronner, 2013).

MACHINE Algorithmes de référencement: il existe plusieurs types d'algorithmes de référencement, qui varient en fonction de l'objectif des plateformes (voir partie 2 Les réseaux sociaux: clé de voûte de la désinformation ? p. 104). Les algorithmes de recommandation facilitent la recherche et l'extraction des informations pertinentes pour l'utilisateur. Lorsqu'un système veut proposer des informations intéressantes pour l'utilisateur, il doit être en mesure d'en prédire la pertinence et l'intérêt (CSA, 2019).

Bulle de filtre: mécanisme de filtrage de l'information parvenant à un usager d'Internet qui résulte de la personnalisation des contenus en ligne et aurait des conséquences sur la diversité des informations reçues par les internautes. (Pariser, 2011).

Amplification inauthentique: l'amplification d'une information, d'un contenu sur Internet peut relever d'une stratégie concrète d'un acteur ou d'un groupe d'acteur dans le but

d'augmenter le volume du trafic ou la visibilité d'une tendance. Elle est dite inauthentique lorsqu'elle est l'affaire de bots et/ou de faux comptes ou de comptes hybrides (homme-machine). Les plateformes ont instauré différents garde-fous pour lutter contre ces pratiques qui peuvent « déformer le débat démocratique en permettant à des petits groupes d'apparaître démesurément forts et influents » (Nimmo, in, Marangé et Quessard, 2021).

THÉORIES DU COMLOT, RUMEURS, FAKE NEWS, DÉSINFORMATION... PETIT LEXIQUE DE LA FAUSSE NOUVELLE

Si les termes de « théories du complot », « rumeurs » et *fake news* peuvent être regroupés sous l'expression de « fausses informations », chacun pris individuellement n'emporte pas la même signification.

Pour le psychosociologue Sylvain Delouvé, que nous avons rencontré dans le cadre de la préparation de ce dossier (entretien publié le 2 juillet 2021, p.174), il faut faire la distinction entre théories du complot, rumeurs et *fake news* :

« Les **théories du complot** sont des récits, des histoires, qui visent à expliquer le monde, un événement ou des événements, en considérant que sa cause est due à un petit groupe qui agit dans l'ombre. J'insiste sur la notion d'histoire, car il s'agit d'un récit qui va être véhiculé de manière orale, ou aujourd'hui par les réseaux sociaux numériques. Ce récit n'est donc pas figé et il se transforme à chaque transmission. » Le complotisme ne doit pas être confondu avec le fait de faire preuve d'esprit critique. Le doute sur un événement est

légitime et sain en démocratie. Le conspirationnisme se distingue par sa dimension systématique — il s'agit d'une réelle clé de lecture de l'ensemble des événements — et par sa dimension causale — il n'y a pas de hasard et les événements sont le fruit d'acteurs puissants et secrets qui agissent intentionnellement de façon souterraine. À cela s'ajoute un processus de catégorisation sociale : la rhétorique complotiste permet de placer les individus dans un groupe (« nous » et « eux »).

« Les rumeurs sont également des récits explicatifs visant à comprendre un événement ou plusieurs événements, sans incriminer un groupe spécifique. Il s'agit par exemple des peurs collectives qui sont liées à l'émergence de nouvelles technologies. C'était le cas avec le micro-ondes, certains disaient qu'il fallait sortir le plat, s'éloigner d'un mètre et attendre une minute que les ondes retombent. C'est un phénomène très ancien qui existait déjà avec le train à vapeur. Des rumeurs ont circulé disant que la vitesse était tellement rapide que les organes allaient bouger à l'intérieur du corps et qu'on allait mourir. »

« Les *fake news* sont des fausses informations créées à dessein. On parle de *fake news* lorsqu'un gouvernement, un groupe, un individu va manipuler ou transmettre des fausses informations dans une démarche de propagande ou de manipulation de l'information. » L'exemple le plus emblématique est celui de Donald J. Trump qui a fréquemment eu recours à ce terme pour disqualifier ses adversaires.

Il faut aussi distinguer, « désinformation » et « mésinformation ». La désinformation, d'une part, consiste en la publication d'une fausse information dans l'intention de nuire à une personne, un groupe social, une organisation ou un pays. En revanche, la mésinformation, d'autre part, est accidentelle.

Il s'agit de la publication d'une fausse information, sans intention de nuire (Wardle & Derakhshan, 2017). On peut aussi identifier la malinformation qui se base sur des faits véridiques pour nuire, par exemple en révélant des informations personnelles sur une personne, comme cela avait été le cas avec les *Macron Leaks* en 2017. Enfin, la non-information consiste à propager des informations superflues et non pertinentes pour couvrir, cacher ou obscurcir des informations réelles, importantes pour le public (Park et al., 2020).

- Delouée, S. (2015). *Répéter n'est pas croire. Sur la transmission des idées conspirationnistes*. Diogène, (1), 88-98.
- Ripoll, T. (2020). *Pourquoi croit-on ? Psychologie des croyances*. Sciences Humaines.
- Bronner, G. (2013). *La démocratie des crédules*. Presses universitaires de France.
- CSA, « Terminologies autour des algorithmes de recommandation des plateformes de contenus numériques », 12 novembre 2019. [Consulté en ligne le 11 mai 2021]
- Pariser, E. (2011). *The Filter Bubble: What the Internet is Hiding from You*, Penguin Press.
- Nimmo, B. (2021). « Chapitre 3 : Les techniques d'amplification sur les réseaux sociaux ». in, Marangé, C. et Quessard, M. (dir), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Presses universitaires de France.
- Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policy making. *Council of Europe report*, 27, 1-107.
- Park, A., Montecchi, M., Plangger, K., & Pitt, L. (2020). *Understanding Fake News: A Bibliographic Perspective. Defence Strategic Communications*, 8 (Spring 2020), 141-172.

Comment appréhender les discours complotistes ?

L'origine du mot « complot » est aussi obscure que ce qu'il désigne aujourd'hui. *Larousse, Robert*, même le *Dictionnaire de l'Académie française* parlent d'une « étymologie inconnue ». *Littré*, de son côté, évoque un possible lien avec le terme anglais « plot » qui désignait initialement un « morceau de terre » avant de prendre la signification figurée de « plan » voire d'« intrigue ». Cependant, le dictionnaire reconnaît que « la transition de sens [lui] échappe ». Le Trésor de la langue française rappelle que le mot a aussi pu signifier une « foule compacte » au XII^e siècle, ce qui aurait pu se transformer ensuite en un accord passé entre les membres de cette foule. Enfin, dans le *Dictionnaire historique de la langue française*, Alain Rey rapporte les travaux de Pierre Guiraud pour qui le mot « complot » a affaire avec la pelote, « primitivement constituée d'une boule de cordelettes très serrées recouverte de peau ». Ce terme recouvre ainsi trois caractéristiques du complot : l'*assemblage* de plusieurs éléments, de façon *serrée et recouverte*, possiblement pour être cachés (Dewaele, 2017).

L'étymologie du mot « conspiration » est quant à elle plus claire. Du latin, « con spirare », respirer avec, être animé du même esprit, il désigne un accord profond entre des conspirateurs. Mais ce terme désigne initialement une volonté conjointe de servir, et non de nuire. Le terme revêt aujourd'hui une connotation négative : la conspiration est dirigée contre un groupe ou un individu.

À chaque événement particulièrement marquant de l'actualité, ces termes, qui ont donné «complotisme» et «conspirationnisme» (que nous utiliserons de façon interchangeable), deviennent omniprésents, dénonçant la tendance de certains individus à voir derrière ces actualités l'action cachée de groupes puissants et mal intentionnés. Mais ces discours peuvent nourrir le sentiment d'une certaine condescendance voire infantilisation dans le traitement des complotistes et de leurs théories. Ce qui interroge sur le fait de savoir si, comme le résume Anne-Cécile Robert dans *Dernières nouvelles du mensonge*, «[l]e récit dominant sur le mensonge n'est pas exempt d'une forme de mépris de classe».

QUESTIONNONS-NOUS

- De quoi le complotisme est-il le symptôme ?
- En quoi complotisme et militantisme se rejoignent-ils ?
- Le complotisme est-il un appel à plus de démocratie ?

L'anti-complotisme serait-il une « nouvelle forme d'oppression symbolique » ? Pour quels effets ?

L'anti-conspirationnisme peut prendre plusieurs formes : le *fact checking* de fausses informations mentionnées par les théories complotistes, le *debunking* des arguments qui y sont mobilisés, l'analyse du parcours des théoriciens du complot ou encore l'étude des voies de financement des groupes conspirationnistes.

La crise sanitaire a fourni une nouvelle occasion de constater le recours à ce discours anti-conspirationniste face à la montée de fausses informations, sans pour autant en tarir le flux. Comment cela pourrait-il s'expliquer ? Tout d'abord, le fonctionnement du conspirationnisme empêcherait intrinsèquement d'y apporter une contradiction factuelle. Ces théories se caractérisent par le « primat de la conclusion » : « le complotiste part de la conclusion et interprète tous les faits à l'aune de cette conclusion » (Delouée, 2015). De ce fait, adopter une démarche scientifique partant d'hypothèses confrontées aux faits pour aboutir à une conclusion ne serait ici pas envisageable. De plus, le complotisme se nourrirait d'un imaginaire binaire : le système d'un côté et les complotistes de l'autre, qui ne se définissent évidemment pas comme tels, préférant des qualificatifs comme *truthers* (détenteurs de la vérité), « lanceurs d'alerte », voire « militants ». Le syndrome du savant, et la prétention à « rétablir » la vérité qui l'accompagne, recréerait donc cette dichotomie entre « eux » et « nous » qui alimente le complotisme (Ripoll, 2020). Dans son ouvrage *L'ère du complotisme. La maladie d'une société fracturée*, Marie Peltier qualifie même l'anti-complotisme

de « nouvelle forme d'oppression symbolique » (voir partie 2, Marie Peltier, p.70): « Comment ne pas craindre qu'à trop le fustiger nous ne faisons que renforcer un système de pensée reposant sur la binarité et l'exclusion de toute dialectique ? » L'historienne nous invite ainsi à renoncer à toute posture de « *monopole* du savoir, de la vertu, de la chose publique, du pouvoir et du savoir-faire » (Peltier, 2021).

Enfin, isoler et pointer du doigt la pensée complotiste pourrait compliquer encore davantage pour l'adepte le processus de renoncement à ses croyances. La disqualification de la parole conspirationniste dans l'espace public se traduit aussi par une disqualification sociale qui pousse à créer de nouveaux espaces de discussion, notamment en ligne, comme l'explique Julien Giry, politologue à l'université de Tours: « Pour les personnes qui ont vécu un processus de désaffiliation sociale qui peut aller très loin, jusqu'au divorce, à la dissolution d'amitiés ou au licenciement, tous ces nouveaux liens vont permettre de retrouver, au-delà même de la croyance, un réseau de sociabilité qui rend très difficile de sortir de la croyance car cela entraînerait une deuxième désaffiliation sociale, peut-être même encore plus douloureuse que la première. » (Entretien publié le 4 juin 2021, p. 182)

À l'inverse, Rudy Reichstadt, fondateur du site Conspiracy Watch, regrette cette posture paralysante qui décourage à toute action envers le conspirationniste, voire accuse la lutte contre ces phénomènes d'alimenter le complotisme: « Le complotisme a une dynamique propre. Il suffit pour s'en convaincre de regarder les statistiques de fréquentation des sites complotistes:

en cumulé, ce sont des millions de vues par mois. Chez Conspiracy Watch, alors même que le site n'a jamais été aussi fréquenté, nous sommes actuellement à un peu plus de 100 000 visites par mois.» Il importe aussi de rééquilibrer notre approche de ces groupes et de rappeler les stratégies qu'ils mettent en œuvre face à leurs opposants : « Nous [Conspiracy Watch] formulons une critique factuelle du phénomène. Nous ne sommes pas dans la diffamation et la calomnie. Il faut voir à l'inverse la violence des réactions que suscite notre travail ! En face, ce sont des cyber-attaques, des « procédures bâillons » sous la forme de plaintes en diffamation à notre encontre, des injures sur les réseaux sociaux, des messages d'intimidation, voire de menaces de mort, et jusqu'à une manifestation au pied de notre siège social. » (Entretien publié le 11 juin 2021, p. 200)

Enfin, il faut souligner que ces sites et comptes anti-conspirationnistes, qu'ils participent au *fact checking* ou au *debunking*, ne visent pas uniquement les complotistes, mais plus largement les personnes en phase de doute ou l'entourage de proches tombés dans ce mode de pensée. Sylvain Cavalier, YouTubeur sur la chaîne Debunker des Étoiles, souligne ainsi que « le *fact checking* et le *debunking* vont particulièrement aider les gens qui sont dans le doute, c'est-à-dire des gens qui ne sont pas intéressés habituellement par les contenus complotistes, mais qui y ont été exposés. Ce sont des personnes dans une démarche honnête et que l'on peut interpeller. » (Entretien publié le 8 juillet 2021, p. 212). De la même façon, « les mécanismes de certification et le *fact checking* vont donner des armes, un catalogue d'arguments aux proches de victimes »

qui se sentent désarmés face aux complotistes qui avancent des détails très précis pour étayer leurs théories. Rudy Reichstadt partage cette ambition de «rattraper par la manche des gens qui pourraient être séduits par ces arguments», ce qui peut arriver à n'importe qui étant donné les biais cognitifs inhérents à l'être humain et la mise en avant de ces contenus par les plateformes numériques, notamment les réseaux sociaux. Pour le fondateur de Conspiracy Watch, «il s'agit de dire *attention, voilà ce qu'on vous dit sur les sites complotistes, voilà la théorie mise en avant et voilà ses limites: jugez-en vous-mêmes*. Contrairement au complotisme qui véhicule un très grand pessimisme, nous faisons le pari de la raison, de la capacité des gens à réfléchir.»

Dénoncer pour ne pas questionner ?

En dehors du fait que la rhétorique anti-complotiste pourrait être source d'effets pervers non négligeables, certains pointent les limites qu'il y aurait à se contenter de viser uniquement les arguments et la propagation du discours conspirationniste, sans s'intéresser à ses causes. À l'inverse, il s'agirait de ne pas prendre le problème uniquement par un angle restreint et de rappeler que le complotisme naît aussi d'une méfiance envers les pouvoirs publics. Car, comme le résume le sociologue Michel Wieviorka, une difficulté supplémentaire survient : «la parole politique, par exemple, est elle-même si souvent décevante, cynique, fallacieuse, indigente, désespérante même, qu'il n'est pas aberrant de se tourner vers d'autres références.» Et d'ajouter que «le complotisme apporte des perspectives qui se présentent sous la forme de la rationalité, ce qui exerce

une certaine séduction.» (Wievorka, 2017) Le complotisme apparaît ainsi aussi comme étant le symptôme d'une rupture et d'un rejet «d'un système désormais défini comme intrinsèquement mensonger et traitant avec dédain l'interpellation citoyenne.» (Peltier, 2021)

Crise de confiance, crise économique, crise sociale : le complotisme est-il le symptôme d'un corps social en souffrance ?

Le conspirationnisme peut être interprété par d'autres comme le symptôme d'une crise de confiance envers «tout ce qui pourrait sembler légitimer une forme de domination d'une «élite» sur le reste de la population, qu'il s'agisse du savoir scientifique, de l'expertise ou du pouvoir politique ou médiatique.» (Senik, 2020) En 2019, le «baromètre de la confiance politique» du CEVIPOF a été rebaptisé «baromètre de la défiance» en raison de ses résultats : 74% des Français sondés estiment que les responsables politiques sont «plutôt corrompus» et seuls 28% indiquent faire confiance au président de la République, 25% aux médias et 12% aux partis politiques. En conséquence, le savoir autorisé par les institutions est délégitimé, laissant la place à un doute généralisé au sein de la société : «qui dispose de l'autorité pour distinguer une ânerie d'une idée sensée, la bêtise de l'intelligence ? Quelles sont les références qui permettraient de départager les unes des autres ou, au moins, d'organiser une confrontation permettant de clarifier la discussion ?» (Robert, 2021). Ce rejet du discours institutionnel et ce soupçon généralisé de trahison des élites irriguent les mobilisations populaires. Dans un contexte de perte de repères plus

traditionnels, les réseaux sociaux et les théories du complot peuvent paraître plus fiables.

Le complotisme peut aussi apporter une réponse simple et rassurante face à des situations économiques, politiques et sociales, nationales et internationales, rendues difficiles à comprendre et qui peuvent se traduire par des situations inégalitaires vécues comme injustes : « Dans sa nature même, le complotisme correspond à une réaction très humaine, s'esquissant comme une tentative de compréhension de réalités qui nous échappent. Il peut séduire surtout dans les contextes d'injustice et d'oppression propices à vouloir identifier des coupables, une logique cachée, voire des boucs émissaires » (Peltier, 2021). Ce sentiment d'injustice naîtrait notamment de l'écart entre le discours universaliste et la réalité vécue, voire subie, par un nombre grandissant de personnes, qui nourrit une logique de double standard voire de mensonge, résumée par l'expression *deux poids, deux mesures* très employée par les complotistes.

Enfin, la rumeur pourrait permettre de renforcer ou de recréer un lien social : « La diffusion de rumeurs ou de croyances conspirationnistes permettrait de créer et de renforcer les liens sociaux à l'intérieur d'un groupe. La transmission de rumeurs servirait même à transmettre les normes et valeurs dans un groupe social [...]. Dès lors, l'individu refusant de transmettre certaines croyances renvoyant à des théories du complot ou à des rumeurs pourrait même se voir stigmatisé ou exclu de son groupe d'appartenance. » (Delouée, 2015) La croissance du nombre de personnes souffrant d'isolement social en France — plus de 7 millions en

2020 selon le Crédoc, soit 3 millions de plus qu'en 2010 — pourrait donc faire partie des facteurs explicatifs.

Le complotisme serait-il une demande de démocratie ?

Le complotisme pourrait être appréhendé sous un nouvel angle : celui d'un mouvement politique composé de militants. Comme le suggère Julien Giry : « Je suis convaincu que le complotisme est une forme de politisation, voire de proto-politisation car les propositions alternatives sont en fait peu nombreuses. Le complotisme se nourrit en partie de dysfonctionnements démocratiques réels. Les anti-complotistes s'opposent frontalement parce qu'ils ont aussi une vision *naturalisée*, voire aristocratique, de l'ordre social tel qu'il est établi. La défiance est délégitimée *a priori*, elle est irrationnelle, voire même pathologique, pour les partisans de cette vision de l'ordre social. Pourtant, force est de reconnaître qu'il y a des phénomènes qui gangrènent l'espace public, comme le chômage de masse, la mal-représentation et la confiscation du pouvoir par une certaine élite sociopolitique, etc., qui rendent la contestation légitime. La sociologie politique l'a montré depuis assez longtemps. Sans remonter jusqu'à Robert Michels et à ses travaux sur la loi d'airain de l'oligarchie dans les années 1920, on peut citer les travaux d'Alain Garrigou sur Sciences Po et l'ENA, ceux de Pierre Bourdieu ou encore de Nicolas Hubé qui montrent comment certaines catégories populaires sont exclues du champ du pouvoir, non pas du fait d'un complot ou d'une volonté organisée, mais en raison de structures sociales établies. Or, la surinformation actuelle de la population

lui rend intolérable des phénomènes qui préexistaient. »
(Entretien précité)

À l'instar d'un mouvement politique, le complotisme se compose de militants qui prennent le temps de s'informer et de se former, notamment en ligne, qui constituent des groupes pour coordonner leurs actions et qui formulent un projet de société alternatif. On retrouve ainsi les ingrédients du « mouvement social » tel que défini par Erik Neveu, soit : « un agir-ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une *cause* » (2005).

La montée du conspirationnisme pourrait donc paradoxalement être envisagée comme une demande d'un renouvellement démocratique vers une meilleure prise en compte et écoute de la société civile par les pouvoirs publics, un assainissement des pratiques politiques, institutionnelles et médiatiques et davantage de cohérence entre les discours politiques et la réalité vécue par de nombreux citoyens. De fait, le conspirationnisme serait une interpellation des institutions quant à leur parole et les inviterait à faire leur propre introspection (Peltier, 2021).

De son côté, Rudy Reichstadt rappelle toutefois que « quand on s'intéresse aux gens qui croient aux théories du complot, on observe plutôt l'inverse : plus on adhère à ce genre de théories, moins le fait de vivre en démocratie semble important à leurs yeux », ce qui va à l'encontre d'une conception du complotisme comme une recherche maladroite de la vérité ou un doute raisonnable sur la société contemporaine. Derrière ce

doute, se cacheraient en réalité des idéologies fortes qu'il ne faut pas minimiser. Le complotisme peut être un outil d'une forme de guerre informationnelle, comme on le voit par exemple avec des médias comme *Russia Today* financé par le Kremlin. De fait, pour Rudy Reichstadt, le complotisme serait plutôt « *une négation de la démocratie* » et créditer les complotistes d'une demande de démocratie reviendrait à « *prendre leur habillement idéologique pour argent comptant.* » (Entretien précité)

RÉFÉRENCES

- Robert, A. C. (2021). *Dernières nouvelles du mensonge*. Lux.
- Delouée, S. (2015). Répéter n'est pas croire. Sur la transmission des idées conspirationnistes. *Diogène*, (1), 88-98.
- Ripoll, T. (2020). *Pourquoi croit-on ? Psychologie des croyances*. Sciences Humaines.
- Peltier, M. (2021). *L'ère du complotisme : la maladie d'une société fracturée*. Les petits matins.
- Wiewiorka, M. (2017). Face à la « postvérité » et au « complotisme ». *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, (8), 81-96.
- Senik, C. (2020). *Crises de confiance ?*. Paris : La Découverte.
- CEVIPOF (2019). 2009 – 2019 : la crise de la confiance politique. *Baromètre de la confiance politique*.
- CRÉDOC. 10 ans d'observation de l'isolement relationnel : un phénomène en forte progression. *Les solitudes en France — édition 2020. Étude pour la Fondation de France*.
- Neveu, É. (2005). I. Qu'est-ce qu'un mouvement social ? *Repères*, 4, 5-26.

Fragmentation et affaissement des récits ?

En 1966, dans *L'Analyse structurale des récits*, Roland Barthes rendait compte des variétés de récits existantes : « Innombrables sont les récits du monde. C'est d'abord une variété prodigieuse de genre, eux-mêmes distribués entre des substances différentes, comme si toute une matière était bonne à l'homme pour lui confier ses récits : [...] il est présent dans le mythe, la légende, la fable, le conte, la nouvelle, l'épopée, l'histoire, la tragédie, le drame, la comédie, la pantomime, le tableau peint, le vitrail, le cinéma, les comics, le fait divers, la conversation. De plus, sous ces formes presque infinies, le récit est présent dans tous les temps, dans toutes les sociétés ; le récit commence avec l'histoire même de l'humanité ; il n'y a pas, il n'y a jamais eu nulle part aucun peuple sans récit [...] : le récit se moque de la bonne ou la mauvaise littérature : international, transhistorique, transculturel le récit est là, comme la vie. »

Une remise en cause des autorités institutionnelles qui performent le récit ?

Le récit revêt plusieurs fonctions. Doris Lessing expliquait lors d'un congrès en 1998 que « nous apprécions le récit parce que sa structure habite notre cerveau. Notre cerveau est façonné par le narratif ». De ce fait, il répond au besoin social de construction de la réalité. Il permet d'institutionnaliser la réalité objective et de la légitimer. D'après Gérard Leclerc, dans toutes les sociétés, la vérité est une représentation performative d'un discours social qui porte une forme d'évidence. Pour ce faire, chacun

doit identifier l'autorité institutionnelle sur laquelle il appuie l'autorité énonciative (1999).

Si les récits reflètent nos normes, nos valeurs, notre socle commun, ils sont aussi révélateurs des crises qui traversent l'espace social. Les récits contradictoires, alternatifs, révisionnistes ou relativistes pourraient témoigner en creux d'une crise de l'opinion publique (voir partie 1, Comment appréhender les discours complotistes ? p.24). Un retour historique à travers la Réforme protestante et le mouvement des Lumières permet de mieux appréhender le phénomène interne au monde occidental que nous cherchons à éclairer : faut-il que l'information soit décryptée par un tiers ou chacun peut-il lire sans être guidé ? Le refus des institutions légitimisantes (Églises, États, médias...) aurait progressivement touché d'autres institutions garantes de nos savoirs communs telles que l'université. Dès lors, les faits véhiculés par les récits de ces institutions sont eux aussi fragilisés : le socle commun vacille ainsi que la confiance. Or comme le rappelait Bernard Stiegler, toute société suppose « un crédit que s'accorde le groupe social », un « gage de confiance mutuelle primordiale sans lequel aucun échange ne peut s'instaurer durablement, ni entre les membres de la société, ni entre les générations » (2020).

La montée des récits alternatifs...

... FACE À DES DISCOURS OFFICIELS VUS COMME CORSETÉS

La fin du XX^e siècle est marquée par l'effondrement de grands récits collectifs structurants : le discours religieux d'un côté, avec la sécularisation et la laïcisation de nos sociétés, et le discours idéologique de l'autre,

avec la fin de la Guerre froide et de la matrice communistes/anticommunistes. L'effondrement de ces récits communs, « qui, encore récemment, contenaient notre irrépressible propension à croire à tout et à n'importe quoi » (Ripoll, 2018), laisserait donc un vide, que les récits alternatifs auraient permis de combler. Pour autant, beaucoup de récits, mythes et histoires contemporains qui essaient dans la culture populaire reprennent des éléments mythiques originels, tels que la figure de l'élu ou du sauveur. Le changement se situerait plutôt au niveau des institutions qui donnaient du sens et une forme d'autorité (au sens de Max Weber) aux récits véhiculés en les légitimant et qui ont perdu de leur superbe. Pour Rudy Reichstadt « le complotisme a une fonction de réenchantement du monde, pour reprendre une expression de Peter Berger, à un moment où les grands récits idéologiques et religieux sont largement affaiblis, avec des effets positifs d'ailleurs, mais aussi des conséquences négatives. En particulier, leur perte de dynamisme a libéré un espace pour tout un tas de croyances alternatives. » (Entretien précité)

Cet argument d'une disparition des idéologies dominantes est néanmoins relativisé par certains auteurs. Claude Lefort parle ainsi d'« idéologies invisibles » pour qualifier des idéologies qui se nient « comme pensée pour prétendre simplement exprimer le réel, hors de toute appréciation morale ou politique. » (1994) Ces arguments, présentés comme ne revêtant pas de coloration politique, pourraient ainsi prendre la forme de « vérités officielles ». Pour Anne-Cécile Robert, « Toutes ces vérités officielles ont construit un nouveau régime de mensonge, car

en devenant *officielle* une vérité se sépare à la fois du débat et du réel. Elle se fige, et il ne reste plus qu'à l'apprendre par cœur pour la répéter sans commettre d'erreurs. Or, par sa nature, la réalité évolue sans cesse.» Elle ajoute qu'«en corsetant le débat public, le règne des vérités officielles suscite une riposte perverse : des contre-discours qui ne sont pas forcément plus justes que ceux qu'ils prétendent combattre.» (Robert, 2021) C'est dans cette brèche que se seraient infiltrés des discours souvent extrêmes parfois portés par des élus politiques autant que des citoyens. Pour Rudy Reichstadt « [si] on dit souvent, à raison, que le complotisme conteste les grandes paroles de l'autorité, qu'il s'agisse de la presse, l'État, la science, etc. [...] il ne faut pas oublier [...] que les complotistes recomposent des figures d'autorité. Dans le monde politique, ils vont par exemple s'attacher à un leader populiste en rejetant tout le reste de la classe politique. » (Entretien précité)

... FACE À L'INSTRUMENTALISATION VOLONTAIRE

Les faits ont toujours été l'objet d'instrumentalisation. La propagande politique, l'instrumentalisation scientifique ou le désir de construire une mémoire commune officielle sont autant d'exemples de pratiques reposant sur une interprétation des faits. Il serait difficile d'établir si la modernité rencontre plus ou moins de discours instrumentalisés. La question ne serait donc pas celle d'une augmentation quantitative par rapport à un passé plus ou moins lointain, mais de l'évolution quant à leurs émetteurs et la capacité d'une société à reconnaître ces constructions et leur finalité.

Par exemple, l'avènement des régimes démocratiques n'a pas fait disparaître la pratique du mensonge d'État, qui, d'après certains politistes, est aussi ancienne que la politique (Robert, 2021). Le mensonge politique peut être de différents ordres : le mensonge en démocratie, la fausse information, la propagande dans les États autoritaires pour des motifs politiques... Ainsi, la période de la Guerre froide a vu des régimes démocratiques occidentaux s'emparer de l'information comme arme politique : selon Céline Marangé et Maud Quessard, « la propagande a été une arme privilégiée, visant, de part et d'autre, à influencer et à persuader. La guerre psychologique a donné lieu à des opérations de désinformation et d'intimidation. Quant à la subversion, elle a servi à induire en erreur les dirigeants et à déstabiliser les sociétés » (2021).

Outre le champ politique, la science est un autre domaine qui peut être perméable à des tentatives d'instrumentalisation, comme l'ont montré les recherches sur les controverses scientifiques, menées notamment en sociologie des sciences. Dans son ouvrage *Sciences et territoires de l'ignorance*, Mathias Girel explique par exemple comment l'industrie du tabac ou encore la pétrochimie ont utilisé la science pour détourner les réglementations autour de la toxicité de leurs produits.

... FACE AUX OUTILS NUMÉRIQUES

L'horizontalité des porteurs de récits créée par les outils numériques aurait eu pour effet d'effacer la transcendance des récits en la remplaçant par des autorités techniques invisibles. Leur objectif n'est pas d'apporter une réponse fidèle au réel mais de répondre à la ques-

tion que l'individu pose avec pertinence. À travers le principe du *page rank*, le moteur de recherche présente l'information recherchée en laissant reposer l'analyse de la pertinence sur les capacités critiques des individus. Peu importe les autorités en présence ou les faits établis. Dans ces circonstances, on peut se demander si ces nouvelles autorités numériques ne seraient pas les fossoyeurs de l'idéal utopiste du numérique.

Les outils numériques jouent un rôle dans l'effervescence actuelle de création des récits alternatifs et la viralité de leur diffusion. Pour Romain Badouard, la nouveauté actuelle réside dans « l'industrialisation [des réseaux sociaux dans l'écosystème de l'information aujourd'hui]. » Toutefois, il attire l'attention sur le fait que « les rumeurs politiques qui envahissent *Facebook* et *Twitter* ne sont en effet pas des phénomènes spontanés. Elles sont le produit de réseaux de désinformation très organisés souvent aux connotations d'extrême droite. Leur stratégie est de diffuser des articles sur l'actualité à travers un prisme idéologique, quitte à négliger la réalité des faits. » (2017) Les outils numériques sont à l'origine d'un espace où, autour d'un même fait, une multitude de récits et de contre-récits cohabitent.

Dans l'art de mettre des faits en récit, le regard critique qui déconstruit ce narratif permet de différencier l'opinion du fait réel. En voulant s'affranchir des grands récits, et surtout des autorités qui les portent — ce qui constituait au départ une démarche assez saine proposant de penser par soi-même — ce sont les narratifs autour de ces faits qui peuvent maintenant être produits par tous. La fragmentation de ces derniers ne risque-t-elle pas de mettre en péril le vivre ensemble ?

QUESTIONNONS-NOUS

- Les récits alternatifs s'inscrivent-ils en réponse à un affaissement de certains récits collectifs ?
- Vivons-nous une accélération de la fragmentation des récits ?
- Comment co-écrire des narratifs communs ?
- Comment transformer les modèles économiques et fonctionnements technologiques des plateformes pour en faire des dispositifs de confiance et des supports de récits collectifs ?

RÉFÉRENCES

- . Barthes, R. (1966). *Analyse structurale des récits*.
- . Bergson, H. (1932), *Les deux sources de la morale et de la religion*.
- . Leclerc, G. (1999). *La société de communication. Une approche sociologique et critique*, Paris, Presses Universitaires de France, 219.
- . Stiegler, B. Démesure, promesses, compromis (1/3), *Les invités de mediapart*, 5 septembre 2020.
- . Ripoll, T. (2020). *Pourquoi croit-on ? Psychologie des croyances*. Sciences Humaines.
- . Weber, M. (1932), *Economie et société*.
- . Robert, A. C. (2021). *Dernières nouvelles du mensonge*. Lux Éditeurs.
- . Lefort, C. (1994). L'ère de l'idéologie. *Encyclopædia Universalis*, cité par Robert, A. C. (2021), *op. cit.*
- . Marangé, C. & Quessard, M. (2021), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Presses universitaires de France.
- . Girel, M. (2017), *Sciences et territoires de l'ignorance*, Quae.
- . Badouard, R. (2017). *Le désenchantement de l'Internet: désinformation, rumeur et propagande*, FYP Editions.

**SOUS LA LOUPE
NUMÉRIQUE: DISSECTION
DE LA TRAJECTOIRE
DES FAUSSES
INFORMATIONS**



Création: à l'origine des fausses informations

De haut en bas: désinformation institutionnelle et défiance généralisée

Le mensonge et le travestissement des faits par le pouvoir ont toujours existé. Dans les cas les plus fameux, on peut notamment rappeler les retouches de photographies exigées par Staline, la propagande relayée par les médias pendant les deux Guerres mondiales ou, encore avant, la commande par la police secrète du tsar au tout début du XX^e siècle des *Protocoles des Sages de Sion* qui a durablement nourri l'imaginaire conspirationniste. Cependant, le numérique marque un tournant certain dans la désinformation et la mésinformation institutionnelle et médiatique.

LES ÉTATS ET INSTITUTIONS ENTRE RISQUES DE MÉSINFORMATION ET OPPORTUNITÉS DE DÉSINFORMATION

Le numérique n'est pas la cause d'une mésinformation ou d'une désinformation provenant d'institutions qui ont toujours eu recours à ces mécanismes. Il a néanmoins offert un nouvel outil de manipulation de l'information aux États. Dans son rapport sur les opérations d'influence étatiques paru en 2021, Facebook indique qu'entre 2017 et 2020, la plateforme a défait et signalé publiquement plus de 150 opérations d'influence reposant sur des «comportements inauthentiques coordonnés» définis comme «tout réseau coordonné de comptes, pages et groupes qui reposent principalement sur de faux comptes pour tromper Facebook et les utilisateurs de ses services quant à qui est derrière et ce qu'ils font» (Facebook, 2021). Celles-ci proviennent de plus de 50 pays à travers le monde — à commencer par la Russie, l'Iran, le Myanmar, les États-Unis et l'Ukraine —, s'ingérant

dans des débats nationaux et étrangers. Le rapport analyse aussi l'évolution des techniques mises en œuvre par ces groupes, notamment :

- les acteurs sont passés d'actions diffuses à des actions plus ciblées ;
- l'accent est de plus en plus mis sur le floutage de la frontière entre le vrai et le faux ;
- les acteurs utilisent des techniques de plus en plus avancées pour masquer leur identité ;
- les opérations d'influence passent de plus en plus par des prestataires commerciaux, permettant de toucher une audience plus large et d'ajouter un intermédiaire entre les commanditaires et le public, compliquant l'identification des responsables ;
- les groupes ont perfectionné leurs stratégies, en capitalisant notamment sur de multiples plateformes ou médias, voire sur leurs propres sites web, leur permettant de poursuivre leur campagne même si l'un de leurs supports disparaît.

Pour les États autoritaires et les régimes non libéraux, Internet a fourni un nouvel outil de manipulation de l'information, avec différentes stratégies qui peuvent être réactives ou proactives. Tim Wu a notamment mis en évidence les stratégies en ligne du gouvernement chinois qui, ayant réalisé la contre-productivité de la censure qui ne fait qu'alimenter l'effet Streisand (le fait de chercher à masquer une information concourt au résultat inverse), privilégie désormais des stratégies de noyage de l'information (2018). Plutôt que de

supprimer un contenu indésirable, celui-ci est noyé par la communication gouvernementale propagée par un ensemble de *bots* et de faux comptes. Plus récemment, le gouvernement sénégalais a restreint l'accès à Internet à la suite des violentes manifestations qui ont secoué le pays après l'arrestation du député et leader de l'opposition Ousmane Sonko (Faivre Le Cadre, 2021). Ainsi, un ensemble d'applications comme Facebook, Telegram, WhatsApp ou YouTube ont vu leur débit fortement diminué voire réduit à zéro. Un tel phénomène avait aussi été observé au Myanmar en février 2021, face à la contestation du coup d'État militaire (Le Monde, 2021).

De façon proactive, les acteurs institutionnels ont à leur disposition de nouvelles techniques pour assurer la viralité de leurs campagnes de désinformation, appelées *deceptive behaviors* (voir partie 2, encadré ABC Framework, p. 140). On peut distinguer les outils automatiques comme les *bot armées* — c'est-à-dire des services automatisés qui amplifient artificiellement la diffusion d'une fausse information, des trucages manuels comme les fermes à troll ou à *likes*. Par exemple, l'entreprise américaine Devumi est spécialisée dans la vente de faux comptes sur Twitter et Facebook. Selon un article du *New York Times* du 27 janvier 2018, l'entreprise aurait vendu 3,5 millions de faux comptes sur Facebook et 200 millions sur Twitter (Confessore *et al.*, 2018). Le but de ces campagnes, aussi appelées *astroturfing*, est de permettre à un nombre restreint d'acteurs de donner l'impression que la campagne a un impact aussi puissant que si elle avait été relayée sans artifice par un plus grand nombre de personnes. L'État d'Israël

a par exemple sponsorisé l'application Act.IL que chacun peut télécharger sur son *smartphone*. Une fois ceci fait, l'utilisateur reçoit régulièrement des « missions » après la publication de messages pro-israéliens sur les réseaux sociaux, afin d'en augmenter la portée (*likes*, commentaires, partages...), dans une tentative coordonnée de contrôler le récit en ligne et d'améliorer l'image publique d'Israël (DFRLab, 2019).

La campagne de l'élection présidentielle américaine de 2016 est devenue l'archétype de stratégies d'influence étrangères dans la vie politique et démocratique d'un État via les réseaux sociaux. Capitalisant sur son *Internet Research Army* (IRA) créée en 2013 pour former des trolls afin d'influencer l'opinion publique, la Russie a mis en place en 2016 une campagne de dénigrement systématique d'Hillary Clinton sur les réseaux sociaux, mais aussi de tous les autres candidats à l'exception de Donald J. Trump et de Bernie Sanders (Goury-Laffont, 2020). Ainsi, entre 2015 et 2017, l'IRA aurait produit 80 000 publications sur Facebook qui auraient touché 126 millions d'utilisateurs. À cela s'ajoutent des cyberattaques ciblées, visant par exemple le Comité national du Parti démocrate et la transmission de milliers d'e-mails à Wikileaks qui seront publiés par la suite. Devenue particulièrement vigilante depuis cet épisode, la plateforme Facebook rapporte avoir à nouveau identifié et déjoué une douzaine de stratégies d'influence étrangères au moment de la campagne de 2020, provenant principalement de la Russie et de l'Iran (2021).

Les *deceptive behaviors* peuvent également prendre la forme de publicités ciblées. Plus précisément les *dark ads* qui sont des publicités visibles uniquement pour

les utilisateurs qu'elles ciblent. Les *dark ads* peuvent être utilisées dans le cadre de campagnes politiques, comme elles l'ont été lors du référendum sur le Brexit au Royaume-Uni. La campagne *VoteLeave* (pro-Brexit) y avait notamment eu recours, pour diffuser des fausses informations concernant le coût hebdomadaire de l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne ou bien l'entrée prochaine de la Turquie et de l'Albanie dans l'Union européenne. Dernier outil en date, les *deep fakes* marquent une nouvelle étape dans ce brouillage des frontières du réel et ébranlent notre perception traditionnelle de la «vérité», basée sur l'objectivité et la preuve audiovisuelle (voir partie 2, encadré Une image vaut-elle mille mots? p.72).

Ces États peuvent aussi alimenter des théories complotistes. Récemment, à la faveur de la crise du Covid-19, de nombreuses rumeurs ont aussi été diffusées sur la toile quant à l'origine du virus. La rumeur selon laquelle le Covid-19 serait une arme chimique fabriquée par un laboratoire américain émanerait de certains médias russes. Elle aurait ensuite été reprise sur les réseaux sociaux par des personnalités chinoises et iraniennes, puis largement entretenue par la Chine (Kinetz, 2021). De la même façon, le Soufran Center a analysé plus de 160 000 messages Facebook classés dans la catégorie QAnon (voir partie 2, encadré QAnon en France, p.74). 19% de ces messages relèvent de formes «d'influence étrangère», définie comme «provenant de comptes étrangers connus ou de comptes dont le score (probabilité) d'influence étrangère est supérieur à 50,1%», et dont l'objectif est d'«attaquer nos valeurs démocratiques» (Manach, 2021). Parmi ces messages,

«44% des publications provenaient d'administrateurs russes, 42% de Chine, 13% d'Iran et 1% d'Arabie saoudite — des efforts qui se sont intensifiés en 2021 par rapport à 2020».

De manière plus insidieuse, les États peuvent aussi utiliser les réseaux sociaux pour priver les citoyens de certaines informations. C'est par exemple ce qu'a fait l'Inde dans le cadre de la pandémie de Covid-19: le gouvernement a demandé à Facebook, Instagram et Twitter de supprimer plusieurs dizaines de messages critiquant sa gestion de la crise sanitaire (Le Monde, 2021). Cette demande a été justifiée par le gouvernement indien par le «risque d'incitation à la panique, l'utilisation d'images hors contexte, et le risque que ces messages perturbent son action face à la pandémie». Si les trois réseaux sociaux ont accepté la demande, cette suppression ne sera valable qu'en Inde, les messages resteront donc visibles à l'étranger. Cependant, d'après la presse indienne, des publications d'élus et journalistes de l'opposition figurent aussi parmi les messages supprimés.

Dans les États démocratiques, le numérique et les réseaux sociaux ont transformé la communication politique au sens large: les dirigeants, ministres, élus et même agents de l'administration maintiennent une présence sur les réseaux sociaux sans forcément coordonner leur action, ce qui peut noyer les messages officiels et créer un terreau favorable à la propagation de fausses informations (Marangé & Quessard, 2021). Le paroxysme de ces brouillages a été atteint par l'ancien président américain Donald J. Trump, qui a envoyé plus de 11 000 tweets pendant les trois premières années

de son mandat présidentiel, se livrant à des joutes verbales sur Twitter et contredisant à certains moments les annonces de responsables de son administration. Ses tweets au moment de l'élection de novembre 2020 martelant la dénonciation d'une « fraude électorale » et ceux autour de l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 en sont le symptôme le plus aigu, et ont même conduit la plateforme à suspendre son compte, une décision inédite pour un président en exercice.

Les réseaux sociaux, en particulier Twitter, offrent ainsi de nouveaux canaux de communication pour les élus en fonction, en dehors des circuits institutionnels officiels. Ils leur permettent de continuer de s'adresser à leurs électeurs, d'afficher une lecture des faits plus subjective, voire « alternative » pour reprendre les mots de Kellyanne Conway suite aux controverses sur le nombre de participants à l'investiture de Donald J. Trump (Robert, 2021). En 280 caractères, il est difficile d'articuler une position nuancée et riche, ce qui peut favoriser la transmission d'idées fortes, souvent clivantes (voir partie 2, Les réseaux sociaux : clé de voûte de la désinformation, p. 104).

Cette transmission de mésinformation ou de désinformation descendante par les institutions politiques, accentuée par Internet, passe aussi par les médias et l'information que ces derniers relaient, avec parfois des effets délétères sur le débat public et la confiance.

Les médias peuvent-ils être la source de fausses informations ?

Le 30 mars 2021, neuf membres de la rédaction de *Sciences & Vie* annoncent qu'ils quittent le média, entraînant une quasi-absence de journalistes et, surtout, d'experts scientifiques au sein de la rédaction. Cette décision est l'aboutissement d'un processus de délitement du magazine depuis son rachat, à l'automne 2019, par Reworld Media. À cette époque, la moitié des effectifs font valoir la clause de cession pour quitter la rédaction. Les recrutements compensatoires initialement prévus sont finalement refusés et le rédacteur en chef de l'époque, Hervé Poirier, perd la ligne éditoriale du site Internet qui est reprise par Reworld Media. S'ensuit la publication en ligne de plusieurs erreurs factuelles. En septembre 2020, Hervé Poirier démissionne, entraînant une grève de cinq jours au sein de la rédaction qui vote même une motion de défiance envers la directrice de rédaction. La mobilisation importante des effectifs de *Sciences & Vie* à l'automne 2020 a conduit la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, à confier à Laurence Franceschini, la présidence de la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP), « une mission de réflexion destinée à déterminer comment conditionner l'accès des aides à la presse à la présence de journalistes dans les rédactions ». Remis le 18 mars 2021, le rapport de cette mission recommande de renforcer les exigences pour les titres d'information politique et générale (IPG) afin de les obliger à compter au sein de leurs rédactions au moins un journaliste.

Le cas de *Sciences & Vie* est loin d'être isolé. Entre surabondance d'informations (et de sources) et délais

de production extrêmement courts, le web a profondément transformé le fonctionnement des médias (voir partie 1, De l'utopie à la reconfiguration des chaînes de confiance, p. 13) avec des effets parfois délétères sur la qualité et la fiabilité des informations transmises. Ce mouvement s'est amorcé dès les années 1980, âge d'or de la télévision, marqué par une course à l'audience, empreinte de ce que certains analystes ont appelé un «journalisme de racolage». Dans un article de 1998, Serge Halimi dresse un constat cinglant: «À force de redéfinir sans cesse ce qui est information en fonction de ce qui divertit et de ce qui rapporte, de conclure que, puisque cela rapporte, c'est que ça informe sur ce qui intéresse, d'expliquer à tous ceux que la presse inquiète que *le monde a changé*, de prêcher *la fin du politique* pour ensuite s'étonner qu'une politique ayant renoncé à l'existence encourage les lecteurs — et les électeurs — à s'en désintéresser, de réfuter à coups de plaidoyers hautains et médiocres les mises en garde les plus légitimes, le crédit déjà fragile du journalisme s'est étioilé un peu plus.» (Halimi, 1998).

La réorganisation des médias à l'aune d'Internet a eu trois effets notables. En premier lieu, il y a un accroissement exponentiel de la quantité d'information disponible. En second lieu, le temps est extrêmement raccourci: un événement et la communication qui l'entoure sont quasi-simultanés, ce qui entraîne une course entre médias et réduit le temps de vérification en amont de la publication (cette vérification étant déjà compliquée par la masse d'information à trier). Une forme de course au clic est alors engagée dans les différentes salles de rédaction avec le soutien des outils

de mesure du trafic en fonction des thèmes abordés (Christin, 2020). Le travail de médiation de l'information par les journalistes diminue progressivement au profit d'une republication (Cagé, Hervé, Viaud, 2017). En dernier lieu, le modèle économique des médias est modifié. Il devient moins coûteux d'intervenir en réaction à un événement à court terme que de produire une information à travers des formats d'enquêtes sur le temps long.

On observe aussi la multiplication des sources d'information hybrides, mettant sur un même plan les faits, les commentaires, les plaisanteries, les analyses, les témoignages... On pense par exemple à *Konbini*, *Buzzfeed* ou encore *Melty*. Des espaces de discussion plus libres ont aussi émergé sur les sites Internet de médias traditionnels, comme le *FigaroVox* ou les *blogs de Médiapart*. Leur lien avec des rédactions reconnues peuvent tendre à donner un gage de crédibilité au contenu qui y est publié alors que les procédures de relecture et de contrôle ne sont pas les mêmes, ce qui peut compliquer le tri nécessaire à opérer dans les sources disponibles en ligne et la capacité à se faire un avis sur un fait. En outre, les réseaux sociaux ont produit une horizontalité dans les prises de parole : bien que les journalistes soient soumis à une certaine déontologie dans l'exercice de leur activité, leurs *posts* sont diffusés au même niveau que n'importe quel autre compte, renforçant le brouillage pour les utilisateurs.

L'instantanéité entre le moment où un fait se produit et sa transmission, ainsi que la concurrence générée entre les rédactions, a permis à une nouvelle figure d'émerger, celle de l'«expert médiatique» (Campion, 2017). Censées éclairer le public sur des événements,

leurs analyses ajoutent souvent une couche de complexité: ils sont fréquemment interrompus par le ou les journalistes du plateau et leur temps de parole est souvent trop court pour qu'ils puissent développer complètement leur raisonnement. Ajoutons à cela que la figure de l'expert a été érigée en porte-voix de la vérité: leur parole est souvent sacralisée alors qu'il faut rappeler que le choix des personnes invitées n'est ni neutre, ni représentatif de la population, et que leurs propos ne sont pas toujours objectifs. Une étude du CSA de juin 2020 a montré par exemple que seuls 21% des experts en santé présents à l'antenne depuis le début de la pandémie étaient des femmes.

Il semble que la crise d'attention systémique, la course perpétuelle à produire des articles toujours plus nombreux et la peur de ne pas relayer une information qu'une autre rédaction aurait partagée, encouragées par le numérique, peuvent même conduire les médias traditionnels à se faire les relais de fausses informations. Par exemple, nombreux ont été les médias américains, mais pas seulement, à répandre l'idée que l'élection de Donald J. Trump avait été le fruit d'une association étroite entre ce dernier et les Russes. Ainsi, dans le *US News and World Report*, Michael Fuchs affirme: « On ne saurait exclure que le président des États-Unis soit l'agent, conscient ou non, d'une puissance étrangère hostile. » Or, les enquêtes conduites par le FBI n'ont jamais pu établir un tel lien (Robert, 2021).

Désinformation institutionnelle et crise de confiance

Cette « infodémie », faite d'informations tant vraies que fausses, participerait aussi à la crise de confiance envers les institutions politiques et les médias. Le baromètre annuel de la confiance d'Edelman de 2021 montre « une défiance mondiale généralisée » qui s'est aggravée avec la pandémie de Covid-19, notamment en France. Seuls 37% des Français sondés faisaient confiance aux médias. Plus de la moitié déclarent de même que les journalistes, reporters et les dirigeants de notre gouvernement « tentent délibérément d'induire les gens en erreur en déclarant certaines choses qu'ils savent être fausses ou exagérées » et que « la plupart des organes de presse sont plus soucieux de soutenir une idéologie ou une position politique que d'informer le public ». Les citoyens français seraient par ailleurs seulement 18% à avoir une bonne « hygiène informationnelle » définie par Edelman comme « l'intérêt pour l'actualité (lire, regarder ou écouter l'actualité), la consultation de plusieurs sources d'information, la vérification systématique des informations et de l'intégrité de la source, et le partage d'informations vérifiées. » Du côté plus spécifiquement des jeunes, Julien Boyadjian s'est intéressé au rapport à l'information et aux réseaux sociaux des étudiants de 18 à 22 ans (2020). Il ressort de son étude que les étudiants issus de milieux populaires ne sont pas désinformés mais non-informés. Cette partie la population mettrait en place des stratégies d'évitement politique : ils sont peu abonnés aux comptes des grands médias traditionnels. En revanche, il ressort qu'ils sont également peu abonnés aux comptes

propageant des *fake news* (voir partie 2, L'Être social derrière la diffusion des fausses informations, p.77).

Cette situation est résumée par Anne-Cécile Robert dans son livre *Dernières nouvelles du mensonge* : « Le discrédit de la politique et des médias nourrit la méfiance et la confusion car aucune institution ne reste en mesure d'organiser l'expression pacifique des opinions ni d'exercer un rôle d'arbitre pour résoudre les divergences. Plus profondément, un scepticisme sournois se répand sur fond de société individualiste et narcissique, tentée en permanence par la maximisation de l'égo. Chacun revendique désormais *sa* vérité et l'oppose à celle des autres dans une juxtaposition sans fin qui atomise la société. » (Robert, 2021).

QUESTIONNONS-NOUS

- Comment distinguer désinformation et mésinformation ?
- Comment anticiper et appréhender les stratégies de manipulation étrangères et nationales, en particulier en période électorale ?
- Comment rendre les médias plus résilients face aux fausses informations en ligne ?

RÉFÉRENCES

- . Facebook (2021). Threat Report. *The State of Influence Operations 2017 – 2020*.
- . Wu, T. (2018). *Is the first amendment obsolete*. Mich. L. Rev., 117, 547.
- . Faivre Le Cadre, A. S. « Le Sénégal sous haute tension depuis l'arrestation de Sonko ». *Libération*. 6 mars 2021.
- . « D'importantes coupures d'Internet observées en Birmanie pour la deuxième nuit d'affilée ». *Le Monde*. 15 février 2021.
- . Communication on Tackling online disinformation: a European Approach, COM(2018) 236 final, sec. 2.2.
- . Confessore, N., Dance, G. J. X., Harris, R., Hansen, M. « The Follower Factory ». *New York Times*. 27 janvier 2018.
- . DFRLab. « How a « Political Astroturfing » App Coordinates Pro-Israel Influence Operations ». *Medium*. 19 août 2019.
- . Goury-Laffont, V. « États-Unis: comment la Russie est intervenue dans l'élection de 2016 ». *RTL*. 11 septembre 2020.
- . Dugmore, O. « Facebook publishes dark ads used by Vote Leave during referendum campaign ». *Joe*.
- . Kinetz, E. « Anatomy of a conspiracy: With COVID, China took a leading role ». *AP News*. 15 février 2021.
- . Manach, J. M. « Les conspirationnistes font (aussi) partie des complots ». *NextImpact*. 07 mai 2021.
- . « Inde: le gouvernement fait retirer de Facebook et Twitter des critiques concernant sa politique sanitaire ». *Le Monde*. 26 avril 2021.
- . Marangé, C. & Quessard, M. (2021), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Presses universitaires de France.
- . Robert, A. C. (2021). *Dernières nouvelles du mensonge*. Lux.
- . Halimi, S. « Un journalisme de racolage ». *Monde Diplomatique*. août 1998.

- . Christin, A. (2020). *Metrics at Work : Journalism and the Contested Meaning of Algorithms*. Princeton University Press, 272.
- . Cagé, J., Hervé, N. & Viaud, M. L. (2017). *L'Information à tout prix*. Ina, coll. Médias et humanités, 170.
- . Dassonville, A. « L'hémorragie de journalistes se poursuit à *Science & Vie* ». *Le Monde*. 30 mars 2021.
- . Mission Franceschini: la ministre de la Culture engage la mise en œuvre du rapport sur le renforcement de l'exigence du traitement journalistique pour l'accès aux aides à la presse. *Communiqué de presse*. 20 avril 2021.
- . Champion, B., & Van Wynsberghe, C. (2017). Experts médiatiques. *La Revue Nouvelle*, (3), 26-29.
- . CSA (2020). *La représentation des femmes dans les médias audiovisuels pendant l'épidémie de Covid-19*. Mars à mai 2020.
- . Fuchs. M. H. « POTUS: Compromised? ». *US News and World Report*. 28 décembre 2017, cité par Robert, A. C. (2021), *op. cit.*
- . Cagé, J. (2015). *Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie : Capitalisme, financement participatif et démocratie*. Média Diffusion.
- . Carasco, A. « Julia Cagé: Créons ensemble les conditions de l'indépendance des médias ». *La Croix*. 24 septembre 2020.
- . Manach, J. M. « Les Français seraient-ils devenus technophobes? ». *NextInpact*. 12 avril 2021.
- . Edelman. « La confiance à l'épreuve de la pandémie : une infodémie au cœur d'une crise de leadership ». 22 mars 2021.
- . Boyadjian, J. (2020). Désinformation, non-information ou sur-information ? *Réseaux*, (4), 21-52.

De bas en haut: «réinformer» les citoyens

La généralisation du scepticisme peut se traduire, paradoxalement, par la montée de discours alternatifs de plus en plus audibles et rendus davantage visibles par les réseaux sociaux qui permettent une prise de parole plus horizontale, voire ascendante. La forme archétypale de relecture des faits par des groupes «anti-systèmes» se trouve dans le complotisme. Ce mode de pensée et de discours peut aussi se traduire par la production de *fake news* et de désinformation.

COMLOTISME: DE QUOI PARLE-T-ON ?

Le complotisme traduit la conviction profonde, à la fois déterministe et essentialiste, qu'un «groupe ou un individu omnipotent, navigant aux marges de la société, contrôle secrètement, en totalité ou en partie, l'ordre politique et social». Pour Emmanuel Taïeb, «on peut identifier la posture conspirationniste, quand son discours postule que le cours de l'Histoire et les événements marquants qui la jalonnent sont provoqués uniformément par l'action secrète d'un petit groupe d'hommes désireux de voir la réalisation d'un projet de contrôle et de domination des populations» (2010). Pour Rudy Reichstadt, les complotistes sont des sceptiques mais des «sceptiques dogmatiques», «incapables de réviser leur propre croyance sur la base de données empiriques pourtant élémentaires» (*In*. Ripoll, 2020).

Le complotisme peut connaître différents degrés. Michael Barkun identifie ainsi trois types de théories du complot (2013). Premièrement, les théories du «super complot» ont trait à l'extraordinaire: elles vont entremêler

plusieurs théories du complot, avec à leur sommet l'action d'une force toute puissante. On peut donner l'exemple des platistes (individus persuadés que la Terre est plate) ou des personnes dénonçant l'existence des reptiliens comme David Icke (une lignée hybride hommes-reptiles datant de l'ancienne Babylone gouvernerait secrètement le monde, se nourrissant d'humains et notamment de leurs peurs et énergies négatives). En deuxième lieu, les théories du complot « événement » correspondent à un événement particulier, par exemple la mort de John F. Kennedy ou les attentats du 11 septembre. Enfin, les théories du complot « systémiques » font du complot la grille de lecture de la réalité. Chaque événement est vu à travers ce prisme, et on prête à différents groupes des objectifs ambitieux cachés, comme récemment avec *Big Pharma* et le *Great Reset* dans le contexte du Covid-19 (voir partie 2, encadré Pandémie de fausses nouvelles p.73). Intitulée d'après l'ouvrage publié en juillet 2020 par deux membres éminents du Forum économique mondial et proposant un programme de planification économique pour l'après Covid-19, cette théorie — relayée notamment par le documentaire *Hold-Up* — postule que la pandémie a été volontairement propagée par les élites mondiales afin de permettre une réorganisation profonde de la population et des gouvernements. L'objectif serait d'instaurer un régime totalitaire, utilisant notamment les technologies numériques à des fins de contrôle permanent de la population. Ce sont ces théories du complot systémiques qui ont le plus d'impact sur le récit collectif et qui présentent le plus de risque de radicalisation dans la croyance.

LEADERS CONSPIRATIONNISTES ET CITOYENS ENQUÊTEURS: QUI CRÉE LE COMLOT ?

Julien Giry distingue cinq acteurs gravitant autour des théories du complot :

- . les *leaders* conspirationnistes,
- . les citoyens enquêteurs,
- . les *dealers* d'opinion,
- . les consommateurs,
- . et les acteurs anti-conspirationnistes
(in Butter & Knight, 2020).

Les deux premières catégories jouent un rôle direct dans la création des théories complotistes et des fausses informations, alors que les deux suivantes vont davantage avoir un rôle dans la diffusion de ces dernières (voir partie 2, L'Être social derrière la diffusion de fausses informations, p.77). De leur côté, les militants anti-conspirationnistes jouent un rôle de mise à l'agenda du complotisme comme problème public et participent à la prise de conscience par les pouvoirs publics de l'ampleur réelle ou supposée et de la gravité de ce phénomène. Ils peuvent cependant avoir des effets pervers sur le phénomène qu'ils cherchent justement à dénoncer (voir partie 1, Dénoncer n'est pas questionner, p.29).

Les *leaders* conspirationnistes sont des professionnels au sens de Max Weber (1917) : ils vivent par et pour le complot. Ce sont des entrepreneurs politiques qui tirent des revenus du complotisme et produisent un discours politique articulé et théorisé ne se limitant pas à la dénonciation d'un événement, mais dans l'objectif de construire un « méta-récit ». Pour Julien Giry, ce groupe représente « la face émergée de l'iceberg.

Pour 100 conspirationnistes, vous avez un leader.» (Entretien publié le 4 juin 2021, p. 182)

De leur côté, les citoyens enquêteurs sont des individus qui vont être happés par un événement et en questionner la «version officielle». Cela peut s'expliquer par deux raisons. Dans un cas, cette obsession peut avoir un motif politique. Par exemple, le mouvement QAnon a aussi pour objectif de faire réélire Donald J. Trump (voir encadré QAnon en France, p.74). Dans un autre cas, c'est une expérience personnelle qui agit comme déclencheur. Par exemple, sur la vaccination, Julien Giry nous a indiqué que les personnes opposées au vaccin ROR (rougeole, oreillons, rubéole) parce qu'il transmettrait des troubles autistiques ont souvent dans leur entourage un enfant atteint par ces pathologies. À la différence des professionnels du complot, les citoyens enquêteurs ne vont pas forcément adhérer au fait qu'il existe un grand complot dans le temps et dans l'espace. De même, ils n'en tirent pas de revenu, l'enquête représentant plutôt un hobby.

Dans les deux cas, le récit développé se caractérise par le recours à un millefeuille argumentatif permettant aux croyants d'«affirmer que la démonstration de la fausseté de certains de leurs arguments ne pouvait prétendre réduire à rien l'ensemble de leur théorie, compte tenu du nombre de faits qui la fondaient» (Bronner, 2013).

Si ces deux catégories d'acteurs jouent un rôle majeur d'impulsion de nouvelles théories complotistes au fil des événements politico-médiatiques, ces dernières se nourrissent toutefois toujours d'un imaginaire pré-existant, richement nourri depuis la fin du XVIII^e siècle

(voir partie 2, encadré Marie Peltier, p. 70). Comme le résume Julien Giry, les complotistes produisent « un récit global » dans lequel « le complot est partout et chaque événement un peu extraordinaire (pandémie, assassinat, attentat...) va être réinscrit dans le récit préexistant : ce n'est pas l'événement qui crée le récit ou le complot mais l'événement qui est inclus dans un schéma complotiste global. » Par exemple, les récits alternatifs autour du Covid-19 font écho à des ouvrages parus à la fin des années 1990 comme *La Mafia médicale* dans lequel Ghislaine Lancôt accuse l'industrie médicale et pharmaceutique de conspirer avec les pouvoirs publics et les universités dans le but d'entretenir, voire de provoquer, des maladies afin de vendre des médicaments et soins qu'elle juge « délibérément inefficaces ». De même, face à la vague d'antisémitisme pendant la pandémie, Conspiracy Watch pointe notamment une réactualisation du « mythe médiéval du juif empoisonneur ».

GRATUITÉ, SIMPLICITÉ, VIRALITÉ : COMMENT LES COMLOTISTES SE SONT-ILS EMPARÉS DU WEB ?

Si le complotisme est loin d'être un phénomène nouveau, sa résurgence contemporaine tiendrait notamment à la conjonction de deux facteurs : l'événement particulièrement traumatisant du 11 septembre 2001 et la démocratisation d'Internet dans les foyers (voir partie 2, encadré Marie Peltier, p. 70). Pour Rudy Reichstadt, Internet a été au complotisme ce que l'imprimerie a été à la Réforme protestante : « Sans l'imprimerie, il n'y aurait pas eu la Réforme protestante. Dès lors qu'on peut imprimer la Bible, on la traduit, on la lit dans sa propre langue et l'on peut commencer à se passer de

la médiation de l'Église catholique. C'est l'exemple typique d'une technologie qui vient bouleverser en quelques années le monde des idées. Je pense qu'on assiste au même type de révolution avec Internet et notamment avec le triptyque : haut débit/réseaux sociaux/smartphone. Le haut débit permet à tous de regarder et de produire des vidéos très facilement. Le smartphone permet de démultiplier tout cela : chacun de nous ou presque a désormais en permanence Internet dans sa poche ainsi que la possibilité de n'être plus seulement consommateur passif de contenus mais de publier à chaque instant du son, de l'image et de l'écrit. Autrement dit, nous devenons tous des journalistes en puissance mais sans la formation, la méthode et la déontologie qui vont habituellement avec. Quant aux réseaux sociaux, ils permettent de faire communauté. Là où, auparavant, on aurait peut-être été découragé dans notre quête de vérité alternative, ils nous mettent instantanément en lien avec des gens qui, non seulement pensent comme nous, mais vont aussi nous alimenter. On est galvanisé dans notre recherche d'une vérité alternative là où, autrefois, on pouvait rapidement être découragé, faute d'entrer en contact avec des personnes qui partagent notre quête.» (Entretien publié le 11 juin 2021, p. 200)

Le numérique a ainsi apporté de nouveaux outils à ces groupes à plusieurs titres. En premier lieu, le web leur procure un nouveau support. Dans sa version 1.0, il leur a permis de créer gratuitement et facilement des sites Internet, ce qui complique leur identification comme le souligne Pascale Duval, coordinatrice de l'UNADFI : « Avant, sur papier, il était plus facile d'iden-

tifier, de situer et de repérer un mouvement sectaire. Les groupes étaient assez circonscrits, connus et nous pouvions quasiment obtenir les noms des membres dirigeants en échangeant avec les autorités. Leurs noms étaient relativement stables parce que tout changement était coûteux. Aujourd'hui, la présence sur la toile est tellement importante qu'il nous est impossible de faire un repérage complet. Internet a permis la prolifération, en plus de la multiplication des identités. Sur Internet, le même groupe peut avoir plusieurs noms, plusieurs sites ou même plusieurs réseaux sociaux avec des noms différents.» (Entretien publié le 18 juin 2021, p. 192). Cette prolifération permet à ces groupes d'occuper les espaces numériques : selon les termes des recherches, ce sont souvent les premiers résultats affichés par les moteurs de recherche grâce à des stratégies d'achat de mots clés, voire de noms domaines proches de ceux d'institutions publiques ou de médias traditionnels, comme cela a été le cas avec «vitemadose.fr».

La pandémie de Covid-19 apporte une nouvelle illustration de cette prolifération de sites visant à « réinformer » les citoyens, à l'image du site *ReinfoCovid* qui prétend proposer des « outils pour questionner, comprendre, sortir de la peur et agir ensemble » face à des médias qui « propagent en continu dans le pays une information tronquée, basée sur le sensationnalisme, et volontiers culpabilisante » et au « discours officiel simpliste et infantilisant [qui] est martelé tous azimuts, acculant nos contemporains à un choix scandaleusement binaire : être pour, et se ranger dans le camp des bons citoyens dociles, ou être contre et se voir pointés du doigt, considérés au mieux comme des égoïstes irres-

ponsables, au pire comme de *dangereux complotistes*.» Loin d'être neutre, ce terme de «réinformation» est formulé en 1997 par Bruno Mégret dans le cadre d'un colloque du Front national consacré à l'information. Il est ensuite repris et théorisé au début des années 2000 par Henri de Lesquen avant d'essaimer dans la «complosphère».

Par la suite, le web 2.0 a offert un outil plus interactif pour partager au grand jour cette circonspection et former en temps réel des contre-discours en réaction à la «version officielle»: «Les multiples possibilités d'expression unilatérale fournies par les réseaux sociaux maximisent la privatisation ou une *fragmentation* de la vérité. Rien n'est plus aisé que de coucher son point de vue dans un tweet ou un post et de jeter sa *part* de vérité sur la place publique.» (Robert, 2021) Ainsi, sur les différentes plateformes de réseaux sociaux numériques, les groupes complotistes se multiplient, capitalisant sur les mécanismes algorithmiques de ces dernières (voir partie 2, Les réseaux sociaux: clé de voûte de la désinformation? p. 104).

En particulier, les théoriciens du complot ont recours à la vidéo pour transmettre leurs contenus. Ce support permet d'étayer visuellement, voire esthétiquement, ses propos, comme on peut le voir sur les nombreuses vidéos qui circulent au sujet du 11 septembre, par exemple avec les arrêts sur image de la fumée au moment où elle semble esquisser le visage du diable. Dans *L'ère du complotisme*, Marie Peltier estime que «ce format biaise profondément la question du rapport aux faits et aux sources, et installe une dynamique de quasi-religiosité. L'orateur assène des vérités, endosse presque

une posture de gourou et s'adresse sans intermédiaire à la personne qui est en train de visionner la vidéo, les yeux dans les yeux, sans place pour l'échange et le débat. [...] L'adepte s'abreuve ainsi à ce discours, qui n'invite pas au questionnement et qui le met en position de consommateur — tout ce que reprochent d'ailleurs les idéologues du complot aux médias de masse. La dynamique *Ne croyez plus personne sauf nous* est par ce biais nettement privilégiée» (2021).

Cette utilisation d'Internet ne serait pas sans impact sur la croyance comme le souligne Gérald Bronner dans *La démocratie des crédules*: le web permet un récit complotiste plus stable, accroît les capacités de mémorisation et rend possible une mutualisation des arguments de la croyance. Le numérique marquerait en ce sens un tournant dans la transmission de la rumeur. Traditionnellement, la rumeur repose sur une transmission orale: elle est transmise et modifiée au fil de sa diffusion. Si les réseaux sociaux récents comme Tik Tok, Discord ou Twitch redonnent une forme d'oralité, le web se souvient de tout: au lieu d'évoluer, les arguments s'empilent et se sédimentent au fil du temps. Il devient ainsi de plus en plus aisé de formuler une nouvelle théorie sur la base d'un socle commun de théories antérieures.

AU-DELÀ DES COMLOTISTES: ARNAQUEURS, MILITANTS ET HUMORISTES

Les complotistes ne sont pas les seuls producteurs non institutionnels de fausses informations en ligne. *Le 1 hebdo* rappelle les travaux de Mehdi Moussaïd, chercheur en sciences cognitives à l'institut Max-Planck de Berlin, qui distingue trois profils principaux de créateurs de fausses nouvelles (Paulic, 2021). En premier lieu, il identifie les arnaqueurs, qui forment le groupe majoritaire : ils créent du contenu viral afin de pousser les utilisateurs à visiter des pages ou sites hébergeant de la publicité rémunérée. Cela a été le cas pendant la campagne présidentielle de 2016 des étudiants macédoniens de la ville de Veles qui ont lancé 140 sites web sur la politique américaine sur lesquels étaient publiés des contenus pro-Trump dans un but, non pas politique, mais purement lucratif selon leurs affirmations (Silverman & Alexander, 2016). Ces sites leur ont permis de gagner jusqu'à 2 500 euros par jour. Face à cette situation, le rapport de la commission *Les lumières à l'ère numérique* rendu en janvier 2022 appelle à responsabiliser les acteurs de la publicité programmatique. Deuxièmement, M. Moussaïd distingue les créateurs de fausses informations qui répondent à des motivations politiques, afin de faire progresser un camp ou un candidat en particulier. Enfin, le dernier groupe est constitué de ceux qui créent de fausses informations pour faire de l'humour, rendant la frontière entre satire et *fake news* parfois floue.

Ces différents groupes recourent de plus en plus à la manipulation des images dans leurs campagnes de désinformation. Si elle n'est pas nouvelle, cette

technique bénéficie aujourd'hui d'un double effet technologique : des outils de production de plus en plus perfectionnés et des supports de diffusion particulièrement réceptifs aux formats visuels (voir partie 2, Les réseaux sociaux : clé de voûte de la désinformation, p. 104). Les technologies de retouche d'images permettent aujourd'hui un rendu abouti et discret et sont devenues accessibles à tous, même sans formation spécifique, donnant lieu dans les cas les plus extrêmes aux *deep fakes* (voir encadré Une image vaut-elle mille mots ? p. 72). Au-delà même de la fabrication d'images ou de vidéos erronées, l'énorme bibliothèque d'images que constitue le Web permet aussi de republier des contenus visuels de façon décontextualisée avec des légendes mensongères. Par exemple, au début de l'année 2021, une photo de corps enveloppés dans des linceuls, étendus dans une cour en terre battue a été partagée des centaines de fois comme représentant une frappe aérienne française dans la ville de Bounti au Mali. Il s'agissait en réalité d'une photo prise en 2014 à l'issue d'un massacre dans un village nigérian par le groupe terroriste Boko Haram (Paulic, 2021).

QUESTIONNONS-NOUS

- Quel est le parcours des créateurs de fausses nouvelles ?
- Quelles sont les motivations de ces acteurs ?
- Que nous disent le profil, le parcours et les motivations des créateurs de fausses nouvelles de la désinformation en ligne ?

RÉFÉRENCES

- . Emmanuel Taïeb, « Logiques politiques du conspirationnisme », *Sociologie et sociétés*, vol. 42, n° 2, 2010, p. 267
- . Ripoll, T. (2020). *Pourquoi croit-on ? Psychologie des croyances*. Sciences Humaines.
- . Delouvé, S. (2012). La pensée sociale. Rumeurs et théories du complot (cours n° 3). Université Rennes 2.
- . Barkun, M. (2013). *A culture of conspiracy: Apocalyptic visions in contemporary America* (Vol. 15). Univ of California Press.
- . Butter, M., & Knight, P. (Eds.). (2020). *Routledge handbook of conspiracy theories*. Routledge.
- . Weber, M. (1917). *Le Savant et le Politique*.
- . Greenspan, R. E. « Who is Q? Why QAnon's ringleader may have been hiding in plain sight all along ». *Insider*. 8 avril 2021.
- . Mahler, T. « Complotisme : quand FranceSoir fait la promotion de QAnon ». *L'Express*. 14 janvier 2021.
- . Robert, A. C. (2021). *Dernières nouvelles du mensonge*. Lux.
- . Peltier, M. (2021). *L'ère du complotisme. La maladie d'une société fracturée*. Les petits matins.
- . Bronner, G. (2013). *La démocratie des crédules*. Presses universitaires de France.
- . Paulic, M. Voyage au pays des images truquées. *Fake news, mensonges et vidéos. Le Un hebdo*. 2 juin 2021.
- . Silverman, C. & Alexander, L. « Comment la Macédoine s'est retrouvée au cœur de la désinformation pro-Trump ». *Buzzfeed News*. 4 novembre 2016.
- . *Les Lumières à l'ère numérique* (2022). Rapport de la Commission dite « Bronner ».

MARIE PELTIER: LE MYTHE FONDATEUR DU 11/09 ET LA NÉCESSITÉ D'UN RÉCIT COMMUN RENOUVELÉ

Historienne spécialiste du complotisme et du conflit syrien et des mécanismes de propagande de Damas et du Kremlin notamment, Marie Peltier publie en 2016 *L'ère du complotisme. La maladie d'une société fracturée*. Bientôt réédité à l'occasion du vingtième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, cet ouvrage propose un diagnostic sur la résurgence contemporaine du complotisme.

S'il est né à la fin du XVIII^e siècle dans un contexte pré-révolutionnaire, le conspirationnisme s'est atténué pendant près de cinquante ans après la Seconde Guerre mondiale et la prise de conscience des dérives inhumaines auxquelles de tels discours pouvaient conduire. Pour M. Peltier, le 11 septembre agit comme un « mythe fondateur » du complotisme contemporain et marque un tournant vers une « ère de binarité, de rupture; une règle de la suspicion systématisée » (p. 16). La place particulière de cet événement s'expliquerait par la conjonction de quatre facteurs. Premièrement, l'événement en lui-même est particulièrement choquant, conduisant certains à préférer des explications alternatives pour donner du sens à l'impensable. Ensuite, les attentats ont marqué un tournant dans la politique étrangère américaine, avec en particulier les débats autour de l'intervention en Irak. Le désaveu de cette opération, marquée par l'absence d'armes de destruction massive, alimentera à nouveau ce sentiment: « on nous a menti. » (p. 21). Troisièmement, le 11/09 coïncide avec une transition générationnelle particulière: les récits vivants de la Seconde Guerre mondiale disparaissent progressivement et laissent émerger « un refus de plus en plus présent d'une certaine symbolisation autour de la

Deuxième Guerre mondiale, spécialement celle entourant le génocide juif» (p. 39). Enfin, le début des années 2000 est aussi la période de la démocratisation progressive d'Internet dans les foyers, un outil qui a lui aussi «fondamentalement transformé le rapport au savoir et à la mémoire.» (p. 41). Ainsi, le complotisme contemporain naîtrait en grande partie d'un désir de sens face à la confusion ambiante et à la complexité anxiogène contemporaine, permettant d'apporter un complément aux réponses politiques insatisfaisantes. En bref, pour M. Peltier, le complotisme matérialise la quête d'un nouveau «récit partagé» (p. 49).

M. Peltier pointe aussi que les discours anti-complotistes «ont tendance à présenter le complotisme comme un problème exogène, selon une posture qui prétend y *faire face* et qui n'invite pas à se poser — du moins de manière explicite — la question d'une responsabilité partagée, au sein de la société, envers l'émergence et la perpétuation de ce phénomène.» (p. 126). Elle invite ainsi les pouvoirs publics, l'éducation nationale, les médias... à «prendre aussi la mesure de [leur] propre participation à cette mécanique infernale» (p. 128). L'injonction à l'esprit critique ne doit pas oublier que l'exigence première de l'esprit critique est d'abord de se l'appliquer à soi-même. Selon elle, il est donc nécessaire pour l'État, les médias et autres institutions publiques de commencer par réaliser leur propre introspection, de revaloriser l'altérité comme condition du débat public équilibré et de «*redéfinir un socle d'acquis partagés*» (p. 132). La rupture de confiance qui mène au complotisme masque parfois «un véritable désaccord dans la définition de fondamentaux» (p. 132). Il importe donc d'apporter un nouveau récit collectif, de faire preuve de transparence dans les pratiques des institutions et d'outiller les citoyens afin de leur permettre

de penser, de s'exprimer et de vivre comme un sujet pensant, libre et autonome qui ne soit ni en situation de dépendance, ni d'aliénation par rapport aux autres.

UNE IMAGE VAUT-ELLE MILLE MOTS ?

Les progrès en informatique et en intelligence artificielle ont fait apparaître des contenus numériques créés de toute pièce. Ces contenus peuvent notamment être visuels, à l'image des *deep fakes*. Un *deep fake* est une falsification « hyper-réelle » d'images, de vidéos ou de fichiers audios, effectuée à l'aide d'algorithmes, apposant l'image et/ou la voix d'une personne sur une autre personne afin de lui faire faire ou faire dire des choses, qu'elle n'a en réalité jamais faites ni dites¹. Popularisés par les vidéos pornographiques, les *deep fakes* sont autant malveillants que parodiques ou satiriques. On estime qu'en juin 2020 le nombre de *deep fakes* sur la toile était de 49081, ce qui constituerait une augmentation de 330% en un an². Vous en avez peut-être croisé un au fil de vos errances sur le net, sous la forme d'un Tom Cruise jouant au golf, d'une influenceuse japonaise derrière laquelle se cache en réalité un homme de 50 ans ou même d'une simple photo d'un utilisateur de réseau social. Pas convaincu ? Faites le test sur le site thispersondoesnotexist.com : toutes les photos générées sont le fruit de l'intelligence artificielle GAN, bluffant non ?

PANDÉMIE DE FAUSSES NOUVELLES

La pandémie de Covid-19 constitue une source intarissable de mésinformation et de théories du complot, propagées notamment par des « experts » prétendant rétablir la vérité. Parmi eux, le documentaire *Hold-Up*, sorti le 11 novembre 2020, a fait grand bruit en France. Ce film réalisé par Pierre Barnérias a été vu 3,3 millions de fois et partagé plus de 130 000 fois en 24 heures. Il synthétise une grande partie des théories complotistes et fausses informations qui circulent autour de la pandémie : l'Institut Pasteur aurait créé le virus, l'hydroxychloroquine serait efficace, les masques seraient inutiles ou encore Bill Gates et les « élites mondiales » auraient créé les vaccins afin de contrôler la population mondiale et d'engager le *Great Reset*. Alimentée par les informations divergentes de la part du gouvernement au début de la pandémie, notamment sur l'utilité ou non du port du masque, cette contestation de la « vérité officielle » autour du Covid-19 s'enracine aussi dans le climat de défiance accru envers les institutions depuis la crise des Gilets Jaunes. Ce mouvement a en effet alimenté un terreau particulièrement fertile de suspicion permanente à l'égard du « système » et possède la spécificité de s'être structuré en ligne. Les groupes (Facebook notamment) créés à ce moment-là pour organiser les mobilisations se sont ensuite transformés en espaces de discussion, de partage voire de production d'informations. Autant de pages qui ont pu être utilisées depuis le premier confinement pour relayer des interprétations alternatives de la crise sanitaire. C'est par exemple le cas du compte de Cat Antonio (ancien Gilet Jaune qui relaie désormais des théories complotistes à propos du Covid).

La pandémie de Covid-19 est aussi inédite que complexe et anxiogène, poussant certains groupes de personnes à rechercher une explication plus « rassurante » (voir partie 2, L'Être social derrière la diffusion de fausses informations, p.77). Comme le résume Albert Moukheiber, psychiatre : « Plus une situation est ambiguë, plus on peut lui donner le sens que l'on veut. »³

L'ARRIVÉE PROGRESSIVE DE QANON EN FRANCE

Le 28 octobre 2017, un utilisateur de la plateforme anonyme 4chan baptisé « Q » (en référence à un degré d'accréditation permettant d'accéder à des informations classifiées au sein de l'administration américaine) publie un fil de messages intitulé *Calm before the Storm*. Cette « tempête » fait référence à un événement supposément imminent pendant lequel des milliers de suspects (en majorité des personnalités démocrates) seront arrêtés, jugés et condamnés. Ce qui leur serait reproché ? La torture d'enfants qui seraient abusés sexuellement et mangés afin de prolonger la durée de vie de ces individus grâce à l'adrénochrome. Ce message sera suivi de centaines d'autres à l'encontre du *Deep State* (État profond) : un petit groupe contrôlerait le monde de façon cachée, derrière la vitrine des gouvernements nationaux. Cet utilisateur rallie bientôt autour de lui un groupe de plus en plus large d'autres utilisateurs anonymes, les « Anon » de Q : QAnon. Si le récit central de ce groupe n'est pas nouveau⁴, il se distingue des autres mouvements complotistes par sa capacité à absorber une grande partie des théories du complot existantes : « QAnon est un mouvement totalement protéiforme qui parle à la fois de pédocriminalité, des

Illuminati, des reptiliens, de vaccins ou de l'assassinat de Kennedy : en gros, il peut agréger l'ensemble des théories complotistes et conspirationnistes qui existaient déjà tout en en créant de nouvelles et en créant de nouveaux liens entre elles»⁵.

Cette mouvance a rapidement pris de l'ampleur aux États-Unis et a joué un rôle majeur dans l'assaut du Capitole qui a eu lieu le 6 janvier 2021. À la faveur notamment de la crise sanitaire, les théories de QAnon ont progressivement fait leur apparition en France, via le Québec d'abord, puis via des « traducteurs de théories du complot »⁶. Parmi eux, la *Team Top Gun*, constituée d'une dizaine de personnes, sélectionne, traduit et double en français les vidéos complotistes venues des États-Unis, notamment en ce qui concerne QAnon. Si la théorie reste assez confidentielle pour le moment en France et concernent surtout le *Deep State* et non le complot pédosataniste, on a vu de grandes figures du complotisme français s'en emparer, comme Alexis Cossette-Trudel (fondateur du site Radio-Québec), Silvano Trotta, Ema Krusi (vidéaste), Antoine Cuttitta (YouTubeur pro-Trump)⁷, mais aussi de certains Gilets jaunes. De même, le site controversé *FranceSoir* a pu se faire le relais de discours relatant les thèses de QAnon, à l'image de la tribune d'un dénommé Frédéric Vidal, publiée le 9 janvier 2021, dans laquelle ce dernier, qui se revendique comme journaliste, analyse les émeutes du 6 janvier au Capitole. On y retrouve les poncifs du groupe : l'élection présidentielle américaine serait truquée, le mouvement a été infiltré par des antifas et des partisans de *Black Lives Matter*, il existe un complot pédo-sataniste orchestré par les Démocrates... À la façon de Q, Frédéric Vidal annonce aussi une « vague de révélations choquantes » et des arrestations nombreuses de personnages très en vue

dans les semaines à venir en France⁸. Des sites dédiés ont aussi été créés pour relayer en France les postulats et annonces de Q, comme les DéQodeurs, QActus.fr ou encore Dix Sept. Ainsi, en février 2021, le groupe Facebook « QAnon France » comptait 30 000 membres et la boucle Telegram du même nom, 4 000 personnes. Un autre groupe Telegram « Quoi2news » comptait environ 10 000 participants à la même date. Enfin, la Miviludes (Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires) a reçu 10 signalements faisant état de l'emprise et de l'endoctrinement de proches par QAnon⁹.

1 Chesney, B., & Citron, D. (2019). *Deep fakes: A looming challenge for privacy, democracy, and national security*. *Calif. L. Rev.*, 107, 1753.

2 Kugler, M. B., & Pace, C. (2021). *Deep fake Privacy: Attitudes and Regulation*. *Northwestern Public Law Research Paper*, (21-04), p. 8

3 France 5. La fabrique du mensonge. Fake News sur ordonnance. 7 mars 2020.

4 Pour plus de détails voir France 5. *La fabrique du mensonge. Les fake news au pouvoir*. 2020.

5 Quintin, B. « Qu'est-ce que le mouvement QAnon et comment s'est-il implanté en France? » *La Voix du Nord*. 07 janvier 2021.

6 Gayte, A. « QAnon, anti-vaccin: ils traduisent les théories du complot américaines en français ». *Numerama*. 24 février 2021.

7 Jacob, Q. « QAnon, cette mouvance pro-Trump conspirationniste qui touche la France ». *Le Figaro*. 14 février 2021.

8 Mahler, T. « Complotisme: quand FranceSoir fait la promotion de QAnon ». *L'Express*. 14 janvier 2021.

9 Lepoivre, A. « Dérives sectaires: le QAnon s'exporte en France, 10 signalements faits à la Miviludes ». *BFM TV*. 24 février 2021.

Diffusion : comment la désinformation se propage-t-elle en ligne ?

L'être social derrière la diffusion des fausses informations

L'HOMME EST-IL UN ANIMAL CROYANT ?

« La pensée magique semble une composante absolument naturelle et constante de la psychologie humaine » estime Thierry Ripoll dans son livre *Pourquoi croit-on ?*. Cette capacité à croire serait même une spécificité de l'être humain en tant qu'espèce : « l'homme est un animal croyant au moins autant qu'il est un animal connaissant, raisonnable, intelligent (*Homo sapiens*). » Ainsi, nous pouvons nous demander à quel moment de l'Histoire et en quel point du globe, nous n'avons pas cru et propagé des croyances, des rumeurs, des théories du complot, bref des « affirmation[s] générale[s] que l'on présente comme vraie[s] sans données concrètes pour vérifier [leur] exactitude » (Allport et Postman, 1945).

Cette propension à adhérer et diffuser de fausses informations s'explique notamment par différents mécanismes psychosociaux, en particulier les deux systèmes de pensée identifiés par Kahneman. Alors que le système 1 est plus intuitif et est activé « par défaut » par le cerveau humain, le recours au système 2, plus analytique, est coûteux. L'être humain a donc recours à ce que Kahneman appelle des « heuristiques de jugement », soit des façons de raisonner simplifiées pour prendre des décisions rapides (voir partie 1, Les mécanismes qui interviennent dans l'adhésion et la viralité des faits p. 19). Ces raccourcis cognitifs peuvent conduire à différents biais, notamment le biais de confirmation : l'être

humain préfère chercher des éléments qui valident sa croyance et non ceux qui l'infirmement. Ceci s'explique notamment par le fait que ces informations génèrent «un inconfort psychologique, une perte de sens et un sentiment de perte de contrôle trop douloureux pour pouvoir être pris en compte» (Ripoll, 2018). Anne-Cécile Robert pointe aussi l'existence d'un biais de conjonction — soit la tendance à relier entre eux des faits qui n'ont pas forcément de lien causal — et le biais d'intentionnalité consistant à préférer les explications liées à la volonté d'un individu ou d'un groupe d'individus (2021).

Le millefeuille argumentatif sur lequel les théories du complot sont construites et la façon dont les récits sont présentés favoriseraient l'activation de ces biais cognitifs. Or, adhérer à une théorie complotiste pourrait facilement enfermer les individus dans une spirale, soit parce que la croyance dans une théorie du complot favorise par la suite l'adhésion à d'autres thèses complotistes — Moscovici (1987) parle de «mentalité de conspiration» pour désigner ce mode de pensée —, soit parce qu'on recourt à de nouveaux arguments conspirationnistes pour répondre aux arguments infirmant la théorie à laquelle on adhère (Douglas *et al.*, 2019).

Le biais de confirmation en particulier donne au complotisme cette logique que Julien Giry qualifie de «pseudo-critique à la fois accusatoire et victimaire»: «Elle se présente comme hyper-critique, en disant je doute de tout, tout est manipulation, tout est pipé... c'est un problème de système. Et dans le même temps, on doute tout sauf de l'idée qu'il existe un complot. L'approche hyper-critique est donc contrebalancée par une approche infracritique, c'est-à-dire qui va à l'encontre

de la critique. On sort de cette dialectique par l'accusation d'un côté: il existe un grand complot dont les fomenteurs sont les juifs, les Francs-maçons, Big Pharma, etc. et la victimisation de l'autre: on m'empêche de révéler ce grand complot au grand jour à mes concitoyens. C'est là que le piège du complotisme se referme. Il devient un système de pensée, une vision du monde hégémonique où tout s'explique par une seule chose: le complot.» (Entretien publié le 4 juin 2021, p. 182)

QUELLES SONT LES FONCTIONS DE LA CROYANCE ?

En plus d'être favorisée par les biais cognitifs de notre cerveau, l'adhésion aux rumeurs et aux thèses complottistes répond à différents besoins psychologiques que l'on peut classer en trois catégories.

En premier lieu, la croyance répond à des besoins épistémiques, c'est-à-dire le besoin de trouver du sens et de comprendre le monde qui nous entoure. En particulier, pour certains événements particulièrement traumatisants, comme les attentats du 11 septembre aux États-Unis, du 13 novembre en France, ou la pandémie de Covid-19, «aucune explication, fût-elle parfaitement claire et avérée, ne sera à la hauteur de la sidération provoquée par de telles situations. Il faut donc inventer une explication alternative et nécessairement dissimulée pour rendre compte du caractère exceptionnel de l'événement: si cela arrive, c'est qu'on nous cache quelque chose car un tel événement ne pourrait pas survenir dans le cadre d'un fonctionnement normal du pouvoir. Très paradoxalement, la recherche de cohérence et de rationalité à tout prix finit par générer des interprétations parfaitement délirantes.» (Ripoll, 2018)

Les réseaux sociaux ont permis à ce discours alternatif de se construire instantanément, explique Sylvain Delouée: «Si jusqu'à présent il fallait qu'une version officielle existe pour qu'il y ait une version complotiste, les réseaux sociaux, les smartphones et le numérique permettent une immédiateté entre l'événement et l'émergence de la théorie complotiste. On peut ajouter à cela une plus grande défiance aussi vis-à-vis des autorités instituées ainsi qu'un populisme de remise en question du pouvoir et des institutions. Pour caricaturer, dans ces schémas de pensée, il n'y a même pas besoin de savoir ce que dit Le Monde pour savoir que c'est un torchon à la solde du Gouvernement, ni ce que dit tel ministre pour savoir qu'il ment.» (Entretien publié le 2 juillet 2021, p. 174)

Deuxièmement, la croyance répond à des besoins existentiels: «Les gens peuvent également se tourner vers les théories du complot lorsque leurs besoins existentiels sont menacés, afin de compenser ces besoins menacés» (Douglas *et al.*, 2019). La croyance permettrait de retrouver une forme de contrôle face à un sentiment d'impuissance ou d'anxiété existentielle ou dans des situations anomiques. Notamment, «l'incompréhension des principes fondamentaux de l'économie mondialisée et ses conséquences parfois désastreuses pour une partie grandissante de la population accroissent le sentiment d'absence de contrôle, par exemple.» (Ripoll, 2018) On peut par exemple citer ici la théorie du Grand Remplacement répandue dans la complo-sphère d'extrême droite raciste et xénophobe, selon laquelle il existerait un processus volontaire et organisé de remplacement de la population occidentale par

la population provenant du Maghreb et d'Afrique subsaharienne.

Troisièmement, la croyance répond à des besoins sociaux. L'adhésion au complot est associée avec un double besoin : de validation socio-identitaire et de distinction. D'un côté, pour Anne-Cécile Robert, « le complotisme illustre la fragmentation de l'espace social : on est disposé à croire à une théorie, même absurde, parce qu'elle conforte le discours du groupe auquel on appartient. Il valide une sorte d'entre-soi rassurant dans un monde en proie à une violence peu ou mal expliquée » (2021). Adhérer à une théorie complotiste permettrait ainsi de s'insérer dans des groupes sociaux, en ligne notamment, et de retrouver une forme de sociabilité perdue : « La diffusion de rumeurs ou de croyances conspirationnistes permettrait de créer et de renforcer les liens sociaux à l'intérieur d'un groupe. La transmission de rumeurs servirait même à transmettre les normes et valeurs dans un groupe social [...]. Dès lors, l'individu refusant de transmettre certaines croyances renvoyant à des théories du complot ou à des rumeurs pourrait même se voir stigmatisé ou exclu de son groupe d'appartenance » (Delouée, 2015). De l'autre, le complotisme valoriserait un besoin d'unicité : croire en une fausse nouvelle procurerait un sentiment d'être unique, différent, supérieur en possédant « un savoir caché, réservé aux seuls initiés » (Peltier, 2021). Ce sentiment permettrait en un sens de « restaurer ou rehausser une estime de soi défaillante » (Ripoll, 2018).

Comprendre les mécanismes cognitifs et sociaux qui interviennent dans l'adhésion et la diffusion de fausses informations est tout particulièrement important

pour appréhender la difficulté que peut représenter le processus d'abandon de ces croyances. Non seulement la croyance apporte du sens et constitue une matrice systémique de lecture des événements, mais elle peut devenir une composante de l'identité même de l'individu.

Cette analyse montre aussi que ces processus sont intrinsèques à l'être humain et donc partagés, ce qui va à l'encontre des tentatives de définition d'un « profil-type du complotiste ».

Y A-T-IL UN PROFIL-TYPE ?

Pour Frédéric Lordon : « le conspirationnisme n'est pas la psychopathologie de quelques égarés, il est le symptôme nécessaire de la dépossession politique et de la confiscation du débat public. [...] [Il] pourrait être le signe paradoxal que le peuple, en fait, accède à la majorité puisqu'il en a soupé d'écouter avec déférence les autorités et qu'il entreprend de se figurer un monde sans elles. » (2015)

Les pouvoirs publics, les médias, ou même le grand public ont tendance à parler « des complotistes », comme s'ils constituaient un groupe identifié distinct. Or, comme le rappelle Sylvain Delouée : « les premiers qui adhèrent à des théories du complot, à des rumeurs ou à des *fakes news*, ça peut être nous. » Il pointe que beaucoup d'études visent à identifier les caractéristiques des personnes adhérant aux théories complotistes : ce sont souvent des hommes, jeunes, seuls. Mais Sylvain Delouée nous met en garde : « ces résultats sont corrélationnels. Des méta-analyses ont montré que si on agrège les variables de la personnalité (si on s'ennuie, si on est superstitieux, si on est un homme, si on est jeune, si on est plutôt

d'extrême droite ou d'extrême gauche, etc.) on n'explique que 5 à 10% de la variance entre quelqu'un qui adhère ou quelqu'un qui n'adhère pas. Cela signifie qu'il ne faut pas chercher du côté des traits de personnalité.» (Entretien publié le 2 juillet 2021, p. 174)

D'ailleurs, une enquête menée par les Décodeurs du *Monde* a montré que «les 35-49 ans [...] représentent 22,1% des internautes, 25% des lecteurs des sites classiques et 32,7% des lecteurs de sites peu fiables». À l'inverse, «les 15-24 ans [...] représentaient en avril [2020] environ 13,7% de l'ensemble des internautes, 13% des lecteurs des sites traditionnels et 16,1% du lectorat des sites classés *rouge* dans le Décodex.» (2020) L'étude souligne aussi que «les classes sociales les plus favorisées ne sont pas vaccinées contre la désinformation» et représentent 31% des internautes des sites jugés peu fiables alors que les CSP défavorisées représentent 32,4%. Des résultats qui vont à l'encontre de l'idée que la désinformation ne touche que les jeunes peu diplômés. Ces résultats rejoignent ceux de Coralie Le Caroff et Mathieu Foulot qui ont investi plusieurs groupes Facebook à tendance complotiste (Le Caroff, 2021). Il ressort que leurs enquêtés ont entre 18 et 57 ans, ont tous le bac et ont en majorité un diplôme du supérieur. Les caractéristiques individuelles, si elles ne jouent pas sur la propension à adhérer au complotisme, auraient un rôle dans les théories auxquelles les individus croient. Par exemple, les femmes vont avoir tendance à entrer dans le conspirationnisme par la porte des médecines alternatives et des théories autour de la santé. Les deux auteurs soulignent ainsi que le complotisme est davantage le fruit d'une trajectoire

individuelle: la famille dans laquelle on grandit, son enfance, un traumatisme éventuellement vécu dans sa vie... C'est aussi ce que souligne Sylvain Delouée: « Nous diffuserons des rumeurs particulières en fonction de ce que nous sommes et du groupe auquel nous appartenons; nous aurons recours à des stéréotypes particuliers ou nous ferons appel à des événements précis de la mémoire collective toujours selon nos groupes d'appartenance. Il en va de même pour la diffusion et la transmission de certaines théories du complot plutôt que d'autres. » (2015)

COMLOTISME ET EXTRÉMISME POLITIQUE

Si l'établissement d'un profil-type des complotistes s'avère complexe, certaines études montrent un lien entre la propension à adhérer aux théories conspirationnistes et la radicalité politique. Début 2019, l'enquête de la Fondation Jean Jaurès et *Conspiracy Watch*, réalisée par l'Ifop, sur l'état du complotisme en France montre que « le positionnement politique, notamment à l'extrême droite, reste une des variables induisant une adhésion plus forte que la moyenne aux représentations conspirationnistes » (Igounet, 2019). 35% des sympathisants du Rassemblement national (RN) adhèrent à au moins 5 des 10 théories du complot proposées dans l'enquête, contre 21% en moyenne. C'est 29% du côté de La France Insoumise. Les électeurs du RN sont aussi ceux qui expriment la plus grande défiance à l'égard des institutions et des médias. Si en moyenne selon l'étude, un Français sur quatre indique ne pas faire confiance aux médias, ils sont 38% parmi les électeurs de Marine Le Pen.

Pour G erald Bronner, cette cor relation peut s'expliquer dans les deux sens : d'un côté, le conspirationnisme pourrait mener à la radicalité puisqu'il susciterait chez ses partisans une défiance généralisée envers les institutions établies et une indignation envers le « système » ; de l'autre, la radicalité pourrait elle aussi être un terreau propice au complotisme en partant d'une défiance politique pour aboutir à une méfiance généralisée et systématique (2021). Rudy Reichstadt souligne notamment que les personnalités politiques aux extrêmes puisent souvent dans l'imaginaire conspirationniste dans leurs prises de parole. Par exemple, « Marine Le Pen fait très attention à ne pas utiliser le terme de *Grand Remplacement* mais ses discours sont absolument compatibles avec cette théorie-là. » Pour lui, le complotisme est une « passerelle entre des discours extrémistes : racistes, antisémites, homophobes... Il y a une parentalité entre ces discours qui sont tous marqués par une radicalité politique. »

De même, les travaux de Florian Cafiero, Laurent Cordonnier et G erald Bronner, à partir des données collectées par l'Ifop et *Conspiracy Watch*, montrent ainsi que 20% des Français se revendiquant comme « gilets jaunes » se disent « tout à fait d'accord » avec l'affirmation selon laquelle « il existe un complot sioniste à l'échelle mondiale » (2019). Ils sont aussi 34,4% à adhérer « tout à fait » à la théorie selon laquelle « le ministère de la Santé est de m che avec l'industrie pharmaceutique pour cacher au grand public la réalité sur la nocivité des vaccins. » Pour les auteurs, cette congruence entre complotisme et gilets jaunes ne s'explique pas par les caractéristiques socio-démographiques du groupe — d'ailleurs leurs analyses statistiques à cet

égard n'ont donné aucun résultat significatif. Plutôt, ils y voient le signe d'une logique de radicalisation de la pensée : « Voici précisément le problème que posent les théories du complot aux démocraties : elles peuvent être le marchepied à la radicalisation des esprits. [...] Le refus de principe de nombreux gilets jaunes de dialoguer avec le gouvernement s'inscrit dans une telle logique de radicalisation : le gouvernement n'est pas un adversaire politique, mais un ennemi à abattre. »

PEUT-ON TRANSMETTRE UNE FAUSSE INFORMATION SANS Y CROIRE ?

Autre nuance majeure à apporter, la transmission d'une fausse information n'emporterait pas forcément l'adhésion à cette dernière. Sylvain Delouée distingue trois éléments qui interviennent dans la croyance sociale : la connaissance, l'adhésion et la transmission (2015). Après une étude menée auprès de 287 étudiants de niveau licence d'une vingtaine d'années, il montre qu'il serait possible de connaître et transmettre une fausse information sans y adhérer. Autre résultat notable, la façon dont le fait est présenté, comme affirmation ou comme rumeur, n'aurait pas d'impact sur la connaissance que les sondés en ont, mais influencerait significativement leur adhésion : « les participants adhèrent plus aux affirmations qu'aux rumeurs ». Ainsi, Delouée s'interroge : « Plus que le contenu, dans ce cas, ce serait l'étiquetage ou l'appellation qui jouerait un rôle. »

De leur côté, Altay *et al.* ont cherché à comprendre si les utilisateurs des réseaux sociaux partageaient des informations parce qu'elles leur semblaient vraies ou intéressantes ou intéressantes si elle était vraie.

Les auteurs concluent que «les gens ne partagent pas forcément par erreur des informations dont l'exactitude est douteuse, mais plutôt parce que ces informations possèdent des qualités qui compensent leur inexactitude potentielle, comme le fait d'être intéressantes si elles sont vraies.» (2020)

De la même façon, Gordon Pennycook et David Rand (2021) ont mis en lumière l'existence d'une dissociation importante entre ce que les gens croient et ce qu'ils partagent sur les médias sociaux. Cette dissociation serait largement due à l'inattention, plus qu'au partage délibéré de fausses informations. Ils soulignent ainsi qu'«une possibilité notable est que le contexte des médias sociaux lui-même détourne les gens de la priorité à accorder à la vérité lorsqu'ils décident de ce qu'ils doivent partager — et, dans certains cas, peut activement promouvoir un comportement antisocial et entraver l'exercice de la pensée analytique et critique.»

Ce dernier postulat doit nécessairement nous conduire à nous interroger sur le rôle joué par les plateformes numériques, en particulier les réseaux sociaux, dans la diffusion de fausses informations (voir partie 2, Les réseaux sociaux : clé de voûte de la désinformation, p. 104)

QUESTIONNONS-NOUS

- Comment anticiper l'enfermement conspirationniste ?
- Comment éviter que le désir de sens et de sécurité ne soit capté par de nouveaux gourous ?
- Comment nous inciter à faire appel à la réflexion plutôt qu'à l'intuition, en ligne notamment ?

RÉFÉRENCES

- Ripoll, T. (2020). *Pourquoi croit-on ? Psychologie des croyances*. Sciences Humaines.
- Allport, G. W. et Postman, L. (1945). « The Basic Psychology of Rumor », *Transactions of the New York Academy of Sciences*, 8: 61-81, cité par Delouée, S. (2012). *La pensée sociale. Rumeurs et théories du complot* (cours n° 3). Université Rennes 2.
- Robert, A. C. (2021). *Dernières nouvelles du mensonge*. Lux.
- Moscovici, S. (1987). « The conspiracy mentality » in Graumann, C. F. & Moscovici, S. (éds) *Changing Conceptions of Conspiracies*, pp. 151-170. New York: Springer, cité par Delouée, S. (2015). Répéter n'est pas croire. Sur la transmission des idées conspirationnistes. *Diogène*, (1), 88-98.
- Douglas, K. M., Uscinski, J. E., Sutton, R. M., Cichocka, A., Nefes, T., Ang, C. S., & Deravi, F. (2019). Understanding conspiracy theories. *Political Psychology*, 40, 3-35.
- Delouée, S. (2015). Répéter n'est pas croire. Sur la transmission des idées conspirationnistes. *Diogène*, (1), 88-98.
- Peltier, M. (2021). *L'ère du complotisme. La maladie d'une société fracturée*. Les petits matins.
- Lordon, F. « Le symptôme d'une dépossession ». *Le Monde diplomatique*. Juin 2015, cité par Robert, A. C. (2021), *op. cit.*

- . Sénecat, A. «La désinformation ne touche pas seulement les jeunes et les personnes peu diplômées». *Le Monde*. 04 août 2020.
- . Le Caroff, C. «*Complotiste* tend à devenir une catégorie fourre-tout». *Zadig n° 10. Au cœur du complotisme*. Mai 2021.
- . Igounet, V. «Enquête complotisme 2019: le conspirationnisme et l'extrême droite». *Fondation Jean Jaurès*. 20 février 2019.
- . Bronner, G. «La radicalité pousse au conspirationnisme». *Zadig n° 10. Au cœur du complotisme*. Mai 2021.
- . Bronner, G., Cafiero, F. & Cordonnier, L. «Les gilets jaunes au risque du complotisme». *The Conversation*. 14 février 2019.
- . Altay, S., de Araujo, E., & Mercier, H. (2020). «If this account is true, it is most enormously wonderful»: Interestingness-if-true and the sharing of true and false news.
- . Pennycook, G., & Rand, D. G. (2021). The psychology of *fake news*. *Trends in cognitive sciences*.

DEALERS D'OPINION, INFLUENCEURS VIRTUELS... QUI SONT LES NOUVEAUX GOUROUS ?

Les réseaux sociaux numériques, en particulier Instagram, ont fait émerger de nouveaux acteurs et même un nouveau métier, celui d'influenceur. Le mot est même entré dans le dictionnaire Larousse en 2020 avec la définition suivante : « 1. Personne qui, par sa position sociale, sa notoriété et/ou son exposition médiatique, a un grand pouvoir d'influence sur l'opinion publique, voire sur les décideurs. 2. Spécial. Personne qui, en raison de sa popularité et de son expertise dans un domaine donné (la mode, par exemple), est capable d'influencer les pratiques de consommation des internautes par les idées qu'elle diffuse sur un blog ou tout autre support interactif (forum, réseau social, etc.). »

Pour Philippe Huneman, l'influenceur « prolonge la publicité par la communauté et l'identification » avec la spécificité de ne pas s'adresser « à tout le monde, mais à ses semblables », comme une forme très aboutie de la publicité ciblée (entretien réalisé le 7 mai 2021).

Auparavant négativement connoté, le terme d'influenceur est progressivement devenu mélioratif voire un objectif de vie. Des formations ont même été créées à cet effet. Selon un sondage de l'agence Morning Consult réalisé en 2019, 86% des jeunes Américains seraient prêts à devenir eux-mêmes influenceurs en publiant du contenu sponsorisé en échange d'argent sur les réseaux sociaux, dont 20% qui le feraient même s'ils n'aiment pas le produit en question¹.

Outre la communication et le marketing digital, les influenceurs jouent aussi un rôle clé dans la propagation des fausses nouvelles. Ils jouent à cet égard le rôle de ce que Julien Giry appelle les *dealers d'opinion*², soit des

personnes qui ne produisent pas à proprement parler les fausses nouvelles, mais qui vont les relayer et faire en sorte qu'elles sortent de la clandestinité par rapport aux milliers de vidéos et articles disponibles.

On peut ainsi donner l'exemple de Naomi Wolf, chercheuse pionnière de la troisième vague du féminisme qui s'est progressivement convertie en influenceuse complotiste (elle a notamment sous-entendu à plusieurs reprises que l'État islamique avait été orchestré par les États-Unis). Suivie par 134 100 personnes sur Twitter, elle y partage chaque jour du contenu anti-vaccin ou remettant en question la « vérité officielle » autour du Covid-19. En France, Thierry Casasnovas, fondateur du mouvement « Regenere », est suivi sur YouTube par 536 000 personnes. Ses vidéos tournent autour de la santé et de l'alimentation. Il y prône notamment le jeûne, le crudorisme et les bains d'eau froide comme remèdes universels aux pathologies, y compris les plus sérieuses comme les cancers. Selon le rapport annuel 2020 de la Miviludes, Thierry Casasnovas a été la personne la plus signalée l'an dernier³.

L'intelligence artificielle marque aussi un tournant dans le monde de l'influence avec l'apparition d'influenceurs virtuels. Générés par ordinateurs, ces personnages hyper-réalistes comptabilisent parfois des millions d'abonnés. C'est le cas de Lil Miquela suivie par 1,7 million de personnes sur Instagram et qui pose aujourd'hui aux côtés de mannequins réels pour de grandes marques, comme par exemple avec Bella Hadid pour une campagne Calvin Klein à l'occasion de la Gay Pride. Première influenceuse virtuelle, Shudu Gram (qui comptabilise 216 000 abonnés sur Instagram) a suscité de vives controverses en ligne. Mannequin noire créée par un journaliste londonien blanc, cette initiative a été

dénoncée comme une façon pour son créateur d'amasser des revenus en surfant sur la demande de diversité dans la mode.

- 1 Morning Consult (2019). *The influencer report. Engaging Gen Z and Millenials.*
- 2 Butter, M., & Knight, P. (Eds.). (2020). *Routledge handbook of conspiracy theories.* Routledge.
- 3 Emparan, P. «Coronavirus: la Miviludes alerte sur les mouvements sectaires qui prospèrent avec la pandémie». *France Bleu.* 25 février 2021.



**Itinéraire d'une rumeur —
diffusion du documentaire *Hold-Up*
dans la sphère politique française**



Crédits: Institut des systèmes complexes, David Chavalarias

Étude de la diffusion du film *Hold-Up*

David Chavalarias, Directeur de Recherche au CNRS,
Institut des Systèmes Complexes de Paris Île-de-France.

Hold-Up: Retour sur un chaos est un film documentaire indépendant conspirationniste français sorti le 11 novembre 2020 produit par Pierre Barnérias, Nicolas Réoutsky et Christophe Cossé. Mettant d'abord en avant des controverses autour de la pandémie de Covid-19 telles que l'utilité des masques, du confinement, des traitements comme l'hydroxychloroquine, il développe ensuite dans une seconde partie la théorie d'un complot mondial qui aurait créé la maladie à coronavirus 2019 pour éliminer la moitié de l'humanité et asservir les survivants.

Vivement critiqué pour avoir participé à la désinformation autour de la crise de la Covid-19, nous cartographions ici les relais de ses premières diffusions au sein de la twittersphère politique grâce à une plateforme du CNRS, le Politoscope.

Le Politoscope est une infrastructure numérique d'analyse des échanges politiques du Twitter. En suivant autour de 3 000 personnalités politiques ainsi que certains mots-clé associés à des événements politiques (i.e. #présidentielle2022), le Politoscope permet de cartographier les échanges politiques du Twitter, dont il a été démontré qu'ils donnent une représentation précise du paysage du militantisme politique français.

Sur la période de lancement du film *Hold-Up* sur les réseaux sociaux (Novembre 2020 — Avril 2021), le paysage politique telle qu'il peut être reconstruit à

partir des échanges Twitter peut être représenté par la figure 1, p. 101.

Lors de la diffusion d'un contenu inédit ou du lancement d'une nouvelle polémique sur Twitter, il est d'usage que leurs auteurs créent pour l'occasion un ou plusieurs mots-clé (#hashtag), dont ils espèrent qu'ils seront par la suite utilisés comme points de ralliement numériques pour discuter de ces contenus. Les #hashtag permettent ainsi de suivre les premières diffusions d'un contenu original. Dans le cas du film *Hold-Up*, les mots clés créés pour sa diffusion ont été : *HoldUpStopLaPeur*, *Hold_Up*, *holdup_ledoc*, *hold_up_film_documentaire*. Il est alors possible d'identifier tous les comptes qui ont utilisé ces #hashtags pour annoncer ou relayer le film ainsi que les comptes qui, échangeant régulièrement des messages avec ceux-ci, ont été probablement les premiers exposés à ce documentaire.

Dans l'image ci-dessous qui reprend le fond de carte de la figure 1, les comptes ayant utilisé ces marqueurs sont colorés de l'orange au rouge en fonction du nombre de tweets, les comptes ayant échangé des tweets avec ce premier ensemble de comptes sont colorés en bleu, et les autres sont en gris. Sont ainsi représentés les comptes qui ont impulsé la diffusion de ce documentaire ainsi que les comptes qui y ont été *a priori* exposés en premier (mais sans relayer dans les mêmes termes).

L'image et la table ci-dessous montrent sans ambiguïté que les principales communautés à avoir initié la diffusion de ce documentaire sont des communautés traditionnellement complotistes : Les Patriotes et l'UPR. Ce sont aussi les communautés qui comptent les comptes Twitter les plus actifs en tant que primo-relais :

sur les 6 comptes ayant relayé plus de 10 fois ces hashtags, 5 sont dans cette communauté, dont les 3 plus importants qui ont mentionné ces #hashtags dans 139, 27 et 23 tweets respectivement.

Communautés	Nombre de primo-relais	Nombre total de comptes	Pourcentage
LREM	3	45 772	0,0065 %
LFI	29	19 721	0,147 %
Les Patriotes & UPR	360	16 067	2,24 %
PS	1	14 721	0,0068 %
LR	58	13 481	0,43 %
RN	22	10 113	0,22 %

La diffusion de ce documentaire était donc particulièrement orientée politiquement et n'a été relayée, dans ses formes premières, que par très peu de communautés politiques.

RÉFÉRENCES

- . Gaumont, N., Panahi, M., Chavalarias, D., 2018. Reconstruction of the socio-semantic dynamics of political activist Twitter networks—Method and application to the 2017 French presidential election. PLOS ONE 13, e0201879. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0201879>
- . Jacomy, M., Venturini, T., Heymann, S., Bastian, M., 2014. ForceAtlas2, a Continuous Graph Layout Algorithm for Handy Network Visualization Designed for the Gephi Software. PLOS ONE 9, e98679. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0098679>

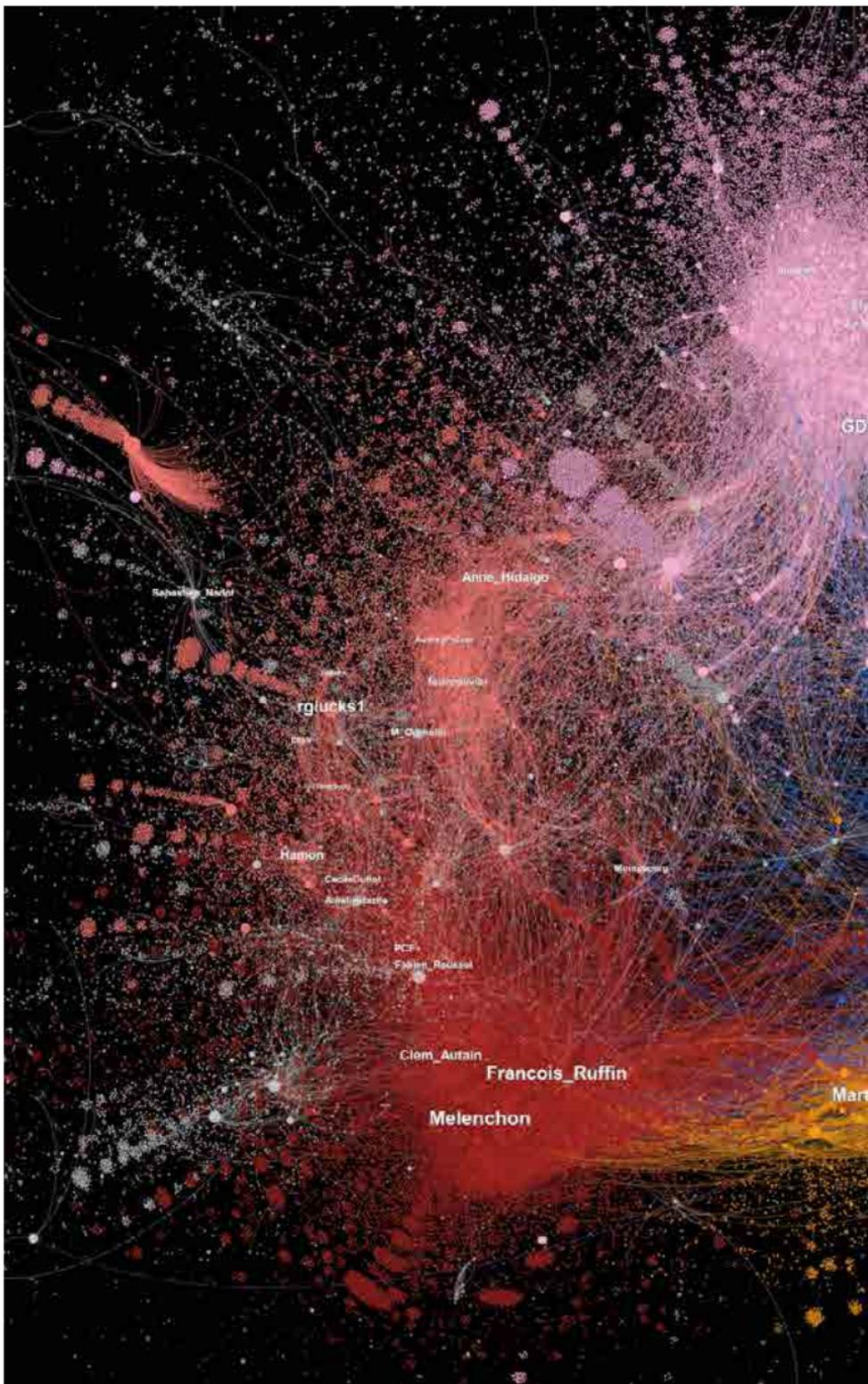
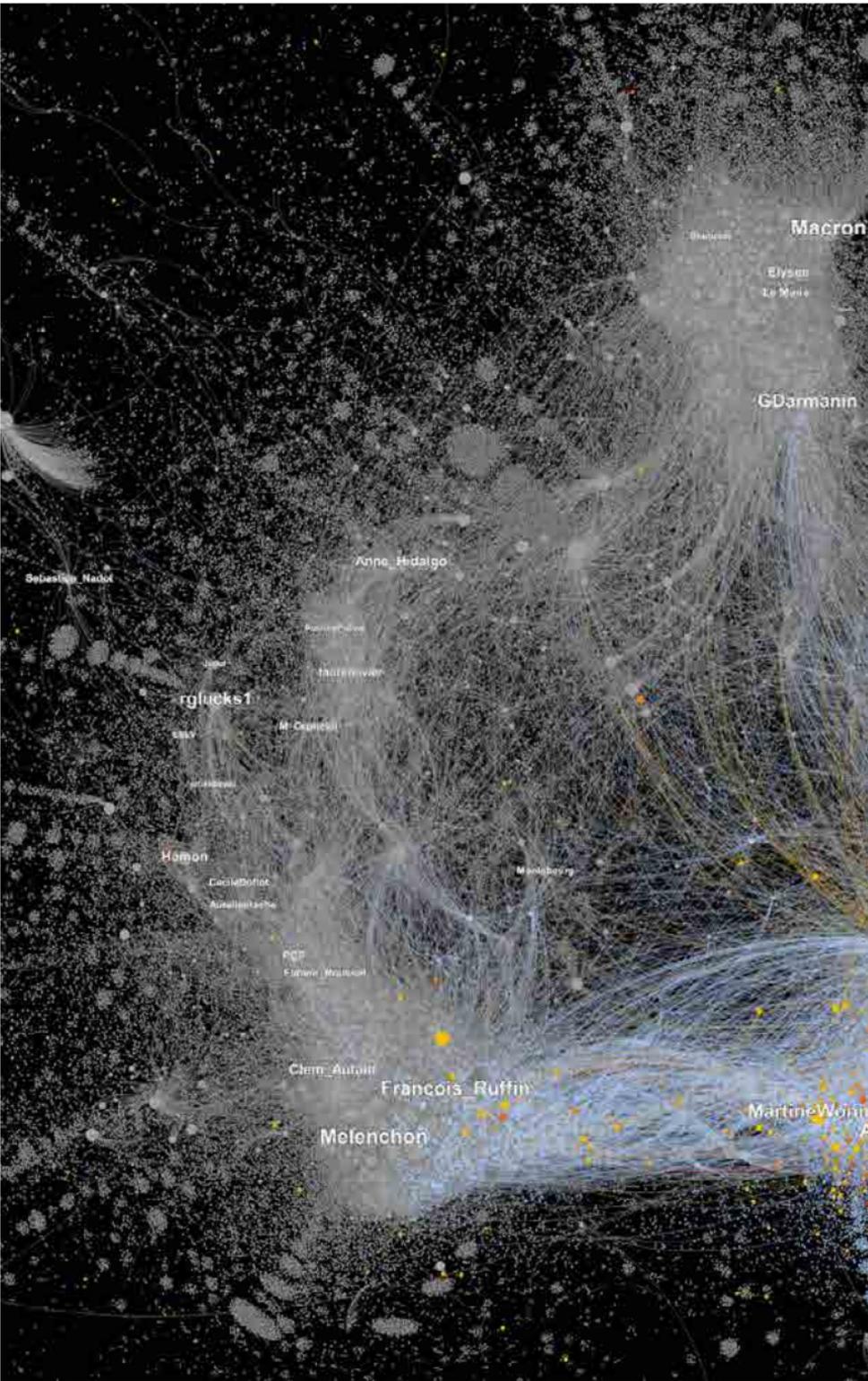




Figure 1. Paysage Politique sur Twitter, période du 1^{er} Nov. 2020 au 31 avril 2021. Chaque point est un compte Twitter, les liens entre deux points représentent une relation de retweets « secs » ayant dépassé le seuil de 20 retweets sur la période. Les couleurs délimitent les communautés politiques suivant l’algorithme de clustering de Louvain et la spatialisation du graphe a été réalisé avec Gephi Force Atlas 2.



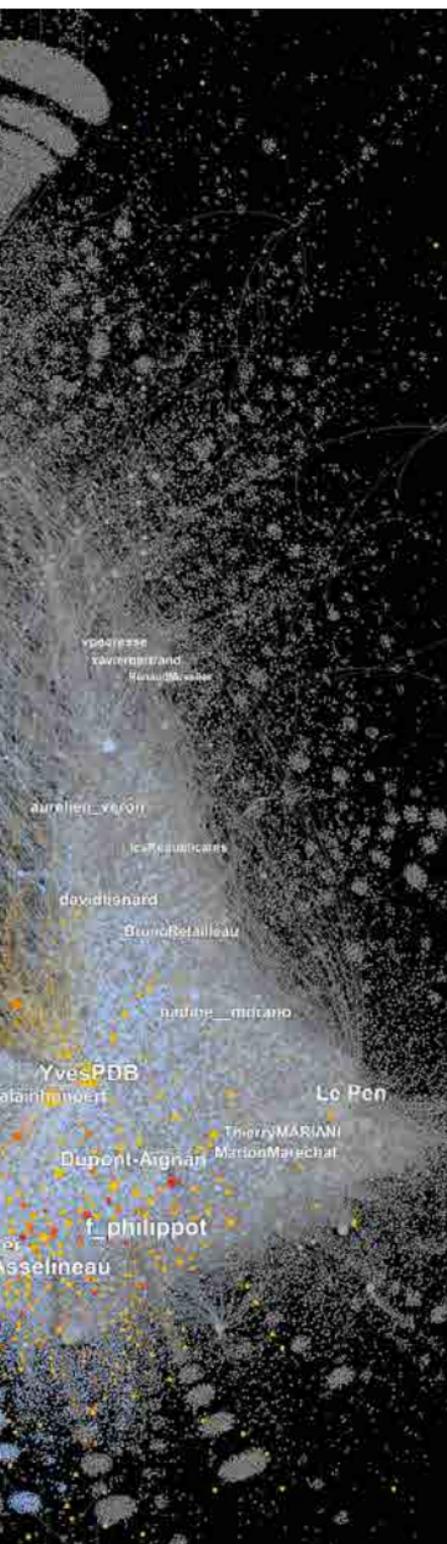


Figure 2. Diffusion des hashtags Hold-up. Les comptes ayant utilisé ces marqueurs sont colorés de l'orange au rouge en fonction du nombre de tweets, les comptes ayant échangé des tweets avec ce premier ensemble de comptes sont colorés en bleu, et les autres sont en gris.

Les réseaux sociaux : clé de voûte de la désinformation ?

ENTRE MODÉRATION ET AMPLIFICATION : QUEL EST LE RÔLE DES ALGORITHMES ?

Lorsque l'on cherche à analyser le rôle des plateformes numériques, en particulier des réseaux sociaux, dans la diffusion des fausses informations en ligne, les algorithmes jouent évidemment un rôle crucial. Pour Marc Faddoul, chercheur à la *School of Information* de UC Berkeley, et qui analyse les algorithmes des géants à travers le projet *Tracking.Exposed*, il faut distinguer le rôle des plateformes lorsqu'ils font de la modération de contenu et lorsqu'ils les amplifient à travers leurs algorithmes.

D'un côté, la modération représente la décision d'une plateforme de retirer un contenu. De l'autre, l'amplification algorithmique a lieu lorsque « certains contenus sont mis en avant par l'algorithme ». *A contrario*, d'autres contenus sont bannis des recommandations, une pratique appelée « shadow-banning ». Selon lui, « le débat est aujourd'hui trop focalisé sur la modération alors que cela ne concerne que les contenus les plus extrêmes. La partie immergée de l'iceberg, c'est que les algorithmes décident quels contenus seront recommandés des millions de fois, et quels contenus resteront dans l'ombre. »

Ce débat est particulièrement pertinent au sujet des contenus complotistes, qui ont tendance à être recommandés de manière disproportionnée, car ils génèrent plus d'engagement que la moyenne. « Les opinions, mêmes excentriques, ont leur place sur internet, estime

Marc Faddoul. Le problème c'est lorsque ces opinions, de par leur sensationnalisme, sont massivement promues par les algorithmes, jusqu'à donner l'impression aux utilisateurs qu'elles sont aussi fondées que des informations produites par des journalistes professionnels. Il n'y a aucun motif légitime à censurer les théories complotistes. Prenons par exemple la thèse selon laquelle le coronavirus serait issu d'un laboratoire à Wuhan. Au début, les experts s'accordaient à dire que c'était hautement improbable et motivé par des vues complotistes. Finalement, il y a quelques semaines, un article dans *Nature* demande d'explorer cette piste. Même si ces théories sont très souvent infondées et parfois dangereuses, il n'y a pas d'arbitre ultime de la vérité. Et ce ne devrait en aucun cas être le rôle des plateformes. Ce qui pose davantage problème c'est lorsque des vidéos telles que *Hold-Up* et *Plandemic*, qui soutiennent que le virus est un mythe créé par des élites politiques pour contrôler les populations, sont promues à des millions d'internautes qui n'ont rien demandé.» (Entretien réalisé le 25 mai 2021)

Le risque est que, lorsqu'une première recommandation complotiste dans ce genre est visionnée, l'algorithme continue à recommander des contenus similaires, jusqu'à enfermer l'utilisateur dans une vision du monde obtuse. C'est un phénomène bien connu, appelé bulle de filtre. Ce qui est moins connu, c'est que les personnalisations ne sont pas limitées aux recommandations. Les analyses de Tracking.Exposed ont montré que les résultats de recherche sont également personnalisés en fonction de l'historique de l'utilisateur. « On s'est rendu compte que pendant les élections de 2020

aux États-Unis, lorsqu'on tapait *election results* sur YouTube, les utilisateurs recevaient des résultats très différents en fonction de leur orientation politique. Les Démocrates ne voyaient que des résultats acclamant la victoire de Biden, alors que les Républicains voyaient des vidéos qui criaient au scandale à la fraude électorale. C'est une bulle de filtre particulièrement insidieuse car, si les utilisateurs peuvent s'attendre à ce que leurs recommandations soient personnalisées, ils s'attendent à ce que leurs résultats de recherche soient plus universels. Le résultat est que chacun vit dans l'illusion que sa propre opinion est la vision dominante et légitime. »

Avant de dépeindre une image objective du monde, le but ultime de ces algorithmes reste de générer de l'engagement, et donc du profit.

POURQUOI LA FAUSSE INFORMATION EST-ELLE VIRALE SUR INTERNET ?

Le modèle économique des principaux réseaux sociaux repose sur la publicité. Ce sont des marchés bifaces qui mettent en relation d'un côté des utilisateurs pour qui le service est gratuit et, de l'autre, des annonceurs qui paient pour que leurs publicités soient diffusées. De fait, les revenus que retirent les plateformes de cette publicité augmentent avec la pertinence des publicités transmises aux utilisateurs : c'est la publicité ciblée qui repose sur des algorithmes auto-apprenants (*machine learning*).

Cette pratique de ciblage algorithmique s'est ensuite étendue aux algorithmes qui déterminent le contenu du fil d'actualité de chaque utilisateur. Capitalisant sur le biais de confirmation (voir partie 2, L'Être social derrière la diffusion des fausses informations, p.77),

l'objectif est de proposer à chacun les contenus qui sont les plus susceptibles de lui plaire et de générer des interactions. C'est l'efficacité de ces algorithmes qui permet de capter l'attention des utilisateurs et de les inciter à rester sur la plateforme.

Le problème est que : « Les modèles qui maximisent l'engagement favorisent également la controverse, la désinformation et l'extrémisme : pour faire simple, les gens aiment les choses scandaleuses. » (Hao, 2021) Parmi les contenus extrémistes mis en avant par les plateformes, on trouve notamment les fausses informations. Pour Philippe Huneman : « Il y a sur les réseaux sociaux un système de rémunération symbolique qui fonctionne et qui est assez indifférent à la vérité. » (Entretien réalisé le 7 mai 2021). Les fausses informations sont donc particulièrement recommandées aux utilisateurs. Par exemple, Jonathan Albright, sur la base d'une cartographie de plus de 9 000 vidéos complotistes sur YouTube, souligne que les seules cinquante vidéos conspirationnistes les plus vues concernant des fusillades de masse aux États-Unis comptabilisent un total de 50 millions de vues. Albright insiste aussi sur le fait que ces vidéos génèrent une valeur économique importante avec la monétisation automatique permise par la plateforme : « Chaque fois qu'il y a une fusillade de masse ou un événement terroriste, en raison du contre-coup qui s'ensuit, ce genre de conspiration sur YouTube augmente en taille et en valeur économique. » (2018)

En ce qui concerne Facebook, les études se multiplient pour montrer le lien entre la publication de fausses informations et l'engagement généré. Edelson et al. (2021) l'ont montré pour les contenus répandant

de fausses informations en amont de l'élection présidentielle de 2020 et au moment de l'assaut du Capitole en janvier 2021. Plus largement, Vosoughi *et al.* (2018) ont mis en lumière que «les fausses informations se diffusent significativement plus loin, plus rapidement, plus profondément et plus largement que la vérité dans toutes les catégories d'informations, et les effets sont plus prononcés pour les fausses nouvelles politiques que pour les fausses nouvelles sur le terrorisme, les catastrophes naturelles, la science, les légendes urbaines ou les informations financières».

Il est à souligner que les plateformes elles-mêmes ont conscience du lien qui existe entre l'engagement sur la plateforme et la polarisation politique. Par exemple, dans une étude de 2017, le *Chief product officer* de Facebook Chris Cox conclut que réduire la polarisation impliquerait aussi de réduire l'engagement et donc la croissance de la plateforme. Malgré cette prise de conscience, les plateformes sont parfois réticentes à réduire la visibilité des contenus extrémistes pour plusieurs raisons. Le motif évident est que cela risquerait de freiner leur croissance et donc leur rentabilité. Toutefois, des motifs plus subtils sont parfois mis en avant. Facebook insiste ainsi sur le risque d'ajouter des «biais anti-conservateurs» à l'algorithme, alors que leurs efforts sont aujourd'hui concentrés autour de la réduction des biais algorithmiques (Hao, 2021).

Néanmoins, il semble que l'attaque du Capitole le 6 janvier 2021 ait marqué un tournant dans cette stratégie. Twitter, Facebook, Instagram ou encore Twitch ont effectivement pris la décision de bannir Donald J. Trump de leurs plateformes en raison des

fausses informations assénées par ce dernier qui ont été qualifiées d'« appel à la violence contre un gouvernement élu démocratiquement » par Mark Zuckerberg. Le 21 janvier, Facebook a annoncé que son conseil de surveillance (organe externe à l'entreprise, chargé de gérer les réclamations concernant les contenus retirés des plateformes du groupe) allait se prononcer sur la suspension du compte de Donald J. Trump. Une consultation en ligne a ainsi été ouverte aux internautes le 29 janvier 2021. Le 5 mai, la « Cour Suprême » de Facebook a annoncé valider la décision prise par Facebook mais critique le fait que cette décision ait été imposée de manière permanente. Ainsi le conseil donne six mois à Facebook pour réexaminer sa décision dans le but « de déterminer et de justifier une réponse proportionnée et cohérente avec les règles appliquées aux autres utilisateurs de sa plateforme. » En réponse à cette décision, la plateforme a annoncé que le compte de l'ancien président des États-Unis serait suspendu pour deux ans. Cette annonce s'accompagne de la mise en place de nouveaux protocoles pour gérer les cas exceptionnels comme celui de Donald J. Trump. Notamment, un groupe d'experts sera chargé, à l'issue de la période de suspension, d'évaluer le niveau du risque pour la sécurité publique, ce qui pourrait conduire au prolongement de son bannissement. Facebook s'engage aussi à être plus transparent dans ses décisions et leurs impacts sur les utilisateurs et publie à cet effet son *strike system* détaillant les contenus que Facebook se réserve le droit de supprimer et les conditions dans lesquelles cette modération intervient. Cependant, cette doctrine est contrebalancée par la *news-worthiness*

allowance. Autrement dit, la plateforme accepte de limiter sa modération de contenus dans le cas où l'information est particulièrement importante pour le public (Facebook, 2021).

Toutefois, Marc Faddoul nuance cette implication des plateformes dans la modération des fausses informations : « C'est un problème qui est central pour toutes les plateformes et qui se présente de façon assez similaire, mais toutes les plateformes ne l'abordent pas de la même façon, il y a des élèves meilleurs que d'autres. » (Entretien réalisé le 25 mai 2021). Pour lui, la gestion de l'assaut du Capitole et des messages de Trump en a été le révélateur : « Twitter, qui depuis longtemps avait commencé à mettre des messages d'avertissement sur les tweets de Trump, a d'un coup pris la décision que c'est la goutte qui a fait déborder le vase. Ils avaient aussi interdit la publicité politique pendant la dernière élection américaine, ce qui avait été une décision courageuse parce que cela aurait pu représenter beaucoup de revenus. En face, Facebook et YouTube se sont allègrement servis de la campagne américaine pour générer beaucoup de revenus publicitaires et ont ensuite suivi Twitter et banni Trump. C'est donc une décision qui me semble assez hypocrite. » Il se montre aussi sceptique de la décision rendue par le conseil de surveillance de Facebook : le conseil a confirmé la décision en disant qu'elle devait être temporaire, mais « a aussi dit que la décision revenait au final à Mark Zuckerberg. C'est intéressant de voir que toutes ces décisions reviennent in fine dans les mains des CEO. Toutes les décisions fondamentales sont prises par une seule personne. »

LES RÉSEAUX SOCIAUX COMME CHAMBRE D'ÉCHO ?

Pour Marie Peltier, « la force d'un réseau social est de donner l'illusion à chacun d'avoir son propre espace virtuel et sa posture, réaffirmant une individualité dont beaucoup se sentent désappropriés. » (2021) Les réseaux sociaux capitalisent sur l'homophilie des individus et leur permettent de se retrouver entre personnes partageant les mêmes idées, les mêmes centres d'intérêt (voir partie 1, Les mécanismes qui interviennent dans l'adhésion et la viralité des faits, p. 19). Philippe Huneman insiste toutefois sur la dimension construite de ces bulles : « Ce ne sont pas seulement les gens qui choisissent de s'enfermer dans des bulles, c'est la façon dont les algorithmes sont conçus qui crée ces bulles. Le problème fondamental aujourd'hui c'est que les usagers sont captifs. » (Entretien réalisé le 7 mai 2021)

Cette tendance communautariste des réseaux sociaux s'illustre aussi par la possibilité de bloquer certains utilisateurs qui nous déplairaient et que nous ne souhaiterions plus croiser en ligne, sans justification particulière à apporter : « On se conforte plus qu'on s'expose à un véritable dialogue. On *communique* dans l'unilatéralisme. » (Robert, 2021).

En période électorale, comme ce sera le cas en France en 2022, l'impact sur le débat public de ces stratégies est particulièrement préoccupant, comme le résume Rudy Reichstadt : « si chacun se fabrique dans son coin sa propre réalité alternative, celle qui conforte le plus sa vision du monde, alors le débat démocratique se condamne à être un dialogue de sourds » (Bastie, 2019). Marie Peltier ajoute à cette critique le risque de la mise sur un pied d'égalité de toutes les informations sans

hiérarchie et sans filtre, « dans un contexte où le rapport aux sources est problématique et le questionnement sur l'origine de l'information souvent absent » (2021), permettant à de fausses informations de se propager et de se banaliser.

Cependant, Julien Giry nuance cet impact des algorithmes : « Mais ce n'est pas l'algorithme qui est le problème en soi, il n'a pas été créé pour nourrir le complotisme, c'est le complotisme qui *se sert* de l'algorithme. On ne va pas se voir proposer demain des dizaines de vidéos complotistes si on n'a pas fait d'abord la démarche préalable de consulter une ou plusieurs vidéos sur ce thème. C'est là qu'il faut aussi se forcer à *casser* l'algorithme, et cela peut passer par différentes méthodes au moins au niveau individuel : on peut utiliser des logiciels qui empêchent le tracking sur son ordinateur par exemple ou faire l'effort d'aller consulter différents types de sites et de contenus. Ces éléments doivent faire partie de l'éducation aux médias. » (Entretien précité)

Cette idée des réseaux sociaux comme une chambre d'écho est aussi contredite par d'autres études soulignant que ces plateformes seraient plutôt les lieux d'une « conversation nationale » (Barberá *et al.*, 2015). Barberá *et al.* (2015) montrent ainsi que si pour les événements politiques les échanges sur les réseaux sociaux ont principalement lieu entre personnes partageant les mêmes préférences idéologiques, il en va autrement des autres événements d'actualité, comme les attentats de Boston en 2013 par exemple, ou le Super Bowl. Dans ce second cas, ils observent un processus dynamique partant d'interactions inter-idéologiques avant

de se transformer en débat polarisé. Pour les auteurs, le degré de ségrégation idéologique sur les réseaux sociaux aurait donc été surestimé. De la même façon, Dutton *et al.* (2017) insistent sur le fait que, dans les sept pays de leur étude (Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Pologne, Espagne et États-Unis), 36% des utilisateurs d'Internet sondés sont exposés «souvent ou très souvent» à une grande variété de points de vue et d'opinions et 43% «de temps en temps».

LE COMLOTISME EST-IL DEVENU UN JEU EN LIGNE ?

Enfin, outre la dimension communautaire des réseaux sociaux, le web 2.0 a aussi apporté une nouvelle dimension de *gamification* ou de ludification : les fausses informations, en particulier les théories du complot, se sont transformées en énigmes à découvrir et à résoudre, reprenant les mécanismes du jeu. Ce phénomène s'observe particulièrement avec le mouvement QAnon (voir encadré QAnon en France, p. 74). Cette théorie complotiste reprend notamment les codes des jeux en réalité alternée, soit des jeux en ligne qui s'appuient sur le monde réel. Sauf qu'ici, les frontières entre le jeu et la réalité atteindraient un niveau de brouillage inédit. À chaque publication par Q d'un message énigmatique (appelé «*Qdrop*»), la communauté des *Anons* se lance dans une véritable chasse au trésor afin de trouver le sens derrière ces phrases. Il en va de même avec des images ou vidéos de l'ancien président Donald J. Trump. Par exemple, sur une photo de ce dernier prise sur le parcours du golf de Dan Scavino, les *Anon* disent avoir repéré la lettre Q sur le gant du président alors qu'il était au 17^e trou. Or, «Q» est la dix-septième lettre

de l'alphabet. De même lors de la cérémonie d'adieu de Trump à la base aérienne d'Andrews : dix-sept drapeaux sont présents sur l'estrade, un signe rassurant du retour prochain de Trump pour les *Anons* (Hanne & Gendron, 2021). Le jeu permet aussi aux *Anons* de ne pas être passifs mais, au contraire, de participer activement au mouvement. Autre avantage des réseaux sociaux : ce jeu n'a pas de perdant, tout internaute peut partager sur son compte son interprétation des messages de Q et échanger avec des pairs à ce sujet (Rahmil, 2020). Cette émulation collective, perçue comme indispensable face à l'ampleur du complot que Q tente de mettre au jour, renforce aussi la dimension sociale du complotisme en ligne (Thompson, 2020).

Pour Walter Kirn, Q marque ainsi un tournant dans le complotisme : plutôt que de formuler des affirmations, il préfère poser des questions et a bâti un *storytelling* autour de ces pistes, ce qui a suscité un engagement inédit de la part de la communauté qui se sent investie d'une mission (2018). Q et d'autres organisations complotistes auraient ainsi capté un désir de co-construire un récit collectif et de participer à la construction du savoir, faute d'autres dispositifs plus institutionnels pour y parvenir. Ceci s'observe très concrètement par la publication de messages comme *Who controls the narrative?*, en français : *Qui contrôle le récit?*. C'est finalement cette question que pose aujourd'hui concernant la propagation de fausses informations en ligne : qui est légitime pour porter le récit de la vérité et auprès de qui ?

QUESTIONNONS-NOUS

- Le débat actuel se concentre-t-il trop sur la modération des contenus extrêmes, et non sur les risques liés à l'amplification de leur diffusion ?
- Quelles données les plateformes devraient-elles être obligées de partager quant à la modération et à l'amplification des contenus viraux ?
- À quoi ressemblerait un *business model* dans lequel les plateformes seraient responsables économiquement de la véracité des informations qui y sont diffusées ?

RÉFÉRENCES

- Hao, K. « He got Facebook hooked on AI. Now he can't fix its misinformation addiction ». *MIT Technology Review*. 11 mars 2021.
- Albright, J. « Untrue-Tube: Monetizing Misery and Disinformation ». *Medium*. 5 février 2018.
- Edelson, L., Nguyen, M. K., Goldstein, I., Goga, O., Lauinger, T. & McCoy, D. « Untrue-Tube: Monetizing Misery and Disinformation ». *Medium*. 3 mars 2021, cité par Hao, K., *op. cit.*, 11 mars 2021.
- Vosoughi, S., Roy, D., & Aral, S. (2018). The spread of true and false news online. *Science*, 359(6380), 1146-1151, cité par Hao, K., *op. cit.*, 11 mars 2021.
- Barberá, P., Jost, J. T., Nagler, J., Tucker, J. A., & Bonneau, R. (2015). Tweeting from left to right: Is online political communication more than an echo chamber?. *Psychological science*, 26(10), 1531-1542.
- Dutton, W. H., Reisdorf, B., Dubois, E., & Blank, G. (2017). Search and politics: The uses and impacts of search in Britain, France, Germany, Italy, Poland, Spain, and the United States.

- . Turcan, M. « Facebook bloque *indéfiniment* le compte officiel de Donald Trump ». *Numerama*. 7 janvier 2021.
- . « Oversight Board upholds former President Trump's suspension, finds Facebook failed to impose proper penalty ». Conseil de Surveillance. Mai 2021.
- . Clegg, N. « In Response to Oversight Board, Trump Suspended for Two Years; Will Only Be Reinstated if Conditions Permit ». Facebook. 4 juin 2021.
- . Peltier, M. (2021). *L'ère du complotisme. La maladie d'une société fracturée*. Les petits matins.
- . Robert, A. C. (2021). *Dernières nouvelles du mensonge*. Lux.
- . Bastié, E. « Internet a démultiplié la capacité du complotisme à influencer notre imaginaire ». *FigaroVox. Le Figaro*. 29 novembre 2019.
- . Hanne, I. & Gendron, G. « QAnon : la rhétorique du complot ». *Libération*. 3 mars 2021.
- . Rahmil, D. G. « QAnon : secte, jeu de piste... qu'est-ce qui séduit les adeptes du complot ? ». *L'ADN*. 28 octobre 2020.
- . Thompson, C. « QAnon Is Like a Game—a Most Dangerous Game ». *Wired*. 22 septembre 2020.
- . Kirn. W. « The Wizard of Q ». *Harper's Magazine*. Juin 2018.



LA DÉSINFORMATION COMME MARCHÉ : QUI HÉBERGE QANON ET LES NÉONAZIS ?

Derrière son aspect immatériel, Internet repose sur un ensemble de serveurs bien physiques qui hébergent les différents services que nous utilisons, dont les réseaux sociaux, et leurs informations. Cependant, tous les réseaux sociaux ne se ressemblent pas dans leurs contenus, certains se distinguant par l'absence totale de modération et la propagation de contenus particulièrement haineux, voire illicites. Ces sites à la ligne éditoriale douteuse sont souvent bannis par les hébergeurs traditionnels et en particulier par le géant Amazon Web Services (AWS). C'est dans cette niche que s'est engouffré Nick Lim, un Américain de 23 ans, fondateur de l'entreprise Vanwa Tech qui propose des services d'hébergement aux États-Unis (les serveurs sont situés à Dallas au Texas) à destination notamment du Daily Stormer (un des sites néonazis les plus populaires aux États-Unis) et 8kun (dont le lien avec QAnon n'est plus à prouver). Son chiffre d'affaires s'élève à plusieurs centaines de milliers de dollars par an. Il ne se définit néanmoins pas comme un extrémiste, mais comme un homme d'affaires possédant une vision extensive de la liberté d'expression¹. En creux, cette entreprise questionne aussi l'efficacité des mesures prises par les gouvernements et les plateformes pour lutter contre la haine et la désinformation sur Internet : au-delà de la modération des contenus, leur hébergement doit aussi être pris en compte.

L'ARGENT : LE NERF DE LA GUERRE

Pour lutter contre la diffusion de messages à caractère haineux, de rumeurs, et d'infox (français de *fake news*), deux associations, *Sleeping Giants* et *Stop Hate Money*, mènent un combat contre les sources de revenus des « entrepreneurs » de fausses informations/de désinformation.

Fondée aux États-Unis à la suite de l'élection de Donald J. Trump en 2016, *Sleeping Giants* s'intéresse à la publicité programmatique. Ce type de publicité permet à des sites web de proposer des espaces publicitaires, qui seront attribués durant les premières secondes d'ouverture d'une page web par une régie publicitaire. Autrement dit, les annonceurs n'ont pas forcément connaissance du contenu à côté duquel leur publicité est affichée. En utilisant les outils de la communication positive, *Sleeping Giants* alerte les différentes marques dont les publicités seraient affichées à côté de contenus haineux afin d'assécher les revenus publicitaires du site web. Pour Rachel, cofondatrice de *Sleeping Giants* France, la plupart des marques ont compris que les clients, lors de l'achat de produit, s'intéressent aussi aux valeurs de la marque comme, par exemple, les critères écologiques, d'inclusion, de respect des droits humains, etc. La communication est un des moyens de montrer ces valeurs.

Tristan Mendès France, en charge de *Stop Hate Money*, l'une des trois actions de l'Observatoire du conspirationnisme, explique que la promotion de la haine et le complotisme s'appuient toujours sur un modèle économique, qu'il s'agisse de codes, d'abonnement donnant accès à plus de contenus, ou autres². Cette seconde initiative, créée en 2017 s'intéresse quant à elle aux entreprises du web qui pourraient, sur leur

plateforme de type *marketplace*, proposer certains des produits et *goodies* de la sphère complotiste comme par exemple des t-shirts, des abonnements vidéos ou podcasts, etc.

Pour ces deux associations, le but est d'enrayer la participation économique non consciente d'un grand nombre d'entreprises afin de diminuer les revenus des acteurs qui surfent sur ces phénomènes.

- 1 Turton, W. & Brustein, J.
« A 23-Year-Old Coder Kept QAnon Online When No One Else Would ». Bloomberg. 14 avril 2021.
- 2 Rfi. « Comment *Sleeping Giants* et *Stop Hate Money* luttent contre les discours de haine en ligne ». *Atelier des médias*, 10 octobre 2020.

Impact: au-delà des effets politiques, des risques économiques

Les risques liés à la désinformation sont souvent évoqués dans le contexte politique des élections. Par exemple, la diffusion de conversations privées du parti démocrate lors des élections présidentielles américaines opposant Donald J. Trump à Hillary Clinton ou encore les *Macron Leaks* survenues trois jours avant l'ouverture des scrutins pour l'élection présidentielle de 2017.

Toutefois, la manipulation de l'information ne sert pas uniquement à orienter les résultats d'un scrutin, elle peut également être utilisée pour faire chuter le cours de la bourse. En 2013, le piratage du compte Twitter du média *Associated Press* a provoqué une chute du cours de la Bourse estimée à 130 milliards de dollars suite à la publication d'un tweet selon lequel Barack Obama aurait été blessé dans une explosion (Ropoza, 2017).

De manière plus indirecte, l'entreprise américaine de meubles Wayfair a eu la déconvenue de se retrouver mêlée aux théories des QAnon. Des adeptes de la théorie ont en effet pointé le fait que des armoires, avec des prix jugés excessifs, de la marque portaient des prénoms féminins et a accusé l'entreprise de participer au trafic d'enfants international et d'utiliser les armoires à cet effet (voir encadré QAnon en France, p. 74). En réalité, les armoires sont à destination des entreprises avec des formats adaptés à des entrepôts notamment, ce qui explique les tarifs. Cependant, ces allégations sont très rapidement devenues virales en ligne et ont forcé

Wayfair à démentir publiquement ces théories. Les données de CrowdTangle ont montré que le terme « Wayfair » avait généré sur Instagram 4,4 millions d'interactions (*likes*, commentaires, partages, discussions...) et sur Facebook 12 000 *posts* et presque 1 million d'interactions (Spring, 2020).

Ces exemples montrent que la problématique de la désinformation est bien plus large que celle de la seule protection de la démocratie et qu'il est urgent d'offrir un cadre aux différents acteurs concernés, plateformes, journalistes et public afin d'en limiter la diffusion et les effets. Ils questionnent aussi la responsabilité des relais, notamment des journalistes, qui transmettent de bonne foi des informations erronées dont les conséquences financières et économiques peuvent être massives.

C'est la question qui se pose aujourd'hui quant au litige qui oppose l'Autorité des marchés financiers (AMF) et l'agence de presse Bloomberg (Vergara, 2021). En 2019, l'AMF avait condamné l'agence de presse à une amende inédite de 5 millions d'euros pour « diffusion d'information fausse ou trompeuse ». En cause, la publication en novembre 2016 par Bloomberg d'une dépêche basée sur un faux communiqué au sujet de la société Vinci, alors victime d'une usurpation d'identité. Un groupe de *hackers* avait en effet transmis un communiqué reprenant l'identité visuelle de l'entreprise, mentionnant de supposées malversations comptables et le licenciement du directeur financier. Relayée en premier lieu par Bloomberg, cette information reprise par la suite dans d'autres médias, fait plonger de 20% le cours de Bourse de l'entreprise, soit une perte d'environ 7 milliards d'euros. Rapidement démentie

par Vinci puis par Bloomberg, la fausse information a causé des dégâts financiers majeurs. Incapable de remonter la piste des *hackers*, l'AMF a poursuivi Bloomberg en lui reprochant « d'avoir diffusé des informations que Bloomberg aurait dû savoir fausses et susceptibles de fixer le cours du titre Vinci à un niveau anormal et artificiel ». Cependant, Bloomberg a fait appel de la décision, jugeant que l'information avait été relayée en toute bonne foi. En septembre 2021, la Cour d'appel a confirmé la condamnation de Bloomberg par l'AMF.

RÉFÉRENCES

- Ropoza, K. « Can 'Fake News' Impact The Stock Market? ». *Forbes*. 27 février 2017.
- Spring, M. « Wayfair: The false conspiracy about a furniture firm and child trafficking ». *BBC News*. 15 juillet 2020.
- Vergara, I. « Fausses informations: nouveau rebondissement dans l'affaire Bloomberg-Vinci ». *Le Figaro*. 6 mai 2021.
- De Roulhac, B. « La cour d'appel confirme la condamnation de Bloomberg par l'AMF ». *L'Agefi*. 17 septembre 2021.

Vérification : une adaptation constante des méthodes

Des disciplines bousculées ? L'impact du numérique sur les méthodes de recherche de l'information

Il paraît nécessaire de sortir du caractère manifeste de la vérité, ou de la vérité officielle pour réduire l'emprise du « mensonge » sur nos sociétés. C'est ce que Anne-Cécile Robert met en avant dans ses travaux : « La vérité n'est pas un absolu, mais une construction sociale, une relation entre diverses variables ; c'est-à-dire qu'elle évolue en fonction des connaissances accumulées collectivement et dans les échanges libres et raisonnés qui les mettent à l'épreuve, les vivifient et les fortifient. » (2021)

QUAND LA SCIENCE RENCONTRE LE POLITIQUE

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 est venue rappeler à quel point autorité scientifique et pouvoir politique pouvaient entretenir des rapports compliqués. Du côté politique, la science a pu être utilisée comme un argument d'autorité pour légitimer les mesures sanitaires, comme le montre la création d'un Conseil scientifique chargé d'éclairer les décisions gouvernementales concernant la gestion de l'épidémie, et ce dès le 10 mars 2020. Les pouvoirs politiques se sont appuyés à plusieurs reprises sur les recommandations du Conseil Scientifique, considérées comme légitimes car émanant de personnes faisant autorité dans leurs disciplines.

Néanmoins des divergences ont pu apparaître sur certains points, reléguant l'autorité de la science à une opinion, ce qui, dans une plus grande mesure, a pu

desservir la parole scientifique. Ce fut le cas par exemple avec l'hydroxychloroquine. Cette molécule a été vantée à partir de février 2020 par le professeur Didier Raoult dans une vidéo YouTube. Celui-ci y décrédibilise la montée des inquiétudes planétaires à propos de la pandémie, arguant qu'avec le traitement miracle la maladie ne serait que de l'ordre du rhume. Néanmoins, les données scientifiques manquent pour confirmer ses propos, les méthodes employées paraissent frauduleuses. Malgré l'alerte donnée par un grand nombre de chercheurs, l'opinion publique connaîtra alors un réel emballement. Cet engouement n'épargne pas les politiques, et le 9 avril 2020 le président de la République lui-même se rend à l'Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée Infection pour y rencontrer le professeur Raoult. Outre Atlantique, Donald J. Trump se fait prescrire ce remède. Dans cet exemple on peut voir une science personnalisée, mise en scène, à travers des figures médiatiques fortes.

Cependant, ces divergences de vues entre scientifiques et personnalités reconnues ne se sont pas cantonnées à un écosystème d'experts, mais se sont étendues sur la place publique avec des répercussions sur l'opinion publique. Sylvain Delouée explique que : «concernant la science, le problème ne relève pas que des complotistes. La méfiance voire la défiance dans la science arrive aussi au grand public car celui-ci a du mal à comprendre le fonctionnement même de la science. La récente pandémie en est une parfaite illustration. Voir des scientifiques en désaccord, des articles rétractés, est traduit comme un dysfonctionnement. Or, pour monsieur et madame tout le monde, le désac-

cord entre scientifiques prouve qu'il y a une forme de relativisme. Pour autant, il s'agit du bon fonctionnement de la science.» (Entretien publié le 2 juillet 2021, p. 174). Comme on peut le voir sur le site web de *retractionwatch*, même les scientifiques les plus reconnus font des erreurs qui donnent lieu à des conclusions erronées malgré le contrôle de la qualité exercé lors de la revue par les pairs. Sylvain Delouée ajoute «Si l'on présente les pour et les contre on a l'idée d'un match. Or, c'est un débat politique, médiatique, un débat de discussion».

Comme l'explique Mathias Girel, maître de conférences en philosophie à l'ENS Ulm, il faut distinguer trois domaines différents lorsqu'on parle de la science (Entretien réalisé le 7 mai 2021). Il y a d'abord le domaine de la recherche avec les années de travail qui permettent de la construire. On a ensuite le domaine de l'expertise, plus associé à la parole publique, dans lequel on retrouve deux positions : l'expert d'un domaine qui se positionne sur une question particulière ou l'expert des sciences en général. Ce type d'expertise peut alors avoir un effet plus désastreux sur la science en général, en créant un effet de cacophonie. Il est important, face à cette catégorie, de replacer chaque interlocuteur dans son contexte : qui s'exprime au nom de quoi ? Quelle est sa légitimité pour le faire ? Enfin, la science peut être employée dans le champ politique. Elle peut alors servir à légitimer, comme nous l'avons déjà mentionné, par argument d'autorité, la politique publique. Ici aussi, cette utilisation de la science n'est pas sans risque et peut justifier une prise de décision linéaire, faisant oublier le fait que la science est un processus qui peut parfois faire coexister des positions plurielles, voire contradictoires.

Ce serait donc bien le travail médiatique et politique autour de l'usage de la science dans le débat public qui aurait un impact sur la défiance ainsi que son utilisation trop rapide, peu soucieuse de remettre les publications dans leur processus de vérification et le scepticisme qui est lui est propre (Merton, 1942). Pour Philippe Huneman, « faire de la science implique de critiquer ce que les autres avancent. Donc la science qui aboutit est une science qui a subi un *crash test*, qui est essentiellement aujourd'hui ce qu'on nomme le *peer review*. [...] C'est pour cela que quand je lis un article dans une revue scientifique, je sais que cela a plus de chances de correspondre à la réalité, que quand j'en entends parler ailleurs. C'est grâce à cette structure de la science, dite agonistique. Cela ne veut pas dire que la science dit toujours le vrai, mais c'est une pratique sociale dont la structuration fait qu'elle est plus fiable que les autres pour produire des énoncés, des théories proches de la réalité. » (Entretien réalisé le 7 mai 2021). Le scientifique jouant sa réputation professionnelle à chacune de ses publications, son intérêt va dans le sens du maintien de celle-ci.

LA LÉGITIMITÉ DE L'AUTORITÉ SCIENTIFIQUE SERAIT EN BERNE

Dans une enquête traitant de la crise de confiance politique, le baromètre annuel 2021 de la confiance d'Edelman montre que 61 % des Français interrogés disent faire confiance aux scientifiques, soit un recul de 17 points par rapport à l'année précédente. C'est la profession qui enregistre la plus forte baisse. Si la science constituait une boussole au XIX^e siècle, celle-ci aurait

perdu en légitimité au profit d'une survalorisation de l'opinion. Dans nos sociétés, les savoirs sont inégalement répartis, ou répartis à différents degrés. Si certains font la distinction entre le savant et le profane, l'expert et la société civile, Bernadette Bensaude-Vincent explique que cela ne veut pas dire que ceux qui ne possèdent pas le savoir scientifique doivent être sous tutelle et obéir à ceux qui le possèdent.

Pour la philosophe, dans les situations de crise, les individus penseraient en termes de coûts et bénéfices pour réduire les incertitudes. Ils n'ont alors pas de savoirs scientifiques mais des formes de savoirs pour faire ces calculs. Il s'agit du « savoir de l'opinion », un concept qui permet à Bernadette Bensaude-Vincent de penser la question de l'autonomie de la science dans la société: « une voie moyenne peut être trouvée qui, au côté d'une science qui garde ses prérogatives et ses valeurs, autorise à imaginer un *savoir de l'opinion*, une *opinion volontaire*, qui ne doivent pas être dévalorisés et constituent une autre manière de comprendre le monde, qui elle aussi fait sens » (2000). Il ne s'agit pas alors de remettre en question les conseils de Gaston Bachelard et de la *Formation à l'esprit scientifique* (1938) mais de rappeler que lorsque la science traite des problématiques contemporaines, en éclaircur de l'opinion publique, la ligne méthodologique n'est pas toujours aussi linéaire que ne le propose le manuel.

RÉALITÉS SOCIOLOGIQUES DE LA CONSTRUCTION DES RÉPONSES POLITIQUES

Pour Bruno Latour, il faut étudier la « science en train de se faire » plutôt que les productions scientifiques

une fois abouties puisqu'il s'agit d'une construction permettant d'accéder un réel. Face à un problème donné, une communauté va répondre selon quatre étapes définies : la perplexité (l'émergence des questionnements face au problème), la consultation (la mise en place d'études pour répondre au problème), la hiérarchisation (le choix entre les différentes solutions), l'institution (l'inscription légale, étatique des choix). L'ensemble de la communauté, ainsi que les scientifiques qui la composent, vont intervenir dans toutes les étapes. Autrement dit, il n'y pas d'un côté la science pure qui statue sur la vérité des faits dans un monde à part et de l'autre la politique qui statue sur la marche à suivre à partir de pures valeurs morales. La politique et la science sont en interaction constante à chaque étape du processus de la construction du savoir.

L'agnotologie, soit les études sur la science de l'ignorance, part du même principe. Ici l'ignorance représente l'ensemble des domaines où des questions ne sont pas adressées, étudiées, ni pensées (Girel, 2013). La production d'ignorance est culturelle, tout comme celle de la science : la confusion pouvant être une stratégie pour noyer le débat. Il est donc nécessaire d'ancrer l'expression scientifique dans le contexte à partir duquel elle s'exprime (quand, à qui et pour qui) autant que ce qu'elle dit et avec quelle méthode.

L'HISTOIRE DU TEMPS PRÉSENT, LUTTER CONTRE L'INSTRUMENTALISATION, RETOUR AUX FONDAMENTAUX

Pour Benedetto Croce (1949), toute histoire serait contemporaine car l'historien répond à des sollicitations du présent et de l'actualité. L'histoire, et plus particuliè-

rement l'histoire du temps présent, ferait partie des disciplines qui peuvent être victimes d'une instrumentalisation, notamment autour des questions controversées, ou d'une colonisation par le présent. Cette utilisation peut avoir des effets sur la construction des réalités communes, que l'on soit dans une vision unanime ou pluraliste de l'histoire. À titre d'exemple, certains chercheurs ont montré qu'aux États-Unis les *fake news* des médias se trouvaient dans 4 livres d'histoire sur 5 (Hidgon et *al.*, 2021). Les historiens ont critiqué ces instrumentalisations, et appliqué des stratégies de contournement, notamment en choisissant des sujets éloignés des potentielles récupérations politico-médiatiques. (Ferro, 1987)

À l'ère numérique, en plus de cette demande d'immédiateté de l'histoire, d'autres problématiques se posent comme la multiplication des sources, des discours, des témoignages. Pour Denis Peschanski : « Le problème n'est pas d'en avoir trop peu mais d'en avoir trop. Cela renvoie au travail de l'historien quelles que soient ses sources. Il n'y a pas une ou plusieurs vérités en histoire. Il y a plusieurs lectures des traces laissées par le passé en fonction des questions que l'on pose. Il y a forcément de nouvelles questions avec de nouvelles sources et ces nouvelles sources doivent conduire à la prise en compte de leur singularité et à la capacité d'analyse du Big Data. » (Entretien réalisé le 27 avril 2021). Les nouvelles méthodes et les sources numériques bousculent les précédentes comme par exemple la vérification des faits par la preuve de Mabillon : « si deux sources indépendantes l'une de l'autre donnent la même version d'un fait, on considé-

ra que ce dernier est vrai» (Lacroix, 2015). Or, le numérique rendrait plus ardue la possibilité de trouver deux sources réellement indépendantes en raison de l'interconnexion permanente.

Comme dans la sphère scientifique, l'opinion publique remettrait en cause la parole de l'historien. Pour Denis Peschanski: «Le premier obstacle auquel on est confronté, c'est la reconnaissance de l'expertise. On ne peut pas donner d'outil sauf à se former à la pratique historique et à ses méthodes: croisement des sources, hiérarchisation, d'où ça vient, à qui ça s'adresse, quelle est la chaîne argumentative» (Entretien réalisé le 27 avril 2021). À nouveau, c'est la rigueur dans l'application des méthodologies de travail éprouvées qui permet à l'historien de défendre ces analyses des faits en présence.

LA PRATIQUE DE LA VÉRIFICATION DES JOURNALISTES À L'ÈRE NUMÉRIQUE

Les réseaux sociaux marquent le règne de l'information de seconde main. Anne-Cécile Robert explique «On s'informe de plus en plus grâce à des liens, des sites, des plateformes, des podcasts qu'on se signale les uns aux autres». Progressivement, «L'idée de remonter à *la source* disparaît, y compris pour les journalistes.» (2021)

Par certaines pratiques, et notamment avec l'essor des infographies, les journalistes empruntent parfois les outils de travail des scientifiques, notamment l'utilisation de la donnée dans le *data journalism*. Certains statisticiens mettaient en avant des limites à ces pratiques numériques du journalisme (en plus des limites

citées (voir partie 1 De l'utopie à la reconfiguration des chaînes de confiance, p. 13) comme par exemple : le rythme effréné de production de la salle de presse, les études supérieures qui ne sont pas celles du scientifique ou l'absence du processus de revue par les pairs. Les problèmes apparaissent quand les arguments cités par les journalistes, sans qu'ils n'aient nécessairement de validité scientifique, s'inscrivent dans l'esprit des lecteurs au détriment des sciences. Par exemple, une statistique relative au nombre de fois où les termes « Comment frapper une femme sans que personne ne le sache ? » ont été recherchés sur Google en 2020 s'est répandue très vite sur les réseaux sociaux et a été reprise par plusieurs sites d'information. Pour autant, ce chiffre s'est avéré complètement faux et relevait d'une confusion des variables utilisées. (Turcan, 2021)

Néanmoins, la vérification permettrait de contextualiser un fait ou une information reçue. Pour Julien Giry, membre du projet VIJIE de l'Agence Nationale de la Recherche portant sur les pratiques de consommation de l'information, notamment des professionnels, il est possible d'identifier différentes postures selon différents critères : la fréquence, le temps consacré ou les sources utilisées pour la vérification. De plus, selon les premiers résultats de son étude, peu d'individus s'appuient sur une vérification déléguée (se reporter à l'avis de) dans leur consommation médiatique. Pour autant, le *fact checking*, qui est une des formes de vérification déléguée, a rencontré un grand succès au milieu des années 2010.

LE *FACT CHECKING* PAR LES MÉDIAS : RETOUR À LA DÉONTOLOGIE DE LA VÉRIFICATION DE L'INFORMATION ?

Le *fact checking* relève d'une méthodologie plus systématique d'un corps professionnel qui a pu être critiqué pour son manque de rigueur. Pour Sophie Eustache, « Le terme de *fact-checking*, qui s'impose aujourd'hui, remplace une pratique plus ancienne, qui consistait à vérifier le contenu des articles avant publication. Les journaux s'emparent rapidement de cette nouvelle forme de *fact checking*, qui consiste à vérifier un discours toujours extérieur et *a posteriori*, c'est-à-dire après publication. » (2020) Pour la journaliste indépendante, cette frénésie est représentative du journaliste post-politique où il n'y a plus de place pour la discussion hormis des vérités factuelles. Anne-Cécile Robert ajoute dans ses analyses « [...] le *fact checking* distille une vision réductrice de l'investigation journalistique, qui consisterait simplement à vérifier des chiffres en consultant des bases de données, alors que c'est l'enquête de terrain, en principe et par tradition, qui permet d'éprouver une information. D'autre part, cette nouvelle pratique offre une conception simpliste de la vérité, qui serait basée sur des faits neutres et objectifs ». (2021)

Pour certains, sous les apparences de la neutralité et de la rigueur journalistique, les médias se serviraient du *fact checking* comme d'une vitrine, sans rien changer aux contraintes structurelles qui les entraîneraient par ailleurs à diffuser des erreurs ou de fausses informations. Par exemple, en janvier 2019, les Décodeurs du *Monde* publient un graphique destiné à mesurer l'efficacité d'un rétablissement de l'ISF en France, mais en oubliant

de prendre en compte une variable, le contrôle de l'évasion fiscale. Des questions peuvent alors se poser «[est-il] vraiment nécessaire de dissocier ces journalistes du reste de l'équipe en les mettant sur des rubriques à part entière? Ne participent-ils pas à la propagation des fake news en les vérifiant? Quel effet réel a le *fact-checking* sur les lecteurs?» (Eustache, 2019). Pour autant, le *fact checking* a permis de développer des outils à forte valeur ajoutée. C'est le cas de l'initiative du Medialab de l'AFP, soutenu par la communauté européenne, qui propose une approche participative de la vérification d'information ainsi qu'un logiciel de détection de fausses images WeVerify.

ET SI LA VÉRIFICATION DES FAITS NE SUFFISAIT PAS?

Néanmoins pour certains, certaines formes de *fact checking* pourraient avoir des effets pervers sur les phénomènes qu'ils cherchent justement à dénoncer (voir partie 1, Dénoncer n'est pas questionner, p. 29). Par exemple, le projet du Gouvernement «Desinfox», qui avait pour but de lutter contre les fausses informations autour du Covid-19, a rapidement échoué: outre l'apparition quasi-instantanée d'un site miroir complotiste, il a aussi entraîné un effet boomerang de la part des professionnels du journalisme: les classifications autour de la légitimité, de la fiabilité des informations et des médias (souvent traditionnels) ont été montrées du doigt comme des atteintes à la liberté de la presse.

Dans leurs études publiées en 2018 et 2020 par Emeric Henry, Sergei Guriev, Oscar Barrera et Ekaterina Zhuravskaya, s'intéressent à l'impact du *fact checking* en amont d'élections. Deux impacts sont ciblés. Tout

d'abord les effets de cette pratique sur la « correction » des croyances. Puis, sur la diminution du partage et la circulation des fausses informations et infox. Concernant le premier impact, ils argumentent que l'effet du *fact checking* serait négatif. Leur expérience menée dans le cadre de l'élection présidentielle de 2017 montre que sur une même statistique, la version donnée par le parti d'acointance va être privilégiée et que la correction de cette statistique par un *fact checker* n'a aucun effet sur les intentions de vote. Leur seconde expérience sur la diminution du partage et la circulation montrent que le *fact checking* imposé ou proposé réduirait considérablement le partage d'information (de 30 à 40%). Ils ajoutent que pousser les utilisateurs à confirmer le partage réduit grandement celui-ci (environ 75% à chaque fois). On comprend que la finalité du *fact checking* n'est pas tant de faire changer les opinions que de fournir un travail journalistique respectant la déontologie de la vérification de l'information.

Pour le journaliste, et ses méthodes de vérification, le constat est le même que pour la science et l'histoire : il faut revenir à des méthodologies éprouvées. L'ensemble des experts ajoutent qu'il est aussi primordial d'accroître l'éducation à la critique des médias : identifier une source, lire une image, vérifier une image (même techniquement), apprendre la contextualisation d'un texte, etc. Il faut apprendre à lire les données, tant sur le temps long en formant des formateurs pour l'éducation nationale, qu'à travers les outils d'éducation aux médias et à l'information.

QUESTIONNONS-NOUS

- Faut-il que l'information soit décryptée par un tiers ou chacun peut-il vérifier sans être guidé ?
- Quelles actions les individus peuvent-ils mettre en place contre les informations toxiques ?
- Comment créer un fonctionnement de démocratie participative intermédiaire vers laquelle les gens peuvent se tourner en cas de problèmes, en dehors des échéances électorales nationales ?
- Comment donner envie aux gens de vérifier les informations auxquelles ils adhèrent et qu'ils partagent ?

RÉFÉRENCES

- . Merton, R. K. (1942). *The Normative Structure of Science*.
- . Croce, B. (1949), *Contributo alla critica di me stesso*, trad. française, Paris, Nagel, 110.
- . Ferro, M. (1987). *L'Histoire sous surveillance : Science et conscience de l'histoire*. Gallimard, Folio histoire.
- . Lacroix, A. (2015). *Ce qui nous relie*. Allary éditions, 291.
- . Robert, A. C. (2021). *Dernières nouvelles du mensonge*. Lux.
- . Turcan, M. « Comment frapper une femme » recherché sur Google : itinéraire d'un raté médiatique, *Numérama*, 5 mai 2021.
- . CEVIPOF (2019). 2009-2019 : la crise de la confiance politique. *Baromètre de la confiance politique*.
- . Bensaude-Vincent, B. (2000). *L'opinion publique et la science. À chacun son ignorance*.
- . Bachelard, G. (1938). *Formation à l'esprit scientifique*.

- . Girel, M. (2013). *Agnotologie : mode d'emploi. Critique*, (12), 964-977.
- . Latour, B. (1987). *Science in Action : How to Follow Scientists and Engineers through Society*. Harvard University Press.
- . Higdon, N., Huff, M., & Lyons, J. (2021). Today's Fake News is Tomorrow's Fake History: How US History Textbooks Mirror Corporate News Media Narratives. *Secrecy and Society*, 2(2), 4.
- . Eustache, S. (2019). À qui profite le fact-checking ? Fake news, mensonges et vérités, *Monde commun*, (2), PUF.
- . Henry, E., Guriev, S., Barrera, O., Zhuravskaya, E. (2018). Facts, Alternative Facts, and Fact Checking in Times of Post-Truth Politics, *Science Po Economics Discussion Papers*.
- . Henry, E. Guriev, S., Zhuravskaya, E. (2020). Checking and Sharing Alt-Facts, *Science Po Economics Discussion Papers*.

Les plateformes, piliers de la vérification d'information ?

Les réseaux sociaux ont très tôt compris qu'ils avaient un rôle à jouer dans la lutte contre la diffusion de fausses informations, notamment parce que les créateurs s'appuient sur certains de leurs mécanismes pour favoriser la diffusion de ces contenus (voir partie 2, Les réseaux sociaux : clé de voûte de la désinformation ? p. 104).

PARTICIPER À TOUTES LES LUTTES TOUT EN ÉTANT TIRAILLÉ PAR LES OBJECTIFS DE CROISSANCE

La question de la réglementation des plateformes fait aujourd'hui débat dans de nombreux domaines, notamment au sujet de l'encadrement et de la transparence de leurs algorithmes ou encore de la modération des contenus. Si les plateformes ont récemment pu montrer des signes d'ouverture à cet égard (les décisions qui ont suivi l'assaut du Capitole le montrent), il n'en demeure pas moins qu'elles sont en général réticentes face à ces velléités de régulation qui pourraient mettre en danger leur croissance.

Karen Hao a mis ce paradoxe en avant dans une série d'entretiens réalisés avec Joaquin Quiñonero Candela, responsable du *Society and AI Lab* chez Facebook : « La direction de Facebook a également affaibli ou interrompu à plusieurs reprises de nombreuses initiatives visant à nettoyer les fausses informations sur la plateforme, car cela nuirait à cette croissance. » (2021). En effet, les algorithmes des réseaux sociaux, comme Facebook par exemple, n'ont pas été créés pour filtrer ce qui est faux ou illicite ; ils ont été

créés et conçus pour inciter les gens à partager et à s'engager face à une grande diversité de contenu, en leur montrant des contenus outrageants ou choquants (voir partie 2, Les réseaux sociaux : clé de voûte de la désinformation ? p. 104).

Dans cette situation, il est légitime de se demander : « qu'en est-il de la traque des fausses informations qui suppose d'analyser des preuves ? Est-il possible de tabler sur le pouvoir d'autorégulation des plateformes ? En leur demandant d'*assécher* la fausse information à la source, n'y a-t-il pas un risque, au nom de la transparence, d'une censure de l'information qui dérange ? » (*Vie publique*, 2019). Selon Laurent Bigot, « Facebook verse quelques centaines de milliers d'euros, voire un million d'euros par an, aux médias français pour qu'ils produisent du *fact checking* et, du même coup, nettoient son fil d'actualité. C'est une aide mineure, sans rapport avec celle qu'il faudrait déployer ni avec le chiffre d'affaires de cette multinationale. [...] Il faut comprendre que Facebook n'aurait aucun intérêt à lancer une vraie guerre contre les *fake news* » (2021)

COMMENT QUALIFIER UN CONTENU D'ERRONÉ ? ENCADRÉ SUR L'ABC FRAMEWORK

Afin d'encadrer plus efficacement ces pratiques, Camille François, chercheuse et *Chief Innovation Officer* de la société Graphika, propose d'analyser la façon dont se diffusent les campagnes de désinformation à travers un système de trois « vecteurs » intitulé l'« *ABC Framework* » : les *Manipulative Actors*, les *Deceptive Behaviors*, les *Harmful Contents*.

Les acteurs de la désinformation

Les *manipulative actors* sont les personnes qui commettent consciemment et volontairement des actes de désinformation.

Ce premier vecteur de diffusion de la désinformation pose deux grands enjeux. D'une part, celui de l'identification des personnes à l'origine des campagnes de désinformation. D'autre part, la mise en œuvre de mesures visant à empêcher les auteurs de publications trompeuses d'utiliser les réseaux sociaux comme un levier pour diffuser leurs campagnes.

Les comportements servant la diffusion de la désinformation

Les *deceptive behaviors* : font référence à l'ensemble des techniques utilisées par les *manipulative actors* pour assurer la viralité de leurs campagnes de désinformation.

On peut par exemple distinguer les outils automatiques comme les *bot armées* des trucages manuels comme les fermes à troll ou à likes.

L'encadrement de la désinformation par celui des *deceptive behaviors* pose des enjeux généraux comme la détection de ces comportements et leur encadrement. Par ailleurs, les plateformes de contenus doivent faire face à des enjeux

plus spécifiques comme celui du degré d'autonomisation à donner à la détection.

Les contenus trompeurs Les *harmful contents* constituent toute forme de publication dont le contenu justifie qu'elles soient considérées comme étant de la désinformation. Tout l'enjeu de l'encadrement de la diffusion des campagnes de désinformation par celui de la modération de contenu réside dans la définition des critères faisant basculer un contenu classique vers un contenu devant faire l'objet d'une limitation de la liberté d'expression, comme c'est par exemple le cas pour des propos haineux ou des contenus à caractère terroriste.

Ajouter un « D » pour Distribution ? Afin de compléter le cadre d'analyse proposé par Camille François, le directeur exécutif de l'ONG *EU DisinfoLab*, Alexandre Alaphilippe, propose d'ajouter un quatrième vecteur : « *information Distribution* ».

Pour ce dernier, l'architecture structurant la distribution d'information sur Internet, et plus particulièrement le recours à des algorithmes de ciblage, constitue une vulnérabilité exploitée par les acteurs de la désinformation pour jouer sur la viralité de leurs campagnes. Il propose notamment de favoriser un mouvement de transparence des plateformes sur leurs algorithmes afin de faciliter la recherche en la matière.

François, C. (2019).
Actors, Behaviors, Content: A Disinformation ABC, Highlighting Three Vectors of Viral Deception to Guide Industry & Regulatory Responses, Transatlantic working group.

2016, LE TOURNANT DES ANNÉES ÉLECTORALES, L'URGENCE POUR LES POUVOIRS PUBLICS

Dans leur rapport sur la manipulation de l'information, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Alexandre Escorcica, Marine Guillaume, Janaina Herrera, expliquent qu'à partir de 2016, la question de la mésinformation a été traitée sous un nouveau jour. Selon ces auteurs, on est passé d'un non-problème à une préoccupation majeure. «La question de la responsabilité des plateformes quant à la nature des contenus diffusés à travers elles s'est posée pour la première fois de manière saillante dans le contexte de la lutte contre le terrorisme. Longtemps réticentes à évoquer publiquement le sujet des manipulations de l'information, les grandes plateformes ont été progressivement contraintes, par la pression des États et de la société civile, à se justifier puis à agir. La campagne présidentielle américaine de 2016 a été un double déclencheur» (2018).

En France, le tournant se produit avec les *Macron Leaks*. Les inquiétudes sont nombreuses en raison de la montée des populismes et la poussée des gouvernements extrémistes non uniformes. En 2016, l'Union européenne charge un groupe d'experts d'étudier la question afin d'éviter que les mécanismes de manipulation et déstabilisation des élections américaines ne se reproduisent. Le rapport du groupe d'experts adopte une approche multidimensionnelle de la désinformation autour de cinq piliers : les plateformes n'y ont un rôle actif qu'à travers un seul de ces piliers (2018). En France, la loi organique relative à la manipulation de l'information de décembre 2018 vise en particulier la période électorale. Elle permet une nouvelle voie de référé civil

pour faire cesser la diffusion des fausses informations durant les trois mois qui précèdent un scrutin national. Cette réglementation soumet aussi les plateformes «à des obligations de transparence lorsqu'elles diffusent des contenus contre rémunération. Celles qui dépassent un certain volume de connexions par jour doivent avoir un représentant légal en France et rendre publics leurs algorithmes.» (Article 11, 13 et 14) Néanmoins, pour Marc Faddoul, «aujourd'hui, c'est compliqué de tenir les plateformes responsables car il y a un manque de transparence sur l'amplification et sur les décisions de promotion de contenus. Actuellement, il est impossible de savoir si une vidéo a eu 1 milliard de vues parce qu'elle a été recommandée 2 milliards de fois, ou parce que c'est une croissance progressive organique.» Pour le chercheur, une ouverture des données des plateformes, via des API serait à recommander.

En complément et dans la perspective de l'année électorale à venir, le gouvernement a aussi annoncé la création d'une structure anti-*fake news* chargée de détecter les manipulations de l'information fomentées par des puissances étrangères et susceptibles de nuire à la sincérité des scrutins comme précisait le Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), Stéphane Bouillon, début juin 2021 devant l'Assemblée.

DES AUDITS ET SOLUTIONS POUR PRÉSERVER LES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES

En plus des pressions des gouvernements et de la société civile, les inquiétudes des plateformes portent principalement sur le risque de perte du trafic, ce qui peut les inciter à agir. Elles veulent préserver la réputation

des usagers pour que ces derniers ne partent pas du réseau. Dans une interview à *France Culture*, Maud Quessard explique que : « Ils y pensent depuis 2016, les annonces de janvier 2020 [concernant les nouvelles mesures de lutte contre la désinformation] s'inscrivent dans un long processus pour avoir des bonnes pratiques et filtrer des contenus (*infox*, *deep fake* et *cheap fake*). » (2020) Selon elle, plusieurs années d'audits internes au sein des plateformes ont permis de mettre en place des solutions pour éviter de nuire aux processus démocratiques. Les plateformes proposent six réponses :

- 1 sensibiliser les utilisateurs aux risques et aux enjeux de manipulation (guide de bonnes pratiques, pédagogie autour des algorithmes, etc.);
- 2 améliorer la détection des manipulations d'information (détection des *bots*, suppression de faux compte, etc.);
- 3 endiguer la diffusion et l'impact des campagnes de manipulations informationnelles (modération humaine, combat contre le *trolling*, mécanismes de signalement, etc.);
- 4 réguler et coopérer (partage de liste de faux articles, retrait des contenus illégaux, etc.);
- 5 promouvoir les bonnes pratiques des acteurs institutionnels (diminuer la visibilité de certains aux profits de contenus jugés comme fiables);
- 6 analyser les mécanismes des campagnes de manipulations informationnelles (partenariat avec le monde de la recherche) (Jeangène Vilmer *et al.*, 2018).

Concernant la détection des manipulations d'information, des récentes études, comme l'analyse de Graphika *DisQualified: Network Impact of Twitter's Latest QAnon Enforcement* (2021) montrent que les choix des plateformes, ici la suppression de comptes, ont un impact significatif sur la présence de la complosphère sur la plateforme. Néanmoins, les réponses des plateformes peuvent évoluer dans le temps, notamment en matière de catégorisation des contenus. Par exemple, Facebook a actualisé ses règles de modération en février 2021. Pendant plusieurs mois, le réseau a modéré les *posts* qui attribuaient la genèse de l'épidémie de Covid-19 à des phénomènes non naturels afin de prévenir la diffusion de fausses informations, puis a changé sa position. Le 26 mai 2021, le groupe qui possède aussi Instagram fait savoir : « À la lumière des investigations actuelles sur les origines du Covid-19 et en consultation avec les experts de la santé, nous ne retirerons plus désormais de nos plates-formes les allégations sur le fait que le Covid-19 a été créé par l'homme ou a été fabriqué » (*Le Monde avec AFP*, 2021). La *fake news* devient désormais une hypothèse parmi d'autres. Sur ce sujet, une forme de prudence tente peut-être de ne pas étouffer la liberté d'expression dans une surprotection.

Si certains argumentent que les IA peuvent être d'une précieuse aide pour la détection de fausses informations, d'autres estiment que, comme pour la modération des contenus, la réponse ne peut être uniquement technique mais hybride. Pour Thierry Poibeau (2021), les fausses informations se renouvellent sans cesse. S'il est possible de faire des classifications *a priori* des sites faibles et non fiables, seul l'œil humain peut permettre

un suivi actif. En complément des actions des plateformes, certaines associations comme *Algotransparency* ou *Tracking.Exposed* ont choisi de se concentrer sur les algorithmes, pour les décortiquer et sensibiliser les utilisateurs à leur impact sur la médiation de l'information comme par exemple à travers l'initiative *Improve The News*.

Pour certains experts, toutes les tentatives de lutte contre les rumeurs, fausses informations et infox ne fonctionnent que chez les gens qui ne sont pas enfermés dans les modes de réflexion complotistes, mais qui se posent des questions. C'est notamment ce qu'explique Sylvain Delouvé : « Si on est pessimiste, on peut répondre assez rapidement en disant que ça ne sert à rien. La méfiance vis-à-vis des formes d'autorités instituées amènera tout bon complotiste à dire que cette nouvelle entité instaurée fait partie de ce système et nous ment. Je pense que ce type de moyens n'agirait pas sur les complotistes convaincus mais sur la frange des gens qui se posent des questions, qui est sensible aux discours complotistes sans en être un parfait artisan. » (Entretien publié le 2 juillet 2021, p. 174). L'objectif ici est de confronter l'utilisateur avec une pensée qui va éveiller des questionnements. On peut noter, par exemple, les solutions techniques de diversification des points de vue : lorsqu'une fausse information circule, l'utilisateur va voir apparaître une liste de contre-narratifs. On peut aussi mentionner Twitter qui affiche en 2020 sous les tweets du Président américain Donald J. Trump la mention de « média trompeur ».

Malheureusement, les diverses tentatives de régulation et de vérification des fausses informations sur les plateformes peuvent aussi avoir des effets pervers. Par exemple, la suppression des contenus voire de groupes, appelée « déplateformisation », pousse les utilisateurs vers d'autres plateformes sans modération où ils ont toute liberté pour s'exprimer et où ils ont le sentiment de se retrouver entre semblables. Pour Sylvain Cavalier : « C'est nous qui les poussons vers des bulles de filtres où ils sont juste entre eux, sans aucun contrôle ni moyen de protéger les gens. » (Entretien publié le 8 juillet 2021, p. 212). Ce mécanisme empêche aussi toute forme de veille de leurs activités par les observateurs. De même, la baisse de la visibilité de certains mots clés affecte indistinctement les contenus complottistes et ceux créés dans un objectif de *debunking*. Enfin, si le mécanisme de certification des comptes permet de valider l'identité du porteur de compte, il ne dit rien du contenu des *posts* et peut être trompeur pour un utilisateur non averti. Pour Sylvain Cavalier : « De fait, je pense que le mécanisme de certification actuel est imparfait et incomplet. Je serais plus enclin à ce qu'on dispose d'un *historique* des personnalités publiques, peu importe leur poste. Par exemple, on s'est aperçu que Donald Trump avait été certifié parce qu'il était président des États-Unis, alors même qu'il véhiculait beaucoup de fausses informations, évalué à presque 70% par le site de vérification de faits *POLITIFACT*. ». Une autre voie pourrait être celle de la modération communautaire. Wikipédia est souvent cité comme un exemple assez unique sur ce sujet. Pour Marc Faddoul la décentralisation de la modération et la sollicitation

de tiers parties permettraient d'augmenter la crédibilité des informations (qui reposerait sur une certification collective) ainsi que la contextualisation des informations. Néanmoins la modération communautaire rencontre aussi des limites. Le manque de diversité dans les communautés de modérateurs a souvent été mis en avant et le modèle n'a toujours pas réussi le passage à l'échelle.

Dans une perspective futuriste, il est possible de se demander si dans les années à venir nous verrons émerger des bloqueurs de fausses informations comme nous avons vu arriver les bloqueurs de publicité.

QUESTIONNONS-NOUS

- La solution est-elle dans le web ?
- Les pratiques collaboratives peuvent-elles prendre une échelle suffisante pour répondre aux problématiques de vérification ?
- Quelles nouvelles formes de collaboration/coopération entre États, plateformes et individus doivent être inventées pour adresser ces différents enjeux de désinformation et de désinformation ?

RÉFÉRENCES

- Hao, K. (2021). How Facebook got addicted to spreading misinformation, *MIT Review*.
- Vie publique, (2019). Fausses nouvelles, manipulation de l'information : comment lutter contre les *fake news*? [consulté en mai 2021]
- Greilsamer L., Paulic, M. Entretien avec Laurent Bigot : « une *fake news* peut conduire à des affrontements mortels ». Fake news, mensonges et vidéos. *Le Un hebdo*. 2 juin 2021.
- Jeangène Vilmer, J. B., Escorcía, A., Guillaume, M., Herrera, J. (2018). *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris.
- HLEG (2018). A multi-dimensional approach to disinformation, Report of the independent High level Group on *fake news* and online disinformation. European commission.
- Loi organique n° 2018-1201 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information.
- Quessard, M. (2020). Gafa et fausses informations : comment sécuriser les élections américaines?, in Erner, G., *La question du jour*, France Culture.
- Graphika Blog, *DisQualified: Network Impact of Twitter's Latest QAnon Enforcement*, 22 février 2021
- Le Monde avec AFP. Origines du Covid-19: Facebook ne va plus supprimer les théories sur le virus issu d'un laboratoire, *Pixel*, *LeMonde.fr*, 27 mai 2021.
- Poibleau, T. Peut-on détecter des *fake news* automatiquement?. *The Conversation*, 26 mai 2021.

A collage of several smartphone screens is shown, each displaying a different person using their phone. The screens are arranged in a layered, overlapping fashion. The background is a light-colored halftone dot pattern. The overall theme is digital communication and mobile technology.

**CE QU'IL FAUT
RETENIR DU DOSSIER
& LEVIERS D'ACTION**

150

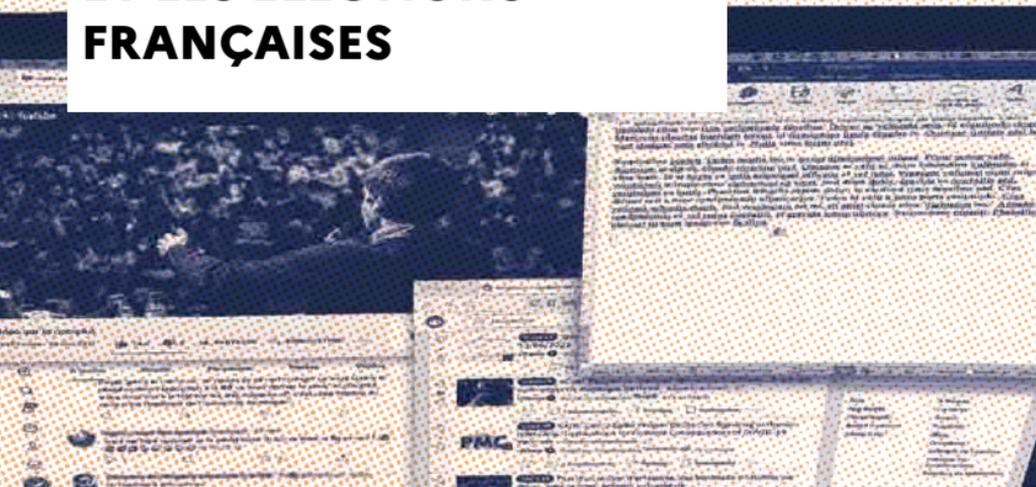
Si le web partait d'un modèle utopique de partage de l'information, sa démocratisation a éloigné l'utopie communautaire initiale. Dans le nouveau modèle du web de réseau, de création et de partage planétaire, l'espace public est fragmenté engendrant ainsi des pertes de confiance. La note ci-dessous récapitule les points clefs du dossier intitulé: Récits et contre récits. Itinéraire des fausses informations en ligne.

- 1 (Re)construire un récit collectif basé sur un socle d'acquis communs.** Les récits légitimes qui structuraient la société sont de plus en plus mis en doute, notamment car les institutions et les intermédiaires qui les portent ont perdu leur légitimité auprès de certains publics. Il est donc nécessaire pour l'État, les médias et autres institutions publiques de revaloriser l'altérité comme condition du débat public équilibré et de redéfinir un socle d'acquis partagés.
- 2 Définir une approche complexe du complotisme.** Le complotisme doit être envisagé comme une dynamique complexe entre entreprise politique, relation au fait démocratique, motivation économique, étude du corps social, croyances, etc. Seule une vision systémique permet de comprendre le phénomène et de lutter contre.
- 3 Tirer les leçons du passé.** La création de fausses informations peut être descendante, venant d'acteurs institutionnels. Dans le cas des campagnes d'ingérence, des actions précises peuvent être activées: accroissement de la transparence, du partage de données ainsi que de la collaboration entre les diverses parties prenantes pour tirer davantage de nos expériences passées.

- 4 Accroître la coopération entre les acteurs.** États, plateformes, citoyens, associations, chercheurs... il est indispensable d'augmenter la transparence, l'écoute et la coopération entre ceux qui luttent contre la désinformation pour assurer une bonne analyse des données et des observations et pour identifier les actions efficaces.
- 5 Rétablir des sources d'information de confiance, notamment en renforçant le nombre de journalistes par rédaction.** Accroissement exponentiel de la quantité d'information disponible, instantanéité d'un événement et de sa médiatisation, changement de modèle économique: Internet a bouleversé les médias avec des effets parfois délétères sur les informations partagées. Il importe de pouvoir se pencher sur le nombre de journalistes que doivent comporter les médias d'information et sur l'actionnariat des médias, notamment en vue d'assurer la transparence de leur gouvernance.
- 6 Au-delà de la modération, encadrer l'amplification des contenus en ligne et permettre aux utilisateurs de moduler les recommandations algorithmiques en fonction de leurs préférences.** La diffusion de fausses informations s'explique en premier lieu par des mécanismes psycho-sociaux universellement partagés. On observe une corrélation entre la propension à croire à ces fausses nouvelles et l'extrémisme politique. Les réseaux sociaux ont tiré parti de ces biais cognitifs dans l'amplification algorithmique de certains contenus, mais les groupes de désinformation utilisent eux aussi les algorithmes à leur profit.

- 7 Vérification, certification et hiérarchisation des contenus : améliorer la traçabilité et la fiabilité des sources.** Malgré la circulation libre des informations, il est nécessaire de ne pas mettre sur un même plan tous les discours présents dans l'espace public. Le numérique a tendance à niveler les prises de parole indépendamment de l'expertise et des méthodologies qui sont présentes derrière. Les plateformes sont des acteurs clés puisque leurs outils influencent la perception et la visibilité que les utilisateurs ont des informations.
- 8 Tous acteurs de la vérification.** L'hygiène informatique étant aussi l'affaire des citoyens, confrontés à des contenus qui brouillent de plus en plus la frontière entre vrai et faux, le renforcement de l'éducation aux médias, en commençant par la formation des personnels encadrant reste un axe sur lequel il faut élargir les actions et augmenter les ressources.

QANON, LA CULTURE NUMÉRIQUE ET LES ÉLECTIONS FRANÇAISES



Trois enseignements à tirer

Si l'on s'est beaucoup attaché à comprendre les nuances de QAnon, il est important de replacer l'influence croissante de ce mouvement dans le contexte de la culture numérique mondiale et de comprendre l'impact déstabilisant que des mouvements tels que QAnon peuvent avoir aux États-Unis et au-delà.

La portée des messages de QAnon continue de croître, malgré les tentatives des plateformes de réseaux sociaux d'en contrôler la propagation. En juillet 2020, Twitter a mis à jour ses algorithmes pour mettre fin à l'amplification des messages de QAnon et a banni des milliers de comptes liés à QAnon. En octobre 2020, Facebook a complètement exclu QAnon de la plateforme¹, après qu'une analyse interne² ait révélé des milliers de groupes et de pages dédiés à la diffusion de fausses informations³. Cela n'a pas empêché la migration des groupes QAnon vers Telegram, Signal et Discord, ni la création de réseaux sociaux d'extrême droite.

Le FBI a classé QAnon dans la catégorie des menaces terroristes intérieures, et l'impact de QAnon sur l'élection présidentielle américaine de 2020 est apparu clairement après les émeutes de janvier 2021 à Washington DC, où les partisans de QAnon ont pris d'assaut le Capitole pour tenter d'annuler les élections, en réponse à une théorie persistante (et discréditée) selon laquelle les élections auraient été manipulées en faveur de Joe Biden. Plus inquiétant encore, cette théorie, autrefois en marge de la culture Internet, a été adoptée par plusieurs candidats au Congrès américain⁴, conduisant à une exportation de la théorie dans le monde hors ligne.

Si QAnon a officiellement émergé en octobre 2017, l'infrastructure technologique et le contexte de la culture numérique qui ont finalement fait son succès sont en place depuis des décennies. 4chan et d'autres sites web similaires existent depuis 2003 et ont été le théâtre de comportements de trolling délibéré de la part d'utilisateurs, y compris la diffusion de fausses informations simplement pour provoquer le chaos (ou d'autres agendas discutés ci-dessous). QAnon n'a pas émergé d'un vide. Avant Q, il y avait plusieurs autres comptes anonymes prétendant être des fonctionnaires du gouvernement ayant un accès à des informations classifiées, notamment FBIAnon, WH Anon et d'autres.

Ce que l'on oublie souvent, c'est la culture numérique contemporaine qui fait de QAnon à la fois une incarnation des théories conspirationnistes qui traversent le monde depuis des siècles, et un mouvement à la position unique à l'ère numérique.

Comprendre QAnon

QAnon est un mouvement conspirationniste américain d'extrême droite qui a combiné plusieurs théories du complot populaires (nouvel ordre mondial, État profond, réseaux de trafic d'enfants, etc.) en un récit spécifique centré sur une bataille biblique entre l'ancien président américain Donald Trump et une cabale mondiale de pédophiles sataniques qui dirigeraient le monde en secret. Les membres de la Cabale seraient composés d'élites libérales et hollywoodiennes utilisant une drogue puissante appelée *adrénochrome*, extraite des glandes surrénales d'enfants torturés qui auraient été kidnappés et vendus via des réseaux de trafic d'enfants. Il ne s'agit

pas d'un récit nouveau, on en retrouve des traces dès le XII^e siècle⁵.

Les adeptes croient que Donald Trump a été choisi par Dieu pour démanteler l'appareil corrompu de l'État profond⁶. Cette théorie a vu le jour en 2017 sur le forum anonyme 4chan par un utilisateur connu sous le nom de Q qui prétendait être un haut fonctionnaire du gouvernement américain avec une *Q clearance*, c'est-à-dire ayant accès à des informations classifiées. Q publie régulièrement des « miettes », des messages hautement cryptiques que seuls les vrais croyants seront capables de déchiffrer, encourageant les utilisateurs à chercher des indices dans les messages Twitter de Trump notamment.

Annonçant régulièrement l'arrestation massive de membres de la Cabale et des révélations choquantes, les élections de 2020 ont été un grand choc pour les Anons, forcés de constater que la chute massive de la Cabale et la réélection de Trump ne se sont pas produites. Alors que certains étaient dévastés, une grande partie de la communauté a simplement reformulé ce récit comme un processus en cours, dans lequel la *vérité* sera révélée à des dates de plus en plus éloignées.

QAnon s'internationalise

La période sociale, économique et politique dans laquelle la pandémie mondiale a lieu, combinée à la frustration liée aux mesures de confinement strictes et à l'augmentation du temps passé chez soi ont été les principaux facteurs contribuant à l'exportation de QAnon dans d'autres régions géographiques, notamment en Europe. Que ce soit sur des sites web dédiés

ou des conversations Telegram, le contenu de QAnon est traduit, adapté et diffusé.

En France, où 46 % des adultes français ont indiqué qu'ils refuseraient le vaccin contre le Covid-19⁷, la désinformation anti-vaxx croissante est devenue un point d'entrée pour le contenu lié à QAnon. Ces théories complotistes, selon lesquelles les gouvernements utiliseraient les vaccins pour traquer la population, sont devenues une passerelle vers les concepts de la *Cabale*⁸, et d'autres contenus QAnon, notamment via le Canada francophone⁹.

Des sites comme *DeQodeurs* associent régulièrement les théories conspirationnistes sur les vaccins aux récits plus généraux de QAnon. Selon *Le Figaro*, la Miviludes, Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires, a suivi les groupes QAnon qui émergent en France à la demande de Marlène Schiappa, ministre déléguée à la Citoyenneté¹⁰. Cette dernière a d'ailleurs qualifié le développement de ces théoriciens du complot de *très inquiétant*. De son côté, le coordinateur national du renseignement français, Laurent Nuñez, fait écho à ce sentiment : « Les théories du complot ont pris un essor considérable avec les réseaux sociaux », a-t-il déclaré à *France 24* lors d'une récente interview¹¹, « On voit maintenant que les gens s'organisent en cellules clandestines. Évidemment, c'est une menace. »

Les élections nationales, en France notamment, peuvent ainsi devenir des moments où les communautés QAnon mettent en place des stratégies de déstabilisation des candidats, à l'instar du président en exercice Emmanuel Macron qui avait déjà été la cible d'ingérences étrangères en 2017 avec les *Macron Leaks*¹².

Trois considérations

QANON EST UN CONGLOMÉRAT D'AUTRES THÉORIES DU COMLOT ET CRÉE DES RÉSEAUX PLUS LARGES DE DÉSINFORMATION EN LIGNE

Une partie du danger de QAnon réside dans la fusion de plusieurs théories du complot différentes en un récit global et expansif qui attire et unit plusieurs petites communautés, les connectant les unes aux autres et poussant à une radicalisation croissante. Par exemple, les personnes qui étaient déjà réticentes à l'égard des vaccins et sensibles à la désinformation liant les vaccins à l'autisme peuvent trouver en ligne des personnes partageant les mêmes idées, mais qui croient aussi que les vaccins contiennent des micropuces permettant aux membres de la Cabale de traquer ceux qui tentent de découvrir la vérité. De la même façon, les membres des mouvements populistes trouveront des frères d'armes parmi ceux qui croient à l'accumulation des richesses par la Cabale et au contrôle étroit de l'économie mondiale. Les citoyens frustrés par les mesures restrictives de confinement peuvent y trouver une explication alternative : la pandémie ne serait rien de plus qu'un canular visant à éroder les libertés individuelles. Les évangélistes religieux se consolent en croyant que l'armée américaine combat littéralement les démons Illuminati dans des bases souterraines secrètes grâce à des directives transmises directement par Dieu¹³.

Dans son livre, *Cryptoscatalogie: Conspiracy Theory as Art Form*, l'auteur Robert Guffey classe les théories du complot en cinq catégories différentes : folie, désinformation, mésinformation, satire et recherche légitime.

Alors que certaines théories du complot entrent dans plusieurs catégories, QAnon est assez unique dans sa capacité à englober les cinq catégories.

Ceci signifie qu'il n'est pas possible de discréditer l'influence de QAnon en raison de ses racines pro-Trump. Le récit conspirationniste s'est étendu au-delà de ce récit et continuera à absorber d'autres communautés avec différentes préoccupations sanitaires, économiques ou politiques. Contrairement à d'autres théories du complot, comme celle qui doute de l'alunissage, l'univers de QAnon ne cesse d'évoluer et de s'étendre en temps réel, capable d'adapter et de réinterpréter les événements actuels de manière à maintenir leur vision du monde et à séduire une base de plus en plus large.

À mesure que ces groupes deviennent plus connectés entre eux et plus organisés, leurs techniques deviendront de plus en plus sophistiquées et coordonnées. En France, le contenu de QAnon a commencé par circuler dans des groupes des Gilets Jaunes et des groupes de soutien à Didier Raoult¹⁴.

À retenir : QAnon crée des récits globaux qui sont adaptés aux théories du complot locales.

QANON EST LIÉ À DES AGENDAS FINANCIERS ET GÉOPOLITIQUES SPÉCIFIQUES

L'amplification et la diffusion des théories complotistes de QAnon sont particulièrement intéressantes car elles révèlent un ensemble diversifié d'objectifs et d'agendas de la part de divers individus et États. Il existe plusieurs raisons pour lesquelles différentes personnes choisissent de partager des informations sur QAnon ou sur les théories conspirationnistes :

L'individu qui y croit. Il s'agit d'une personne qui croit sincèrement à ce qu'on lui dit. Elle représente l'utilisateur final, la cible destinée à consommer l'information. Ces personnes ne savent pas qu'elles diffusent des *fake news*.

L'individu qui veut créer le chaos. Il s'agit d'individus qui sont conscients qu'ils diffusent des *fake news* et qui le font quand même dans le but de créer le chaos et la confusion. Ces personnes sont communément appelées *trolls*, des personnes qui se plaisent à déstabiliser l'espace numérique.

L'influenceur qui en profite. Il s'agit d'une personne (ou d'un groupe de personnes) qui s'est construit une réputation en interprétant et en partageant des théories du complot. Ces personnes ont souvent acquis une crédibilité sociale grâce à une grande audience sur les réseaux sociaux, et ont souvent des incitations financières (par le biais de produits dérivés, de cours, de coaching, de parrainages) à partager les théories de QAnon avec leurs communautés. Étant donné le mélange de personnes qui composent les communautés QAnon, les influenceurs peuvent être positionnés dans les secteurs du bien-être alternatif, de la droite ou du populisme, de la religion ou autres.

Les fermes de contenus qui les vendent. Il s'agit de personnes qui tirent délibérément profit de la consommation de *fake news*. On peut donner l'exemple des fermes de contenus macédoniennes qui sont apparues pendant les élections américaines de 2016 et qui ont créé du contenu pour attirer les deux extrêmes du spectre politique. Elles n'avaient aucun intérêt direct dans le résultat de l'élection, elles voulaient simplement

gagner de l'argent en fonction des clics, par le biais de la publicité. Il existe de nombreuses entreprises qui fabriquent délibérément des *fake news* et de la désinformation.

Les groupes qui ont un agenda. Il peut s'agir d'individus, de groupes ou d'entreprises ayant un programme ou un objectif spécifique. Par exemple, ils veulent influencer une élection, un référendum ou un autre événement en manipulant délibérément les utilisateurs, comme cela a été le cas pendant la campagne du Brexit, où des informations erronées ont été sciemment diffusées pour tenter d'influencer les électeurs. Ces personnes utilisent la désinformation dans leur propre intérêt, dans la poursuite d'un objectif spécifique. En particulier, le succès des groupes de droite à utiliser des memes et d'autres contenus numériques pour diffuser délibérément de la désinformation pendant les élections¹⁵ de 2016 et 2020¹⁶ est bien documenté¹⁷.

Les gouvernements ayant des agendas géopolitiques. Il s'agit d'États ayant des objectifs géopolitiques spécifiques. Par exemple, des preuves récentes ont mis en lumière que la Chine et la Russie utilisent toutes deux la technologie pour amplifier le contenu de QAnon en Amérique dans le but de déstabiliser davantage le discours en ligne. Ce sont des acteurs qui ont les moyens techniques et financiers d'utiliser ces outils technologiques et la désinformation à leur propre avantage¹⁸.

À retenir: L'éducation des utilisateurs n'est donc pas la seule réponse à apporter. L'amplification de QAnon et d'autres théories du complot englobe à la fois les croyances individuelles, les flux de revenus des entreprises, les objectifs politiques et la politique étrangère.

QANON PROFITE DE LA GAMIFICATION ET DES COMMUNAUTÉS POUR SE PROPAGER

QAnon a ajouté un élément interactif et participatif aux théories du complot, particulièrement adapté à l'ère numérique. Les Anons se décrivent comme des *Patriotes* et des *White Hats*¹⁹, ce qui leur permet de se positionner comme les héros de ce récit. Dans un contexte d'incertitude économique, de pandémie mondiale et d'autres inconnues, les Anons peuvent rejoindre une communauté d'individus partageant les mêmes idées et qui ont été *appelés* à protéger et à défendre leur pays. Sur le plan psychologique, il est également important de noter que la montée des théories du complot s'aligne toujours sur les périodes de turbulences économiques et d'agitation sociale.

Dans leur article de 2017, les chercheurs Karen Douglas, Robbie M. Sutton et Aleksandra Cichocka, ont décrit trois motivations principales qui expliquent la croyance dans les théories du complot: le besoin de comprendre son environnement, le besoin de se sentir en sécurité et de contrôler son environnement, et le besoin de maintenir une image positive de soi et du groupe. QAnon fournit une explication aux événements effrayants, en simplifiant les événements mondiaux complexes en un archétype familier: le bien contre

le mal. Cette explication est paradoxalement perçue comme rassurante et porteuse de certitude. En tant que membres de cette communauté, les Anons sont invités à «faire leurs propres recherches», ce qui leur donne un sentiment d'autonomie et de contrôle. Cela leur confère aussi un sentiment de pouvoir : ils sont maintenant au courant de la vraie vérité. Enfin, les Anons ont des communautés florissantes dans lesquelles ils échangent des théories et des informations. La communauté, qui a ses propres dictons, images et symboles, crée un sentiment d'appartenance.

Enfin, comme il s'agit d'une théorie conspirationniste construite en temps réel, il y a toujours une raison de revenir pour en savoir plus, ce qui la rend plus divertissante et addictive. Les utilisateurs sont constamment encouragés à consulter les forums de discussion ou à parcourir les médias sociaux à la recherche d'indices et de conseils.

Conclusion

QAnon représente un nouveau niveau d'échelle et d'amplification de la désinformation, associé à une infrastructure technologique qui permet une organisation et une coordination sans effort entre des communautés en ligne autrefois disparates. Il s'agit d'une menace pour les démocraties partout dans le monde, car il existe des groupes avec des agendas qui continueront à utiliser QAnon pour leurs propres gains économiques et géopolitiques. Les gouvernements doivent être conscients que QAnon s'apparente davantage à un mouvement religieux qu'à une théorie du complot, ce qui signifie que l'éducation, les faits et les

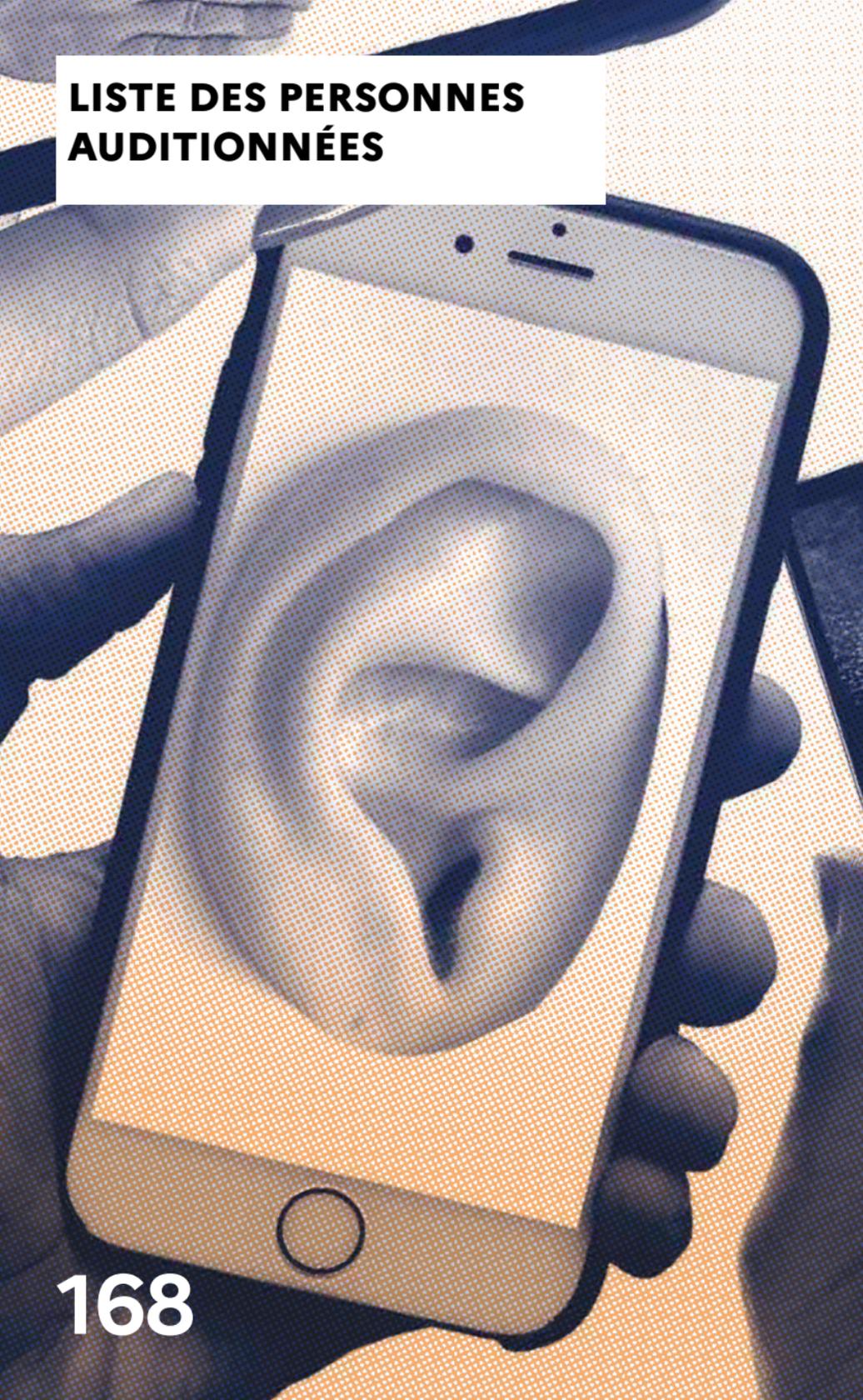
autres approches logiques ne fonctionneront pas et qu'il existe un risque émergent de voir se multiplier les manifestations et les événements en personne en raison d'une radicalisation accrue.

- 1 O'Sullivan, D. Three years later, Facebook says it will ban Anon. *CNN Business*. 7 octobre 2020.
- 2 Sen, A. & Zadrozny, B. QAnon groups have millions of members on Facebook, documents show. *NBC News*. 10 août 2020.
- 3 Seetharaman, D. Facebook Removes QAnon Groups as It Expands Anti-Violence Policy. *The Wall Street Journal*. 19 août 2020.
- 4 Rosenberg, M. & Steinhauer, J. The QAnon Candidates Are Here. Trump Has Paved Their Way. *The New York Times*. 14 juillet 2020.
- 5 Lavin, T. QAnon, Blood Libel, and the Satanic Panic. *The New Republic*. 29 septembre 2020.
- 6 La France, A. The Prophecies of Q. American conspiracy theories are entering a dangerous new phase. *The Atlantic*. Juin 2020.
- 7 Berrod, N. Covid-19: un vaccin obligatoire ? Quatre questions sur un sujet brûlant. *Le Parisien*. 10 novembre 2020.
- 8 La Cabale désigne un réseau de pédocriminels satanistes, en majorité Démocrates, qui auraient recours à du trafic d'enfants dans le but de récolter de l'adrénochrome.
- 9 Labbe, C., Padovese, V., Richter, M. & Harling, A.S. QAnon's Deep State conspiracies spread to Europe. *NewsGuard*.
- 10 Jacob, E. QAnon, cette mouvance pro-Trump conspirationniste qui touche la France. *Le Figaro*. 14 février 2021.

- 11** Conspiracy epidemic, born in US, spreads in Europe. *France 24*. 15 mai 2021.
- 12** QAnon's new Europe arm takes aim at Macron vote. *The Connexion*. 16 mars 2021.
- 13** Guffey, R. What is QAnon? A not-so-brief introduction to the conspiracy theory that's eating America. *Salon*. 16 août 2020.
- 14** Labbe, C., et al., op. cit.
- 15** Menegus, B. Trump's Troll Army Sets Its Sights on Europe. *Gizmodo*. 11 septembre 2016.
- 16** Thomas, E. Qanon Deploys 'Information Warfare' to Influence the 2020 Election. *Wired*. 17 février 2020.
- 17** Mecimer, S. The Left Can't Meme: How Right-Wing Groups Are Training the Next Generation of Social Media Warriors. *MotherJones*. 2 avril 2019.
- 18** Sindelar, D. The Kremlin's Troll Army. *The Atlantic*. 12 août 2014.
- 19** Le terme de *white hat* (en français: chapeau blanc) désigne un hacker bien intentionné, éthique et/ou qui utilise ses compétences en matière de cybersécurité afin de détecter d'éventuelles failles dans les systèmes informatiques. Le terme peut ici être étendu pour désigner des acteurs qui avertissent d'autres individus de vulnérabilités repérées dans le système politique.

LISTE DES PERSONNES AUDITIONNÉES

168

A hand is holding a white smartphone. The screen of the phone displays a large, detailed image of a human ear, viewed from the side. The background is a textured, halftone pattern. The phone's home button is visible at the bottom.

SYLVAIN CAVALIER

YouTubeur sur la chaîne «Le *debunker* des étoiles».

DAVID CHAVALARIAS

Directeur de l'Institut des Systèmes Complexes.

SYLVAIN DELOUVÉE

Maître de conférences habilité à diriger des recherches en psychologie sociale à l'Université de Rennes (membre du Laboratoire de Psychologie: Cognition, Communication et Comportement). Co-auteur avec Sebastian Dieguez de *Le Complotisme: Cognition, Culture, Société* (éditions Mardaga, octobre 2021).

PASCALE DUVAL

Porte-parole de l'UNADFI (Union nationale des Associations de défense des Familles et de l'Individu victimes de sectes).

MARC FADDOUL

Chercheur à la *School of Information* de University of California, Berkeley et au sein du projet Tracking Exposed.

CAMILLE FRANÇOIS

Chief Innovation Officer chez Graphika.

MATHIAS GIREL

Maître de conférences en philosophie à l'École Normale Supérieure, Directeur de l'UMS 3610 CAPHES (CNRS-ENS), Membre statutaire de l'USR3608 République des Savoirs (CNRS/ENS-Collège de France).

JULIEN GIRY

Docteur en Science Politique de l'Université de Rennes 1, Chercheur post-doctoral Université/IUT de Tours/PRIM (EA 7503) au sein du programme ANR «Vijie» (Vérification de l'Information dans le Journalisme, sur Internet et l'Espace public), Chercheur associé à l'IDPSP (EA 4640) — Université de Rennes 1.

PHILIPPE HUNEMAN

Directeur de recherche à l'IHPST (Institut d'Histoire et de Philosophie des Sciences et des Techniques (CNRS/Paris I Panthéon Sorbonne).

MARIE PELTIER

Historienne, professeure à la Haute École Galilée de Bruxelles.

DENIS PESCHANSKI

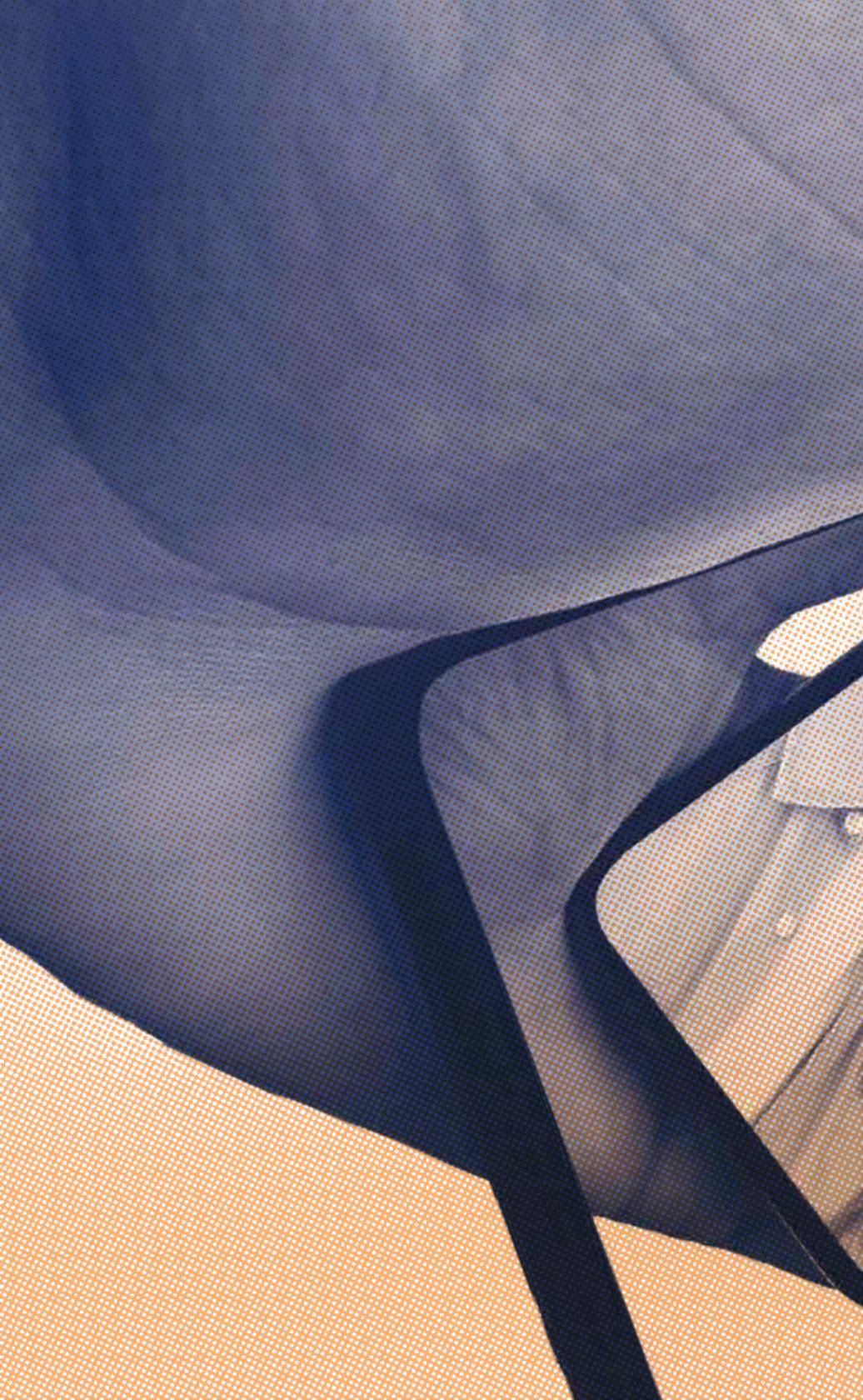
Historien, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale et des sciences de la mémoire. Directeur de Recherche au CNRS. Directeur scientifique de l'équipement d'excellence Matrice. Président des conseils scientifiques du Mémorial de Caen et du Mémorial du camp de Rivesaltes. Co-responsable scientifique du Programme 13 Novembre.

RUDY REICHSTADT

Président et fondateur de *Conspiracy Watch*.

ÉRIC SALOBIR

Président d'Optic et membre du Conseil national du numérique.



LES ENTRETIENS



172

**Du cerveau à l'appartenance sociale :
les mécanismes derrière l'adhésion
et la diffusion des rumeurs**

SYLVAIN DELOUVÉE 174

**Le complotisme
est un processus social**

JULIEN GIRY 182

**Théories du complot, emprise
sectaire et nouveaux gourous**

UNADFI 192

**Le complotisme est une passerelle
entre des discours extrémistes**

RUDY REICHSTADT 200

**L'ère de la post-vérité est celle
du relativisme ambiant en fonction
des croyances et de l'idéologie**

SYLVAIN CAVALIER 212

**Les Français ont le droit de savoir
comment les débats auxquels
ils participent se nouent**

GABRIEL FERRIOL 222

Du cerveau à l'appartenance sociale: les mécanismes derrière l'adhésion et la diffusion des rumeurs

ENTRETIEN AVEC SYLVAIN DELOUVÉE,
MAÎTRE DE CONFÉRENCES (2 JUILLET 2021)



174

Nous avons eu la chance d'échanger avec Sylvain Delouée, maître de conférences habilité à diriger la recherche en psychologie sociale à l'Université de Rennes sur les croyances collectives.

Il travaille depuis plus de dix ans sur les croyances collectives, en se concentrant sur les conduites dites « irrationnelles » avec une attention particulière portée sur les rumeurs et les théories du complot. Comme Sylvain Delouée nous l'explique : « c'est en étudiant Monsieur et Madame tout-le-monde qu'il est possible de distinguer les processus cognitifs qui sous-tendent les mécanismes de croyance et de transmission. » Attention l'un et l'autre ne vont pas toujours de pairs, surtout sur Internet !

Commençons par poser les termes du débat, faites-vous une différence entre rumeurs, théories du complot et infox (ou fake news), notamment au niveau des processus cognitifs impliqués ?

Je fais des différences, et je ne suis pas le seul, entre ces trois grands termes que vous venez d'évoquer, même si les processus cognitifs et socio-cognitifs sont très similaires voire identiques. Au niveau du traitement de l'informa-

tion — dans notre cerveau ou entre individus — ces trois types d'informations sont en effet traités de la même manière, mais elles ne relèvent pas toutes de la même chose.

Les théories du complot sont des récits, des histoires, qui visent à expliquer le monde, un événement ou des événements, en considérant que sa cause est due à un petit groupe qui agit dans l'ombre. J'insiste sur la notion d'histoire, car il s'agit d'un récit qui va être véhiculé de manière orale, ou aujourd'hui par les réseaux sociaux numériques. Ce récit n'est donc pas figé et il se transforme à chaque transmission.

Les rumeurs sont également des récits explicatifs visant à comprendre un événement ou plusieurs événements, sans

forcément incriminer un groupe spécifique. Il s'agit, par exemple, des peurs collectives qui sont liées à l'émergence de nouvelles technologies.

Les *fake news* sont des fausses informations créées à dessein. On parle de *fake news* lorsqu'un gouvernement, un groupe, un individu va manipuler ou transmettre des fausses informations dans une démarche de propagande ou de manipulation de l'information.

Pour récapituler, les deux premières cherchent à expliquer le monde sans émerger d'une volonté spécifique, tandis que la dernière est une manipulation volontaire et délibérée.

« Les théories du complot sont des récits véhiculés de manière orale, ou aujourd'hui par les réseaux sociaux numériques. Ce récit n'est donc pas figé et il se transforme à chaque transmission. »

Constatez-vous des évolutions historiques de ces phénomènes ?

Les rumeurs et les théories du complot reprennent historiquement toujours les mêmes thèmes. On retrouve par exem-

ple les thèmes de la santé, de la science ou de l'innovation, des violence urbaines ou de la ville — qui ont donné les études sociologiques sur les légendes urbaines. Parmi ces thématiques, les évolutions historiques des scénarios sont plus souvent de l'ordre de la variation stylistique ou contextuelle. Par exemple, en pleine pandémie, ce que l'on retrouve le plus sont des rumeurs ou des théories du complot entourant le sujet. Néanmoins, les mécanismes socio-cognitifs derrière l'habillage restent les mêmes. De plus, il n'existe pas d'étude scientifique montrant qu'il y aurait plus de rumeurs ou de théories du complot aujourd'hui par rapport aux périodes précédentes.

« Nous sommes passés d'une époque où les rumeurs, les fausses nouvelles et les théories du complot étaient liées à des petits groupes spécifiques à une forme de complotisme grand public. »

Ce qui a vraiment changé, c'est notamment le rôle des réseaux sociaux numériques et du numérique non pas dans la création de ces rumeurs, mais dans leur diffusion et dans leur accessibilité. Nous sommes passés d'une époque où les rumeurs, les fausses nouvelles et les théories du complot étaient liées à des petits groupes spécifiques — il fallait connaître ou être intégré dans des groupes sociaux spécifiques pour en avoir connaissance — à une forme de complotisme grand public. Aujourd'hui, il suffit d'avoir un compte sur un réseau social pour accéder facilement au complotisme, aux *fakes news* et aux rumeurs. Par ailleurs, si jusqu'à présent il fallait qu'une version officielle existe pour qu'il y ait une version complotiste, les réseaux sociaux, les smartphones et le numérique permettent une immédiateté entre l'événement et l'émergence de la théorie complotiste. On peut ajouter à cela une plus grande méfiance voire défiance aussi vis-à-vis des autorités instituées ainsi qu'un populisme de remise en question du pouvoir et des institutions. Pour caricaturer, dans ces schémas de pensée, il n'y a même pas besoin de savoir ce que dit *Le Monde* pour savoir que c'est un tissu de mensonges à la solde du Gouvernement, ni ce que dit tel ministre pour savoir qu'il ment.

Pour finir sur les évolutions, il faut rappeler que le premier mode de transmission des fausses informations, des rumeurs ou théories du complot est la transmission orale qui permet leur transformation. Aujourd'hui les fausses informations, les rumeurs ou les théories du complot se diffusent aussi par écrit, ce qui entraîne une certaine rigidité. Par exemple, un re-tweet revient à reproduire à l'identique. C'est très rare que des gens partagent en ajoutant des

commentaires. En étant un peu provocateur, on pourrait dire que cela nuit à l'originalité des théories du complot. Cependant, l'apparition de réseaux comme Tik Tok, Discord, ou Twitch a remis l'oralité en avant.

Parallèlement il y a l'émergence de la vidéo, à travers des plateformes comme YouTube. On a alors des vidéos qui sont retravaillées et transformées. Elles permettent à celui qui s'est improvisé enquêteur de trouver la vérité seul dans son coin en faisant des arrêts sur image pour trouver le détail révélateur. Le profil de l'enquêteur est d'ailleurs très présent dans les œuvres de fiction. Sur ce sujet, je vous invite à lire ma prochaine publication, co-écrite avec Sébastien Dieguez (Université de Fribourg), qui comporte tout un chapitre sur les théories du complot dans de la pop culture et la fiction (Le complotisme: cognition, culture, société, éditions Mardaga, octobre 2021).

**Face aux rumeurs
et aux théories
du complot, quel est
le rôle de notre cerveau ?**

Il me serait difficile de citer en quelques lignes tous les mécanismes et tous les biais impliqués. Néanmoins, et sans hiérarchiser l'importance des différents méca-

nismes, nous avons tout d'abord le fonctionnement inhérent de notre cerveau. Le psychologue Daniel Kahneman a expliqué que notre cerveau a deux manières de penser, deux systèmes. Selon lui, il y a une manière rapide et simple de penser (le système 1) qui s'appuie sur des stéréotypes, des évidences et des approximations. Il conduit à de nombreuses erreurs mais il fonctionne dans la vie de tous les jours et nous permet de faire plusieurs choses en même temps. Il est utilisé fréquemment car il est peu coûteux cognitivement. Le système 2 lui représente la pensée rationnelle, réfléchie, qui doit être décidée, qui demande du temps de traitement. Son utilisation est moins fréquente car plus coûteuse.

Or, dans la vie de tous les jours, nous essayons d'économiser notre attention cognitive en valorisant — inconsciemment pourrait-on dire — le système 1. De fait, nous avons tendance à tomber dans des biais cognitifs : des façons de raisonner plus simples, pour aller plus vite. Parmi les plus connus et plus utilisés pour les fausses nouvelles il y a par exemple le biais de confirmation d'hypothèse : la tendance à aller chercher des éléments qui confirment notre croyance plutôt que ceux qui l'infirmement. Ces biais cognitifs nous montrent que notre cerveau a tendance à préférer une théorie simpliste. Ils nous facilitent l'adhésion et la transmission d'une théorie du complot ou d'une rumeur mais ils ne suffisent pas à l'expliquer. Pour comprendre, il ne faut pas rester au niveau de l'individu mais s'intéresser au groupe social dans lequel les individus s'inscrivent. C'est en cela que les réseaux sociaux numériques ont un poids très important.

« Les biais cognitifs facilitent l'adhésion et la transmission des théories du complot et rumeurs mais ils ne suffisent pas à l'expliquer. Il faut s'intéresser au groupe social dans lequel les individus s'inscrivent. C'est en cela que les réseaux sociaux numériques ont un poids très important. »

Quels sont les processus et les mécanismes psychosociaux qui permettent l'adhésion et la diffusion de ces théories, rumeurs et fausses informations ?

Les processus motivationnels sont l'autre élément d'adhésion et de diffusion des théories complotistes et des rumeurs. Parmi ces motivations, le besoin de se sentir unique et le besoin d'appar-

tenance sont plus importants. Tout d'abord, le besoin de se sentir unique, différent. Ce besoin va nous amener à avoir envie d'adhérer et de diffuser des versions

opposées à la version officielle, de montrer que nous ne sommes pas des moutons et que nous pouvons penser par nous-même. Ça entraîne une fascination pour la pensée complotiste.

Puis le second grand besoin, qui est peut-être le plus important, est le besoin socio-identitaire, celui d'appartenance à des groupes. Nous sommes des êtres sociaux par essence, nous fonctionnons avec les autres, avec le regard des autres. Il y a donc un besoin d'affiliation, d'appartenir à des groupes sociaux, une communauté, à se sentir proche d'autres individus. Ce besoin de similarité va conduire à s'enfermer dans des groupes homophiles (dont les individus présentent les mêmes caractéristiques). C'est ce qu'on voit avec les bulles de filtre : Facebook et Twitter n'ont rien inventé, ils ne font que répondre au besoin d'être confronté à la similarité plutôt qu'à la différence. Cela fonctionne aussi avec les médias, les productions culturelles, etc.

« L'adhésion à des théories complotistes et rumeurs s'explique aussi par des processus motivationnels et des besoins socio-identitaires : le besoin de se sentir unique et le besoin d'appartenance à des groupes. »

En conséquence, le besoin d'appartenance à des groupes sociaux déterminés va entraîner une manière biaisée de lire le monde dans laquelle l'individu va avoir tendance à adhérer aux croyances de son groupe et à transmettre et diffuser des éléments qui vont lui permettre d'y être valorisé. Par exemple, des études ont montré que le complotisme est plus développé dans les extrêmes politiques, droite comme gauche. Sans vouloir assimiler ces deux bords, on constate d'un point de vue cognitif que les sympathisants ont une manière assez similaire d'interpréter les événements en voyant derrière des complots. La différence se situe au

niveau du thème explicatif invoqué qui, d'un point de vue politique, est très différent. En revanche, ces sympathisants remettent en cause la version officielle pour prétendre que dans l'ombre c'est un groupe qui agit, simplement ça n'est pas le même groupe. Mais, pour être valorisé dans le groupe social il va y avoir tendance à adhérer davantage à ces théories et surtout à les diffuser davantage. Cela explique aussi que sur bon nombre de théories du complot ou *fake news* thématiques, il a une hétérogénéité assez élevée avec autant des gens d'extrême droite comme d'extrême gauche, sauf qu'il ne s'agit pas des mêmes croyances.

Pour autant ce n'est pas parce qu'un individu est associé à un groupe en particulier qu'il va forcément véhiculer des rumeurs ou des théories complotistes. Il n'existe pas de profil-type du complotiste ou de celui ou celle qui adhère à des rumeurs ou à des *fake news*. Ces derniers temps, plusieurs sondages, et acteur publique, ont cherché à mettre en avant le profil-type ou le portrait du complotiste — homme, blanc, jeune, etc — mais il faut être très prudent avec ces résultats qui ont plus tendance à montrer des corrélations que des causalités. J'ajouterais aussi une vigilance particulière vis-à-vis de la pensée qui veut que seul l'autre adhère aux théories complotistes, car nous sommes toutes et tous concernés.

Le complotisme est un processus social

ENTRETIEN AVEC JULIEN GIRY,
POLITOLOGUE À L'UNIVERSITÉ DE TOURS (4 JUIN 2021)



182

Nous avons échangé avec Julien Giry, politologue à l'Université de Tours, membre du laboratoire PRIM et post-doctorant au sein du projet VIJIE soutenu par l'Agence nationale de la recherche, spécialisé depuis une dizaine d'années sur le conspirationnisme.

Julien Giry nous a donné son éclairage sur des questions particulièrement prégnantes au vu de l'actualité: y a-t-il plus de complots aujourd'hui qu'hier? Internet est-il un amplificateur ou un révélateur du complotisme? Que faire face au complotisme? Pour Julien Giry, le complotisme doit être appréhendé comme un processus social et politique, voire comme un «aiguillon de la démocratie».

Le complotisme est-il un phénomène nouveau?

Non, absolument pas, c'est phénomène qui existe depuis l'Antiquité au moins. Tout dépend d'où on parle. Par exemple, la situation des États-Unis et celle de la France sont, à cet égard, très différentes.

Aux États-Unis, depuis la révolution américaine au moins, le complotisme est omniprésent dans l'espace public et dans la culture populaire. Il est même relativement bien accepté socialement. Parmi les premières lois prises après l'indépendance des États-Unis, on trouve les *Aliens and Sedition Acts* (1798) qui se nourrissent de l'idée qu'il y aurait un grand complot des étrangers pour restaurer la monarchie. Le système bi-partisan est lui aussi le fruit des théories du complot et de la création d'un parti anti-maçonnique dans les années 1920-1930. Je ne parle même pas de la légitimation du complot dans les instances politiques américaines. On peut par exemple citer la «Peur rouge» en 1919 où le gouverneur de New York voit des infiltrés étrangers, anarchistes et juifs partout, ou le MacCarthysme et la «chasse aux sorcières», les *Tea Parties* et, plus récemment, Donald J. Trump évidemment. C'est donc quelque chose de très ancien et de très accepté. À titre

d'exemple, depuis qu'on a des études sur l'assassinat de Kennedy (1967-1968 environ), on a à peu près 80% des Américains qui pensent que Kennedy a été victime d'un complot quelconque, sans qu'aucune variable socio-culturelle ne joue. Donc aujourd'hui, avec QAnon, on ne tombe pas des nues. QAnon est en fait une théorie « attrape-tout » qui cristallise et amalgame différents thèmes bien connus du complotisme américain.

En France, la situation est un peu différente. Le complotisme naît notamment des idées de l'Abbé Barruel, qui explique que la Révolution française est due à une triple conspiration des philosophes, appelés *démagogues*, des Francs-maçons, et d'une société encore plus secrète que sont les Illuminati, terme forgé à l'époque par John Robison¹ qui présente, pour sa part, la Révolution américaine comme le fruit d'une conspiration mobilisant à peu près les mêmes forces. Ensuite, toujours en France, tout au long du XVIII^e et du XIX^e siècle, on a tout un développement autour du mythe jésuite. Cet ordre, interdit avant la Révolution, serait infiltré partout et constituerait une sorte de cinquième colonne pour pervertir le trône et l'Église. Des manuels de « physionomie sociale », tel celui de Johann Kaspar Lavater, expliquent comment reconnaître les jésuites par leur apparence physique... On retrouvera ces éléments dans les thèmes antisémites. Tout au long de la III^e République, les mythes des complots franc-maçon et juif s'étalent dans la presse avec des propos incroyables sur les juifs français comme Léon Blum notamment. À cette époque, le complotisme et l'antisémitisme ont pignon sur rue. Maurras parle à l'époque des « quatre états confédérés » qui composent selon lui l'Anti-France : les protestants, les juifs, les francs-maçons, et les « métèques ».

Avec le régime de Vichy, on atteint une sorte de summum puisque ces théories sont transformées en politiques publiques.

184 L'un des tous premiers actes pris par le régime est d'ailleurs d'interdire la franc-maçonnerie (loi du

13 août 1940), avant même l'édiction du statut des juifs (loi du 3 octobre 1940). S'en sont suivis les textes sur les juifs et les massacres de la Seconde guerre mondiale. Il y a un tournant en France après 1945, l'acceptabilité sociale des théories du complot est bien moindre dans la population française après la chute du régime de Vichy. Cependant, elles ne vont pas disparaître mais plutôt être reléguées dans certains cercles plus confidentiels, notamment au sein du champ des droites radicales.

« Dire que le complotisme aujourd'hui atteint des niveaux sans précédent, cela manque de profondeur historique. »

La question à laquelle il est impossible de répondre c'est : est-ce qu'on y croit aujourd'hui plus qu'avant ? Nous ne pouvons pas répondre, faute d'études. Aux États-Unis, la seule étude sur une longue période que l'on possède c'est celle sur la mort de Kennedy. Pour le reste, on n'a pas de recul. En revanche, ce qui est à peu près certain, c'est que le conspirationnisme reste dans des espaces relativement marginaux. Par exemple, Michael Butter estime que de nos jours l'adhésion au complotisme est beaucoup plus basse qu'aux XIX^e et début du XX^e siècles. Donc dire que le complotisme aujourd'hui atteint des niveaux sans précédent, cela me paraît hasardeux et, en tous cas, manquer de profondeur historique. C'est une erreur que de se focaliser uniquement sur ce qui se passe depuis les années 2000.

Comment le complotisme a-t-il évolué depuis les années 2000, en particulier avec l'arrivée d'Internet ?

Internet a agi à plusieurs niveaux. En premier lieu, la vidéo va jouer un rôle important d'une sorte de retour de ces théories, à

travers leur publicité. Aujourd'hui, on peut faire une vidéo très facilement, avec des logiciels gratuits, sans avoir besoin d'être expert en informatique. On sous-estime souvent un côté très esthétique dans les contenus conspirationnistes : on a souvent de belles musiques, de beaux paysages, les vidéos vont reprendre des éléments de films connus, on ajoute des photomontages etc. On va donc recombinaison tous ces éléments de la culture populaire pour recréer une unité de sens, évidemment subjective et militante, au service d'une cause. Là-dessus, les djihadistes ont suivi la même recette. C'est une manière de réenchanter le monde, sur un mode presque irénique parfois.

De même, l'Internet a permis une plus grande visibilité et publicité, en France notamment, de théories qui restaient, nous l'avons dit, jusqu'alors reléguées à des cercles plus confidentiels et difficiles d'accès. Internet apparaît de ce point de vue comme une chambre d'écho pour les théories conspirationnistes.

« Ce n'est pas l'algorithme qui est le problème en soi, il n'a pas été créé pour nourrir le complotisme, c'est le complotisme qui se sert de l'algorithme. »

Ensuite, il est indéniable que les bulles de filtres ont un impact. Mais ce n'est pas l'algorithme qui est le problème en soi, il n'a pas été créé pour nourrir le complotisme, c'est le complotisme qui « se sert » de l'algorithme. On ne va pas se voir proposer demain des dizaines de vidéos complotistes si on n'a pas fait d'abord la démarche préalable de consulter une ou plusieurs vidéos sur ce thème. C'est là qu'il faut aussi

se forcer à «casser» l'algorithme, et cela peut passer par différentes méthodes au moins au niveau individuel: on peut utiliser des logiciels qui empêchent le tracking sur son ordinateur par exemple ou faire l'effort d'aller consulter différents types de sites et de contenus. Ces éléments doivent faire partie de l'éducation aux médias.

Enfin, Internet a une dimension sociale, de socialisation. Rappelons que le complotisme est un processus de radicalisation intellectuel, mais c'est aussi et surtout un processus social. Il est important de comprendre ces interactions entre personnes qui pensent de la même façon, notamment lorsque leur croyance est disqualifiée dans l'espace public. Internet permet de retrouver des espaces de liberté alternatifs, des communautés de repli dans lesquelles on n'est plus seul. En plus il y a un effet de loupe où on a l'impression qu'on est très, très, nombreux à penser de la même manière, et si on est très nombreux c'est qu'on ne peut pas avoir tort. Pour les personnes qui ont vécu un processus de désaffiliation sociale qui peut aller très loin, jusqu'au divorce, à la dissolution d'amitiés ou au licenciement, tous ces nouveaux liens vont permettre de retrouver, au-delà même de la croyance, un réseau de sociabilité qui rend très difficile de sortir de la croyance car cela entraînerait une deuxième désaffiliation sociale, peut-être même encore plus douloureuse que la première.

Que faire face au complotisme ? C'est la question la plus difficile. Tout dépend avec qui? Quand? Et comment?

Le piège du complotiste c'est que c'est une forme pseudo-critique à la fois accusatoire et victimaire: elle se présente comme hypercritique, en disant «je doute de tout, tout est manipulation, tout est pipé, ...». Et dans le même temps, on doute de tout sauf de l'idée qu'il existe un complot. L'approche hyper-critique est donc contrebalancée par une approche infracritique, c'est-à-dire qui va à l'encontre de la critique. On sort de cette dialectique

ou de ce paradoxe par l'accusation d'un côté: «il existe un grand complot dont les fomenteurs sont les juifs, les francs-maçons, Big Pharma etc.» et la victimisation de l'autre: «on m'empêche de révéler ce grand complot au grand jour à mes concitoyens». C'est là que le piège du complotisme se referme: il devient un système de pensée, une vision du monde hégémonique où tout s'explique par une seule chose: le complot. Tout est lié, rien n'arrive par hasard, les choses ne sont pas/jamais ce qu'elles prétendent être.

Si on prend les initiatives *top-down*, en particulier les organismes de *fact checking* mis en place par certaines rédactions, ce n'est pas une mauvaise chose, au contraire même. Mais c'est arrivé un peu tard, avec dix ans de retard environ: si on est déjà persuadé que *Le Monde*, *Le Figaro* ou *Libération* sont à la solde du pouvoir (occulte), voir que ce sont eux qui font le *fact checking*, c'est inefficace. En revanche, ce type d'initiatives est intéressant pour des individus qui se posent des questions, qui sont véritablement dans une phase de doute, mais qui ne sont pas encore avancés dans cette démarche de radicalisation vers une vision du monde réellement complotiste.

«C'est à nous d'essayer de discuter,
de prendre le doute au sérieux.»

À notre niveau individuel, on peut aussi faire des choses. Quand on a à faire avec des gens qui sont dans une démarche de doute sincère, il faut agir. C'est à nous d'essayer de discuter, de prendre le doute au sérieux en disant par exemple «Admettons que le gouvernement nous ment, alors pourquoi est-ce que cette critique que tu formules à l'égard du gouvernement, tu ne la formulerais pas aussi à l'égard des sources alternatives que tu trouves sur Internet?» On peut faire des recherches ensemble, accompagner...

apprendre à lire une image, apprendre la contextualisation d'un texte, apprendre à lire les données, à hiérarchiser les sources et les producteurs de savoirs, etc. Tout le monde en parle, mais cela prend du temps parce qu'il faut déjà former les formateurs.

Il faut aussi faire confiance aux gens. Il y a des effets de mode : les gens vont croire à quelque chose à un moment, mais vont aussi abandonner cette croyance par la suite. Il ne faut pas trop s'alarmer et encourager le doute, mais le vrai doute.

Peut-on qualifier le complotisme de mouvement politique ? Je suis convaincu que le complotisme est une forme de politisation, voire de proto-politisation car les propositions alternatives sont en fait peu nombreuses. Le complotisme se nourrit en partie de dysfonctionnements démocratiques réels. Les anti-complotistes s'opposent frontalement parce qu'ils ont aussi une vision « naturalisée », voire aristocratique, de l'ordre social tel qu'il est établi. La défiance est délégitimée *a priori*, elle est irrationnelle, voire même pathologique, pour les partisans de cette vision de l'ordre social. Pourtant, force est de reconnaître qu'il y a des phénomènes qui gangrènent l'espace public, comme le chômage de masse, la mal-représentation et la confiscation du pouvoir par une certaine élite sociopolitique, etc., qui rendent la contestation légitime. La sociologie politique l'a montré depuis assez longtemps. Sans remonter jusqu'à Robert Michels et à ses travaux sur la loi d'airain de l'oligarchie dans les années 1920, on peut citer les travaux d'Alain Garrigou sur Sciences Po et l'ENA, ceux de Pierre Bourdieu ou encore de Nicolas Hubé qui montrent comment certaines catégories populaires sont exclues du champ du pouvoir, non pas du fait d'un complot ou d'une volonté organisée, mais en raison de structures sociales établies. Or, la sur-information actuelle de la population lui rend intolérable des

phénomènes qui pré-existaient. Du reste, nous savons aujourd'hui que ce n'est pas la sous-information mais plutôt le nombre croissant d'informations en circulation dans l'espace public qui permet de générer des explications alternatives des événements, en particulier des explications complotistes.

Les théories du complot ne sont pas l'apanage d'imbéciles, c'est, dans nos régimes, une sorte d'aiguillon de la démocratie, si je puis dire. Elles disent qu'il y a quelque chose qui ne va pas et il ne faut pas le négliger. Les complotistes sont des individus qui se rendent compte de ces dysfonctionnements et qui essayent de les expliquer et de trouver des solutions, certes hasardeuses et erronées. Si l'on ne repense pas de façon structurelle la dimension populiste des théories du complot et qu'on reste convaincu que le champ politique est incapable de se réformer et de faire son autocritique, alors il restera lui-même générateur de visions alternatives de plus en plus déifiantes.

1 Le terme est forgé à partir d'une traduction hasardeuse du nom d'une société secrète bien réelle cette fois, les Illuminés de Bavière (1776–1784).

Théories du complot, emprise sectaire et nouveaux gourous

QUATRE QUESTIONS À L'UNADFI (18 JUIN 2021)



192

Nous avons rencontré Marie Drilhon, vice-présidente de l'Unadfi et présidente de l'Adfi des Yvelines (78), et Pascale Duval, coordinatrice de l'Unadfi autour du lien entre le complotisme et le sectarisme, le rôle d'Internet dans l'emprise sectaire et les tendances qu'elles observent depuis le début de la pandémie de Covid-19.

L'Unadfi est une association créée au milieu des années 1970 qui vient en aide aux proches de victimes d'emprise sectaire et qui a récemment étendu son activité aux théories du complot.

Quel lien peut-on faire entre les théories du complot et l'emprise sectaire ?

Pascale Duval En fait, nous nous sommes toujours occupés de théories du complot, mais nous les appelons « gourous ». Les mouvements sectaires comportent nécessairement une part de complotisme : pour que l'emprise sectaire se maintienne il faut qu'il y ait une peur d'en sortir et donc désigner un ennemi, un responsable... Ce sont les mêmes processus qui sont à l'œuvre, on y observe une triple rupture qui est le signe de l'emprise sectaire : la destruction de la personne ; la destruction de la famille ; et la destruction de la société¹.

Ensuite, il faut souligner que ce n'est pas nous qui apposons le qualificatif de « mouvement » ou d'« emprise sectaire ». Ce n'est pas à nous d'imposer une vérité à cet égard. Par exemple, dans le cas du complotisme, ce sont les victimes qui sont venues spontanément à nous en se décrivant sous emprise sectaire, alors qu'elles étaient victimes de théories du complot.

« Les mouvements sectaires comportent nécessairement une part de complotisme. »

Marie Drilhon Ce qui s'est aussi passé ces dernières années, c'est que le complotisme est sorti au grand jour, seul, sans emprise ou appartenance sectaire. Le public a donc pris conscience, *in vivo*, de ce qu'était le discours qui permettait des formes d'emprise. En étant confronté plus facilement aux thèses complotistes, on se rend compte de la facilité avec laquelle on peut y adhérer et basculer dans une vision alternative de la réalité qui peut nous enfermer, voire nous mettre en danger.

On observe aussi que toutes les théories pour lesquelles nous recevons des signalements s'enracinent dans des doctrines anciennes qui nourrissent les groupes sectaires. Par exemple, les mouvements autour de la santé, notamment dans le contexte de la pandémie de Covid-19, ont des bases doctrinales proches du mouvement *New Age*.

L'une des principales missions de votre association consiste à identifier les mouvements sectaires et alerter.

Quel a été l'impact d'Internet à cet égard ?

P. D. La question d'Internet — et notamment des réseaux sociaux — nous préoccupe depuis plusieurs années car elle fait partie des outils de structuration des mouvements à dérives sectaires. Internet a considérablement complexifié l'identification des mouvements sectaires. Avant, sur papier, il était plus facile d'identifier, de situer et de repérer un mouvement sectaire. Les groupes étaient assez circonscrits, connus et nous pouvions quasiment obtenir les noms des membres dirigeants en échangeant avec les autorités. Leurs noms étaient relativement stables parce que tout changement était coûteux. Aujourd'hui, la présence sur la toile est tellement importante qu'il nous est impossible de faire un repérage complet.

Internet a permis la prolifération, en plus de la multiplication des identités. Sur Internet, le même groupe peut avoir plusieurs noms, plusieurs sites ou même plusieurs réseaux sociaux avec des noms différents. Par exemple, l'Église universelle de Dieu, qui est très présente au Brésil, a été repérée en France en 2014 et a changé de nom. Nous avons ensuite mis deux ou trois ans à la retrouver. Les groupes ont donc recours à différentes stratégies pour se protéger en ligne : tout le monde a un pseudo, ils font très attention de ne pas faire apparaître sur la toile des éléments compromettants, ils changent fréquemment de nom, etc. Nous observons aussi des stratégies dans le recrutement même : il y a un prosélytisme ciblé vers certains profils particulièrement à l'aise avec le numérique, le développement web etc. J'ai eu au moins trois témoignages de victimes qui m'ont expliqué avoir été « embauchées » (ce sont leurs mots). Je pense notamment à un cas où un jeune en études d'informatique avait été ciblé pour s'occuper de l'informatique du groupe. Ce n'est pas surprenant, les gourous sont plutôt âgés et ont donc besoin de jeunes pour s'occuper du numérique, des réseaux sociaux, des sites, ...

Enfin, Internet a donné à ces groupes un formidable outil en leur permettant de propager très rapidement et très facilement leurs messages. Le problème qu'on a aujourd'hui, c'est que plus une information est répétée sur la toile, plus elle paraît vraie. Or, les scientifiques, et nous aussi d'ailleurs avec l'association, ne seront jamais assez nombreux pour que la bonne version des faits soit répétée autant de fois que la fausse.

« Internet a permis la prolifération,
en plus de la multiplication des identités. »

M. D. À cela s'ajoute le fait que les mouvements sont de plus en plus éparpillés et constituent moins un mouvement unique qu'auparavant. Un mouvement qui illustre ce phénomène est celui du *channeling* qui consiste en un ensemble de liens tissés entre des personnes ou des petits groupes en ligne. Ces adeptes vont se réunir sur différents sites et se donner mutuellement la parole. C'est un peu comme les mouvements évangéliques où différents pasteurs sont invités à intervenir. On est face à des plateformes d'intervention similaires qui s'entraident et se font de la publicité mutuellement. C'est une nouveauté avec Internet.

P. D. Aujourd'hui nous parlons de nébuleuse, c'est-à-dire d'un amas de micro-groupes aux limites imprécises réunies autour de croyances, de doctrines. Ce sont des gens qui vont faire valoir le même dogme, mais ils sont des centaines. Ils adoptent la même ligne, mais les suiveurs peuvent éventuellement passer d'un groupe à l'autre, et ça, c'est essentiellement dû à Internet, et c'est extrêmement dur à tracer !

Comment Internet a-t-il affecté la nature même des mouvements sectaires ? Est-on passé de la figure du « gourou » à celle de l'« influenceur » ?

P. D. En ce qui concerne la nature des mouvements sectaires, on observait auparavant des formes très classiques, comme par exemple la Fraternité blanche universelle : ils détiennent un site classique sur lequel on trouve le fond de la doctrine (même s'ils ne disent pas tout). Ces sites sont relativement faciles à identifier pour l'association. Après, ce qu'on ne maîtrise pas, ou plus, c'est que certains adeptes, voire dirigeants, vont utiliser des réseaux plus contemporains, en occultant leur étiquette d'adepte, et vont y proposer leurs dogmes. Le prosélytisme se fait donc dans un premier temps de façon déguisée, par exemple par des pages Facebook.

196 Ce mode de fonctionnement est particulièrement difficile à appréhender pour l'association puisqu'il

peut être très compliqué d'identifier le lien entre le site traditionnel du mouvement et la page Facebook sur laquelle le recrutement a lieu.

M. D. Une autre différence entre les mouvements classiques — comme par exemple la Scientologie ou les Témoins de Jéhovah — et les nouveaux mouvements sectaires réside dans la revendication par les membres de leur identité d'adepte. Quelqu'un m'avait demandé si on pouvait être scientologue sans le savoir et la réponse est non, on se revendique comme tel. En revanche dans les nouvelles mouvances comme le *New Age*, le développement spirituel etc, les membres ne disent pas clairement qui ils sont. Il y a donc deux nébuleuses qui se superposent : une nébuleuse d'adeptes pour chaque mouvement et, pour chaque adepte, une nébuleuse de croyances auxquelles il ou elle adhère. Nous l'observons particulièrement autour du bien-être : on mêle du soin, du *channeling*, de l'alimentation... La définition du mouvement, mais aussi de l'adepte est donc beaucoup plus floue.

P. D. Sur le passage des *gourous* aux *influenceurs*, c'est tout à fait ça. Dans le cas des nébuleuses, on est exactement sur cette forme de suiveurs. Et de fait, on peut se demander si certains influenceurs ne sont pas des gourous. Les mouvements sectaires se sont toujours adaptés à la société : un mouvement sectaire répond à un besoin. À une demande légitime, ils apportent des réponses. Si ces réponses doivent être apportées sur Internet, cela se passe de cette façon. Il y a toujours un fond de politique, au sens large, dans un mouvement sectaire. Le mouvement sectaire représente une forme de société dans la société : ils cherchent à imposer leurs propres lois, leurs propres dogmes, leur propre vision du monde.

Quelles sont les tendances que vous observez depuis le début de la crise sanitaire ?

P. D. Actuellement, on observe une effervescence liée à la crise, mais le phénomène a toujours existé. On sait qu'à chaque crise qu'un pays traverse, il y a cette effervescence des mouvements sectaires. Ce qui a changé en mars 2020 c'est que cette effervescence a été plus forte parce que la crise est mondiale. Nous n'avons donc pas été surpris par cette résurgence, cependant il est tout à fait normal que le grand public l'ait été: le Covid-19 a généré un questionnement sur les mouvements sectaires sans précédent.

Sur le fond même des récits alternatifs autour du Covid-19, il n'y a pas tant de nouveauté que ça. Nous les connaissons depuis au moins 1994 avec deux ouvrages notamment: *La Mafia médicale* de Ghislaine Lanctôt et *Celui qui vient — Tome 2 — Les Dossiers sur le Gouvernement Mondial* d'Anne Givaudan. Les deux portent sur des théories complotistes médicales avec, déjà à l'époque, le mythe des puces dans les vaccins par exemple. Dans le fond, QAnon ou d'autres théories du complot qui mélangent politique et ésotérisme, existent donc depuis longtemps.

« À chaque crise qu'un pays traverse, il y a cette effervescence des mouvements sectaires. »

M. D. Nous remarquons aussi un changement dans le profil des personnes recrutées depuis le début de la crise sanitaire. Avec le confinement, certaines personnes ont perdu leur réseau habituel de lien social, quelle que soit sa taille. Ce vide a été comblé par Internet et ces personnes ont été enfermées dans des groupes en ligne. À cet égard, le fonctionnement des plateformes et de leurs algorithmes de recommandation est particulièrement important: les personnes isolées ont pu aisément trouver

d'autres personnes pensant comme elles. C'est un phénomène récent et nouveau qui se traduit par une hausse du nombre de personnes sous emprise.

P. D. La crise sanitaire et la prolifération de théories du complot et récits alternatifs autour ont effectivement modifié le profil des adeptes. Auparavant, les études s'accordaient sur le fait qu'environ 75% des adeptes appartenaient plutôt aux classes sociales supérieures — il faut rappeler qu'appartenir à un groupe sectaire peut être onéreux (participations à des stages, matériel particulier...). Là, avec la crise, les groupes s'invitent encore davantage chez vous. Donc le niveau social a un peu baissé.

L'Unadfi (Union nationale des Associations de Défense des Familles et de l'Individu victimes de sectes) a pour but de prévenir les agissements des groupes, mouvements et organisations à caractère sectaire. Elle a étendu ses travaux à la radicalisation et aux théories du complot. Elle a pour mission de défendre et d'assister les familles et l'individu victimes de toutes organisations quelles que soient leur appellation, leur forme et leurs modalités d'action, portant atteinte aux Droits de l'Homme et aux libertés fondamentales définis par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

L'UNADFI est une association reconnue d'utilité publique, agréée par les Ministères de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse et des Sports, membre associé de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF).

1 Pour plus d'informations sur les caractéristiques des sectes selon l'UNADFI, vous pouvez consulter notamment la page dédiée sur le site de l'UNADFI, Unadfi.org.

Le complotisme est une passerelle entre des discours extrémistes

ENTRETIEN AVEC RUDY REICHSTADT,
FONDATEUR DE CONSPIRACY WATCH (11 JUIN 2021)



200

Comment lutter contre le complotisme ? Nous avons échangé autour de ces questions avec Rudy Reichstadt, fondateur de *Conspiracy Watch* (CW).

Le militantisme anti-conspirationniste peut-il paradoxalement nourrir le phénomène qu'il cherche à endiguer ? Que dit le complotisme contemporain de notre société ? Nous avons échangé autour de ces questions avec Rudy Reichstadt, fondateur de *Conspiracy Watch* (CW), service de presse en ligne entièrement consacré à l'information sur le phénomène conspirationniste, le négationnisme et leurs manifestations actuelles, et auteur de *L'Opium des Imbéciles* (Grasset, 2019).

Pourquoi avez-vous créé CW et quels constats portez-vous aujourd'hui ?

Le site est né en 2007 d'une inquiétude face à la multiplication des contenus complotistes. Le complotisme est loin d'être nouveau, mais ce qu'on pouvait voir au début des années 2000 c'était le réel succès rencontré par ces thèses avec la conjonction de deux phénomènes : le 11 septembre 2001 et la pénétration d'Internet dans les foyers. D'ailleurs, le premier *blockbuster* du web, c'est *Loose Change*, un film complotiste sur le 11 septembre qui date de 2005.

En 2007, nous avons donc commencé par faire un travail de *fact checking* et de *debunking* sur tout ce matériel pré-existant sur les théories du complot autour du 11 septembre. Nous ne souhaitons pas uniquement nous intéresser aux faits, mais aussi examiner qui diffuse ces théories. Finalement, nous avons retourné contre le complotisme sa grande question rhétorique : à qui cela profite-t-il ? On observe que les auteurs complotistes ne parlent pas de nulle part, ils ont un parcours. Sans surprise, ce parcours chemine très souvent depuis les extrêmes politiques, notamment de l'extrême droite avec un discours qui blanchit ces théories. Par exemple, pour en revenir

à *Loose Change*, ce film s'appuie en grande partie sur des sources de l'*American Free Press*, une publication complotiste fondée par un négationniste américain.

« Les auteurs complotistes ne parlent pas de nulle part, ils ont un parcours. »

Nous avons aussi l'idée que, dans sa structure-même, ce discours complotiste a une parenté très forte avec le négationnisme. Lorsque j'ai vu les théories du complot arriver et prendre de l'ampleur, j'y ai vu quelque chose que je connaissais dans la manière de développer le discours. On retrouve la même stratégie visant à mêler le vrai et le faux, les mêmes « millefeuilles argumentatifs », le même renversement permanent de la charge de la preuve. Et puis, tant dans le négationnisme que dans le complotisme, on observe cet hypercriticisme sur tout ce qui contrarie la thèse du complot et, au contraire, une très grande facilité à accepter tout ce qui va nourrir la théorie complot. On voulait donc aussi mettre au jour les liens qui unissent la partie la plus dynamique de cette mouvance conspirationniste (qui était à l'époque principalement la mouvance soralo-dieudonniste) et la mouvance négationniste.

Nous avons donc commencé à produire un discours critique sur la complosphère avec un site qui se voulait être un site d'information, appuyé sur un travail journalistique. *Conspiracy Watch* a fonctionné pendant 10 ans de manière bénévole avec un petit nombre de rédacteurs réguliers. À partir de 2017, le média s'est professionnalisé, avec le soutien financier de la Fondation pour la Mémoire pour la Shoah et nous sommes devenus un service de presse en ligne.

Au-delà du *fact checking* et du *debunking* (comprendre par où est passée la théorie du complot, son parcours, la réintégrer dans le temps long de l'histoire politique...), nous faisons aussi du *prébunking*. Nous cherchons à anticiper le risque informationnel que représente le

complotisme en devançant les fièvres conspirationnistes avant qu'elles ne surviennent. Par exemple, avant même la sortie du film complotiste covidosceptique *Hold-Up*, nous avons repéré les personnes qui y sont sollicitées comme expertes telles que Alexandra Henrion-Caude, Silvano Trotta ou Valérie Bugault. Dès l'été 2020, nous avons publié des notices d'information à leur sujet ou à propos des notions mentionnées dans le « documentaire », comme le *Great Reset*. De fait, lorsqu'*Hold-Up* est sorti, toute la communauté de *fact checkers* et de *debunkers*, mais aussi de citoyens intéressés par ces sujets a pu s'appuyer sur ce travail critique que nous avons mené en amont.

Parmi nos travaux, nous avons aussi réalisé plusieurs vagues de sondages (fin 2017, fin 2018 et début 2020) avec l'Ifop et la Fondation Jean Jaurès. De même, nous avons produit des vidéos dessinées à caractère pédagogique avec le soutien de la Dilcrah.

Dans toutes ces missions depuis 14 ans, nous considérons le complotisme sans exclure aucune personne ni aucun mouvement *a priori* et comme une passerelle entre des discours extrémistes : racistes, d'extrême droite, antisémites, islamistes, catholiques intégristes, homophobes... Nous montrons qu'il y a une parenté entre ces discours qui sont tous marqués par une radicalité politique.

Pour caractériser un contenu comme conspirationniste, nous considérons qu'il doit satisfaire trois critères :

- 1 la présence, implicite ou explicite, d'une accusation de complot ;
- 2 l'absence de preuve définitive quant au complot dénoncé ;
- 3 le fait que la thèse proposée soit inutile dans la mesure où une autre explication qu'elle cherche à concurrencer est mieux capable d'expliquer ce qui s'est passé. Ce point est important car, comme le dit l'adage, « l'absence de preuve n'est pas la preuve de l'absence ».

Il peut arriver qu'on suspecte un complot (ou ce qui peut s'y apparenter, une manipulation) sans avoir de preuve et sans pour autant qu'on puisse écarter cette piste parce qu'on ne dispose tout simplement pas d'autre explication satisfaisante. On parle par exemple beaucoup actuellement de l'origine du Covid-19. La *Lab Leak Theory* (l'idée que le Covid-19 aurait été le fruit d'expériences de gains de fonction menées en laboratoire sur un coronavirus naturel et s'en serait échappé accidentellement) ne me paraît ni complotiste ni absurde compte tenu du degré d'opacité des autorités chinoises et de l'absence de presse libre dans ce pays. En revanche, l'idée que le Covid-19 est une arme biologique pour décimer la population mondiale implique une intentionnalité criminelle qui n'a de sens que dans le cadre d'une théorie du complot.

Quel lien faites-vous entre le complotisme actuel et les technologies numériques ?

Je compare souvent ce qui se passe aujourd'hui avec l'invention de l'imprimerie. Sans l'imprimerie, il n'y aurait pas eu la Réforme protestante. Dès lors

qu'on peut imprimer la Bible, on la traduit, on la lit dans sa propre langue et l'on peut commencer à se passer de la médiation de l'Église catholique. C'est l'exemple typique d'une technologie qui vient bouleverser en quelques années le monde des idées. Je pense qu'on assiste au même type de révolution avec Internet et notamment avec le triptyque : haut débit / réseaux sociaux / *smartphone*. Le haut débit permet à tous de regarder et de produire des vidéos très facilement. Le *smartphone* permet de démultiplier tout cela : chacun de nous ou presque a désormais en permanence Internet dans sa poche ainsi que la possibilité de n'être plus seulement consommateur passif de contenus mais de publier à chaque instant du son, de l'image et de l'écrit. Autrement dit, nous devenons tous des journalistes en puissance mais sans la for-

mation, la méthode et la déontologie qui vont habituellement avec. Quant aux réseaux sociaux, ils permettent de faire communauté. Là où, auparavant, on aurait peut-être été découragé dans notre quête de vérité alternative, ils nous mettent instantanément en lien avec des gens qui, non seulement pensent comme nous, mais vont aussi nous alimenter. On est galvanisé dans notre recherche d'une vérité alternative là où, autrefois, on pouvait rapidement être découragé, faute d'entrer en contact avec des personnes qui partagent notre quête.

« Sans YouTube, il n'y aurait pas aujourd'hui de congrès internationaux réunissant des activistes de la Terre plate. »

L'exemple que je cite généralement, c'est le platisme, l'idée selon laquelle la terre est plate et pas ronde. C'est une vieille idée, abandonnée depuis longtemps, mais vous avez des franges extrémistes qui continuent à y adhérer. Depuis les années 1950, aux États-Unis, il y a une *Flat Earth Society* qui est d'inspiration fondamentaliste chrétienne. Ce qui est intéressant c'est que le platisme contemporain est vraiment le stade extrême du complotisme puisque, pour adhérer au platisme, il faut être passé par toutes les autres théories conspirationnistes : « puisqu'on nous a menti sur tout, on a pu aussi nous mentir là-dessus » pensent les platistes. Aujourd'hui, il y a plus de platistes qu'il y a dix ans. Pourquoi ? Est-ce parce que *Flat Earth Society* a été particulièrement active ? Pas du tout, elle n'a apparemment eu aucun rôle dans le développement contemporain du platisme. Ce qui a eu un rôle crucial, c'est YouTube. Sans YouTube, ses algorithmes de recommandation et son stock de milliers d'heures de vidéos complotistes et platistes, il n'y aurait pas aujourd'hui de congrès internationaux réunissant des activistes de la Terre plate. Il y aurait plus d'heures de vidéos platistes sur YouTube qu'on en a dans une vie pour les visionner — en tout

cas c'est ce qu'affirme l'excellent documentaire *Behind the Curve* disponible sur Netflix.

Il faut savoir que sur YouTube, sept contenus visionnés sur dix sont des contenus qui ont fait l'objet d'une recommandation algorithmique. Les algorithmes sont particulièrement friands des vidéos à caractère complotiste parce qu'elles sont sensationnalistes, qu'elles jouent sur un effet de dévoilement très fort qui procure un certain plaisir cognitif et capte l'attention.

Néanmoins, la responsabilité morale, voire pénale, des entrepreneurs de politisation conspirationnistes ne doit pas être gommée par la responsabilité sociale — réelle par ailleurs — des plateformes. Ce sont deux sujets distincts qu'il faut penser ensemble. Je ne pense pas que les plateformes aient la même responsabilité que ceux qui diffusent sciemment des contenus haineux et conspirationnistes. Je vois poindre parfois la tentation de réduire le problème aux plateformes: je pense que, oui, c'est un vrai sujet, mais qu'il ne doit pas faire perdre de vue qu'il y a un combat argumentatif, et parfois judiciaire, à mener à l'égard de ceux qui diffusent ces accusations graves en permanence. On ne peut pas dissoudre la responsabilité des influenceurs complotistes dans la question de la régulation des réseaux sociaux.

Le complotisme comporte une part importante de mise en récit des événements et des défis auxquels nous faisons face. Qu'est-ce que cela dit de notre société?

Le complotisme a en effet à mon sens une fonction de réenchantement du monde, pour reprendre une expression de Peter Berger, à un moment où les grands récits collectifs, idéologiques et

religieux, se sont largement affaiblis, avec des effets positifs d'ailleurs, mais aussi des conséquences négatives. En particulier, leur perte de dynamisme a libéré un espace pour tout un tas de croyances alternatives. Si vous

êtes un catholique très fervent ou un communiste très convaincu, vous ne pouvez pas croire que nous sommes gouvernés en secret par des reptiliens humanoïdes. Ces croyances font écran à d'autres.

Cette fonction narrative pose la question du discours politique contemporain. On a diagnostiqué de longue date que le discours des responsables politiques pêchait par son côté technocratique, froid, désincarné, qui remplace le récit collectif par des querelles de chiffres. Je pense que les responsables politiques, surtout lorsqu'ils sont attachés à la démocratie, devraient assumer davantage cette fonction narrative, y compris face aux *fact checkers*. Par exemple, lorsque le président de la République prononce un discours à l'occasion du bicentenaire de la mort de Napoléon, il ne fait pas de l'histoire mais du roman national. Il ne fabrique pas du savoir mais de la cohésion. À grand renfort d'images évocatrices. Son discours a été critiqué comme l'aurait été n'importe quel autre discours. Et c'est la fonction des commentateurs, des journalistes et de l'opposition que de le faire. Mais n'oublions pas que chacun doit être dans son rôle et dans le registre qui lui est propre. Il faut accepter qu'un discours présidentiel ne soit pas un article scientifique et que les journalistes sont à leur tour pleinement dans leur rôle lorsqu'ils pointent les incohérences, les raccourcis, l'aplatissement des faits ou au contraire leur exagération.

La dernière chose sur le rôle du récit c'est que j'observe aussi que beaucoup de personnalités politiques empruntent au récit complotiste. Par exemple, Marine Le Pen fait très attention à ne pas utiliser le terme de « Grand Remplacement » mais ses discours sont absolument compatibles avec cette théorie-là. Je pense qu'il faut réenchanter la démocratie. C'est le propre de la démocratie que de se critiquer elle-même mais toute la difficulté de l'équation c'est de le faire sans qu'elle devienne quelque chose de répulsif.

Le militantisme anti-complotiste est parfois accusé d'attiser le feu des conspirationnistes et de renforcer plus que d'atténuer leur croyance. Que répondez-vous à cette critique ?

Je m'inscris en faux par rapport à cette critique qui laisse à penser qu'il serait urgent de ne rien faire. Le complotisme ne se développe pas parce qu'il y a des *débunkers*. Le complotisme a une dynamique propre. Il suffit pour s'en convaincre de regarder les statistiques de fréquentation des sites

complotistes: en cumulé, ce sont des millions de vues par mois. Chez *Conspiracy Watch*, alors même que le site n'a jamais été aussi fréquenté, nous sommes actuellement à un peu plus de 100 000 visites par mois selon le même mode de calcul.

À cela s'ajoute le fait que nous formulons une critique factuelle du phénomène. Nous ne sommes pas dans la diffamation et la calomnie. Il faut voir à l'inverse la violence des réactions que suscite notre travail! En face, ce sont des cyber-attaques, des « procédures bâillons » sous la forme de plaintes en diffamation à notre encontre, des injures sur les réseaux sociaux, des messages d'intimidation, voire de menaces de mort, et jusqu'à une manifestation au pied de notre siège social.

« Nous faisons le pari de la raison, de la capacité des gens à réfléchir. »

Ensuite il ne faut pas se tromper de cible: nous ne cherchons pas à parler aux complotistes. On essaie plutôt de rattraper par la manche ceux qui pourraient être séduits par ces arguments, ce qui est assez naturel compte tenu des biais cognitifs humains. Il s'agit de dire « attention, voilà ce qu'on vous dit sur les sites complotistes, voilà la théorie mise en avant et voilà ses limites: jugez-en vous-mêmes », afin d'endiguer des tendances complotistes que l'on sent émerger.

grand pessimisme, nous faisons le pari de la raison, de la capacité des gens à réfléchir.

Je connais bien l'argument qui dit « s'il n'y avait pas *Conspiracy Watch*, il y aurait moins de complotisme ». C'est d'une ineptie rare. Il y a autant de conspirationnisme en Angleterre, en Allemagne, aux États-Unis, sans *Conspiracy Watch*. Je pense au contraire qu'on a pu contribuer réellement à alerter une partie de l'opinion sur le danger que peuvent représenter ces théories.

Peut-on analyser le complotisme contemporain comme une demande de démocratie ?

Je ne suis pas d'accord avec cet argument. Quand on s'intéresse aux gens qui croient aux théories du complot, on observe plutôt l'inverse : plus on adhère à ce genre de théories, moins le fait de vivre en démocratie semble important à leurs yeux. L'idée selon laquelle le complotisme serait une recherche maladroite de justice ou procéderait d'une allergie au mensonge, au mensonge politique notamment, me paraît relever de l'idée fausse.

On dit souvent, à raison, que le complotisme conteste les grandes paroles de l'autorité, qu'il s'agisse de la presse, de l'État, de la science, etc. Mais ce qu'il ne faut pas oublier c'est que les complotistes recomposent des figures d'autorité. Dans le monde politique ils vont par exemple s'attacher à un leader populiste en rejetant tout le reste de la classe politique. C'est ce que disent les Trumpistes par exemple : Trump est vu comme un sauveur, comme l'homme providentiel, il est même parfois représenté sous la forme d'un messie. Et, chose déconcertante : on le crédite de parler un langage de vérité tandis que le reste de la classe politique et une grande partie des médias sont perçus comme corrompus. En France, on a vu le même type de phénomène avec l'engouement pour le professeur Raoult. Une partie de la population estime que la quasi-

dans des conflits d'intérêts avec les labos et que seul Didier Raoult dit la vérité. Et même si le professeur Raoult se contredit dix fois, sa parole n'est jamais contestée.

« Le complotisme n'est pas un rejet du mensonge, c'est un enfermement dogmatique. »

Donc, il ne faut pas penser que la défiance est le dernier mot du complotisme. Non. Le complotisme, c'est la défiance + la crédulité. C'est une défiance très ciblée, à l'égard de certaines paroles d'autorité qu'on rejette absolument, mais au profit de nouvelles paroles d'autorité qu'on recompose. Ce n'est pas un rejet du mensonge, c'est un enfermement dogmatique. Je pense donc qu'on se trompe quand on dit que le complotisme a à voir avec le scepticisme et l'esprit critique. Je pense que ça en est la négation. Créditer de cela les complotistes, c'est prendre leur habillage idéologique pour argent comptant, entrer dans leur discours de justification.

Comment sortir du complotisme aujourd'hui ? J'aimerais insister sur deux pistes de solutions. Premièrement, l'éducation aux médias et à l'information (EMI) est une solution incontournable, mais c'est une solution de long terme. Il va falloir éduquer des générations entières à la maîtrise des outils: qu'est-ce que c'est que s'informer? Comment chercher des sources fiables? Comment vérifier une information? On a, il me semble, à cet égard une marge de progression importante. Ce qu'on appelle la *digital literacy* doit non seulement être renforcée, pour les jeunes à l'école, mais pas seulement. Ce n'est pas qu'un problème de l'Éducation Nationale, mais de toute la société. Il y a beaucoup de seniors connectés, ils vont l'être de plus en plus, et il ne faut pas surestimer la capacité de ces catégories d'âges-là à distinguer facilement le vrai du faux.

Sur Facebook, par exemple, on sait que les seniors partagent plus de *fake news* que les jeunes.

Ensuite, il n'y a aucune raison qu'on s'interdise de penser à une évolution législative. Aujourd'hui, trois types de délits sont punis :

- 1 l'incitation à la haine (le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, etc.);
- 2 le négationnisme avec la loi Gayssot, qui a été élargie de fait à la contestation de la réalité du génocide des Tutsi au Rwanda;
- 3 s'agissant des périodes électorales, la loi de 2018 contre la manipulation de l'information permet d'entraver la diffusion de *fake news*.

Et puis, il y a une disposition toujours en vigueur dans notre droit : l'article 27 de la loi de 1881 sur la liberté de la presse qui punit « la publication, la diffusion ou la reproduction, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses » susceptible de « troubler la paix publique ». Mais aujourd'hui, seul le procureur de la République peut engager des poursuites sur la base de cet article. De fait, l'une des propositions que l'on formule depuis quelques années est de permettre aux associations à but non lucratif qui ont pour but, dans leur statut, de lutter contre la désinformation, de pouvoir engager des poursuites pénales sur la base de cet article 27 pour mettre face à leurs responsabilités les personnes qui désinforment. Cela permettrait de rééquilibrer un peu la situation où ces médias — qui sont par ailleurs monétisés (par la publicité, par des dons faits sur des plateformes de *crowdfunding*, etc.) — semblent bénéficier d'une sorte de privilège d'extraterritorialité juridique, comme s'ils n'avaient par principe à rendre aucun compte quant aux accusations graves et infondées qu'ils s'ingénient à publier.

L'ère de la post-vérité est celle du relativisme ambiant en fonction des croyances et de l'idéologie

ENTRETIEN AVEC SYLVAIN CAVALIER,
JURISTE (8 JUILLET 2021)



212

Nous avons eu le plaisir d'échanger avec Sylvain Cavalier, juriste, qui tient également une chaîne YouTube (*Debunker des étoiles*) et d'autres réseaux sociaux, spécialisés dans le débunkage de fausses informations (théories du complot, *fake news*...).

Sylvain Cavalier a exposé dans plusieurs interviews (*Le Monde* et *Numerama*) son parcours personnel d'entrée et de sortie du complotisme. Sa chaîne YouTube fournit entre autres des catalogues d'arguments pour contrer les discours conspirationnistes, en mobilisant des outils de vulgarisation scientifique et de discours rationnels. Spécialisé sur les questions de débunkage, sur les groupes complotistes comme QAnon, ainsi que sur la question du contrôle et de la modération des contenus, il nous apporte un éclairage précieux sur le phénomène d'amplification des contre-vérités et des outils à notre disposition pour y faire face.

Qu'est-ce qui différencie le complotisme des *fake news* ou de la post-vérité ?

Est-ce que leurs ressorts sont différents ?

Faut-il faire une différence entre complotisme et conspirationnisme ?

Ce sont des notions voisines, qui vont se recouper mais qui ont toutes leur dynamique particulière.

Une *fake news* c'est tout simplement une information qui est fausse, non pas par erreur mais par une déformation volontaire de la vérité.

On fait souvent la confusion entre mésinformation, désinformation, et théorie du complot. La *fake news* c'est de la désinformation, alors qu'une théorie du complot va plus loin. La théorie du complot, c'est un assemblage de fausses informations et d'arguments conjecturels, qui vont créer une théorie autour d'un fait particulier, par exemple sur les attentats du 11 septembre 2001. C'est un assemblage de thèses et de

déformations scientifiques, inscrit dans quelque chose de plus vaste et de plus structuré.

« Dans la post-vérité, chacun choisit la vérité qui lui plaît. »

Pour ce qui est de la post-vérité, il s'agit selon moi de quelque chose de plus spécifique. Dans la post-vérité il est question d'alternative facts. Chacun choisit la vérité qui lui plaît. On peut penser par exemple à certains discours de Kellyanne Conway (conseillère de Donald J. Trump). L'ère de la post-vérité est celle du relativisme ambiant en fonction des croyances et de l'idéologie. On est dans quelque chose de profond en termes psychologiques: on peut vraiment avoir l'impression de vivre dans une réalité parallèle. QAnon en est un exemple frappant. Je trouve que cela devient particulièrement problématique lorsque l'on tombe dans des croyances qui vont nous faire arrêter un traitement pour le cancer par exemple ou envahir le Capitole.

Est-ce que se demander à qui profite la théorie du complot QAnon, c'est une pensée complotiste?

On est dans un problème logique: à qui profite le crime? La question du mobile est une question qui en soi pose problème.

Il faut garder à l'esprit que celui qui profite d'un crime ou d'un événement peut juste être dans une série d'opportunités, alors que dans la pensée complotiste on va penser que celui qui en profite l'a aussi fomenté. Par exemple, suite aux attentats du 11 septembre, lors du Patriot Act mis en place par Georges W. Bush Jr, plein de gens se sont dit « ça profite aux États-Unis parce qu'ils ont mis en place le Patriot Act, donc ils ont créé le 11 septembre ».

« Comprendre les motifs des théoriciens du complot permet de mieux analyser le phénomène. »

Il est intéressant de se demander « à qui profite QAnon ? » parce que les théoriciens du complot ont parfois des motifs idéologiques. Comprendre ces motifs permet de mieux analyser le phénomène. La théorie du Pizzagate est sortie cinq ou six jours avant les élections américaines en 2016 sur un blog pro-Trump. Il y a une corrélation, une motivation idéologique. À qui est-ce que cela a profité ? Aux gens qui soutenaient Donald Trump, car cela a fatalement changé quelques votes. En 2017, quand Q a fait ses drops, il a élargi le récit en rendant la théorie du complot intemporelle et adaptable. Quand on voit le scandale de Cambridge Analytica avec le milliardaire Robert Mercer et Breitbart, le média de Steve Bannon, on y voit forcément des motifs politiques. Se questionner sur les motivations, c'est très important et ce n'est pas complotiste, c'est adopter une posture critique.

Que pense-t-on de QAnon en France ? Comment le mouvement se structure-t-il sur notre territoire, avec quels arguments ?

C'est une question intéressante politiquement parlant, parce qu'on commence à repérer que les adeptes de cette théorie sont une manne de votes intéressante.

QAnon a trouvé un écho énorme dans le monde entier. Après une première vague aux États-Unis, il y a eu une deuxième vague, bien plus importante et structurée en France et dans la francophonie en général. Il faut noter que cette théorie du complot arrive beaucoup par le Québec. Ces thèses ont rapidement été reprises par les relais complotistes « traditionnels », parce que c'est la recette qui marche.

Bien entendu, des hommes politiques français pourraient vouloir récupérer cette manne de votes

potentiels. Donald J. Trump a été très aidé par une base de fanatiques prêts à tout pour porter aux nues leur sauveur. D'après moi, cette base est primordiale, en plus des politiciens qui sont dans la récupération et qui cherchent à se placer en reprenant la rhétorique de QAnon, et l'argumentaire: on peut penser en France à Asselineau ou Philippon.

Le *fact checking* et le *debunking* sont parfois perçus comme contre-productifs car le mode de pensée alternatif des complotistes ne fait que les renforcer dans l'idée qu'il faut lutter contre le système principal, qu'en pensez-vous?

Il y a des vulgarisateurs qui ne sont pas dans le *debunking* et la contradiction, ils apportent de la connaissance sourcée sur la science ou l'histoire, de la connaissance positive. Cela peut parfois faire réfléchir certaines per-

sonnes qui sont enfermées dans des croyances complotistes. Par exemple, StarDust, AstronoGeek, sur l'astronomie, ont beaucoup fait douter des gens qui croient aux OVNI, à l'existence d'extraterrestres sur Terre, au fait qu'on n'ait pas marché sur la Lune, etc. Le fait que des experts apportent des connaissances détaillées sur les expéditions lunaires est entré à un moment donné en contradiction avec leurs croyances. Non pas parce qu'ils ont vu un *debunking*, mais parce que ça leur a apporté des connaissances qui leur permettent d'être plus critiques.

« Le *debunking* va particulièrement aider les gens dans le doute et va donner des armes au proches de victimes. »

Pour moi, le *fact checking* et le *debunking* vont particulièrement aider les gens qui sont dans le doute, c'est-à-dire des gens qui ne sont pas intéressés habituellement par les contenus complotistes, mais qui y ont été exposés.

Ce sont des personnes dans une démarche honnête et que l'on peut interpeller.

Les mécanismes de certification et le *fact checking* vont aussi donner des armes, un catalogue d'arguments aux proches de victimes. En général, on se sent totalement désarmés face aux conspirationnistes parce qu'ils ont fait beaucoup plus de recherches (à charge bien sûr) que nous, donc on ne sait pas quoi répondre.

Depuis quelque temps, YouTube ne met plus trop en avant les thématiques conspirationnistes, dont mes vidéos, pour mon plus grand malheur ! Il y a beaucoup plus de contenus complotistes qui circulent que de contenus de *debunking*, de *fact checking*, et la vulgarisation scientifique. On constate qu'il y en a moins en nombre mais aussi moins en intensité : par exemple pour les mouvements très virulents, on va avoir plusieurs personnes qui publient simultanément des vidéos proches, voire identiques, alors que les débunkers vont avoir une sorte de pudeur à ne pas plagier, ne pas reproduire le même contenu. Or, je pense que c'est en occupant le terrain que l'on peut exposer un point de vue contradictoire, montrer que d'autres personnes, avec les mêmes faits, sont parvenus à des conclusions différentes.

Je reçois régulièrement des témoignages de gens me remerciant de ce que je fais et me disant que ça les a aidés à sortir du mode de pensée conspirationniste. Mais c'est toujours multifactoriel et long comme processus. Ce n'est certainement pas uniquement en regardant mes vidéos qu'ils ont changé d'avis. Ils ont peut-être regardé d'autres contenus, d'autres vidéastes... et j'ai été l'une des ressources qui les ont fait basculer.

Pensez-vous que l'environnement actuel de défiance est uniquement dû au numérique ou est-ce que c'est un problème politique plus large ? Et comment rétablir la confiance dans les faits à l'ère du numérique ?

Une grande défiance s'est instaurée envers les médias, en général, en partant du principe qu'ils sont détenus par des instances privées (grands groupes, milliardaires) accusées d'avoir de mauvaises intentions parce qu'elles recherchent le profit. Ce qui ressort c'est que les complo-

tistes ont beaucoup plus confiance dans des médias alternatifs, indépendants, tenus par des associations, des journalistes, etc, c'est-à-dire par des gens visualisés comme n'ayant pas d'intérêts potentiellement cachés. C'est très problématique parce qu'un média militant indépendant va avoir ses propres motivations idéologiques sans qu'il n'y ait les mêmes mécanismes de relecture et de vérification de l'information que dans les médias traditionnels.

Du côté des plateformes, les mécanismes de certification de grands médias comme « fiables » peuvent parfois être trompeurs. Le problème c'est que ce mécanisme de certification n'est accordé qu'aux grands médias *mainstream*, justement, et qu'il n'y a pas ce mécanisme à un niveau plus individuel, ou de média indépendant qui permettrait de mettre plus ou moins en avant un compte en fonction de son passif de fausses informations (qui seraient vérifiables, pas juste affaire d'opinions individuelles).

De fait, je pense que le mécanisme de certification actuel est imparfait et incomplet. Je serais plus enclin à ce qu'on dispose d'un « historique » des personnalités publiques, peu importe leur poste. Par exemple, on s'est aperçu que Donald Trump avait été certifié parce qu'il était président des États-Unis, alors même qu'il véhiculait beaucoup de fausses informations, évalué à presque 70% par le site de vérification de faits PolitiFact.

Est-ce que faire participer des communautés de modérateurs sur les plateformes de réseaux sociaux pourrait être utile pour éviter le phénomène de chambre d'écho ?

Je pense même que dans un contexte général, cela fonctionne, mais que les phénomènes de meute enrayent ce système. Les utilisateurs se réunissent en communautés de pensée pour faire pression et suspendre des comptes. C'est un problème car les complotistes sont plus militants, et donc plus investis.

Prenons un exemple: dans ses débuts, le média collaboratif AgoraVox permettait à presque tout le monde de poster ses articles, avec des mécanismes d'auto-certification. Le format de départ était presque anarchiste, avec des informations très politiques mais plutôt fiables. Et puis à partir de 2010, le militantisme actif sur Internet est devenu très complotiste. *AgoraVox*, comme d'autres médias collaboratifs, s'est retrouvé phagocyté par le complotisme.

« La modération communautaire est enrayée par les phénomènes de meute. »

Lorsqu'on parle de phénomène décentralisé, de système de vérification communautaire, j'aime bien mobiliser l'exemple de Wikipédia qui est un miracle pour moi. La démarche de Wikipédia aurait pu tourner extrêmement mal du fait de son modèle participatif, mais il est arrivé à gagner en fiabilité, et cela ne cesse de s'améliorer. Certains articles sont régulièrement vandalisés, notamment sur les sujets sensibles, mais il y a des mécanismes de sauvegarde, de rétablissement des données, de gardes-fous qui font que ce média est devenu de plus en plus fiable. En 2010, on pouvait gentiment se moquer en disant « t'as pris ton info sur Wiki ». Aujourd'hui on trouve un catalogue de sources non négligeable, que j'utilise personnellement beaucoup dans mes recherches.

L'article sur le 11 septembre, par exemple, est très complet. Il y aura toujours des tentatives de putsch par les complotistes, mais l'obligation de sourcer limite énormément cela.

En revanche, on ne peut pas obliger cela sur les réseaux sociaux. Je trouverais cela intéressant qu'une personne qui source ses propos ou garde un ton factuel soit valorisée par les algorithmes. Peut-être que cela inciterait les gens à être plus visibles, à partager des infos plus fiables.

Que pensez-vous de la régulation des contenus complotistes sur les réseaux sociaux, et est-ce que la déplateformisation peut être une solution ?

La déplateformisation, c'est pour moi la politique de la facilité. On demande aux réseaux sociaux d'être actifs dans l'immédiat, et ce qui en résulte c'est la censure, le *ban*, la fermeture de compte d'une

personne identifiée comme ayant donné de fausses informations, ce qui peut être une catastrophe. Sur les réseaux sociaux les plus utilisés qui ont des mécanismes de contrôle, on a une forme de contrôle, une veille de ce qu'ils font et de ce qu'ils disent, qui peut être très précieuse pour cartographier les réseaux. En plus, cela les force à se réfugier vers des plateformes plus libres, comme Telegram ou RuTube, c'est-à-dire des médias où ils ont plus de liberté de parole. C'est nous qui les poussons vers des bulles de filtres où ils sont juste entre eux. Pour moi, c'est la pire des solutions.

« La déplateformisation pousse les complotistes vers des bulles de filtres où ils sont juste entre eux. »

Je ne suis pas du tout dans une logique verticale, je suis totalement contre la censure, même des idées conspirationnistes que je combats. Pour moi la solution doit se trouver avant tout dans la pédagogie, en amont, en apportant des outils critiques aux gens. Je ne suis pas du tout contre des solutions communautaires décentralisées d'auto-gestion.

Les Français ont le droit de savoir comment les débats auxquels ils participent se nouent

ENTRETIEN AVEC GABRIEL FERRIOL,
CHEF DU SERVICE VIGINUM (27 JANVIER 2022)



222

Gabriel Ferriol, conseiller référendaire de la Cour des comptes, a pris en octobre 2021 la tête du Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum). Quelles sont les missions de ce service ? Où en est son installation ? Quels sont ses objectifs pour 2022 ? Comment coopère-t-il avec les acteurs extérieurs ? Nous avons pu échanger avec lui afin de mieux cerner ce nouveau levier de la stratégie interministérielle de lutte contre la manipulation de l'information.

Quelles sont les missions de Viginum ? Viginum est auprès du Secrétariat général de la défense et sécurité nationale, un service du Premier ministre.

C'est l'une des composantes de l'écosystème interministériel de la lutte contre la manipulation de l'information. Son rôle est, plus particulièrement, de détecter et caractériser les campagnes de manipulations de l'information orchestrées par des acteurs étrangers sur les plateformes numériques pour nuire aux intérêts fondamentaux de la Nation en France. Il ne s'agit pas d'un service de police ni de renseignement, mais d'observation de données en sources ouvertes.

Concrètement, nous recherchons quatre éléments :

- 1 l'information doit toucher aux intérêts fondamentaux de la Nation, c'est-à-dire au cœur de la souveraineté du pays ;
- 2 cette information doit émaner d'acteurs étrangers, étatiques ou non étatiques ;
- 3 ces contenus ou narratifs doivent être manifestement inexacts ou trompeurs ;
- 4 ces narratifs doivent bénéficier d'une amplification ou d'une visibilité accrue dans le débat public numérique du fait de méthodes artificielles ou automatisées, massives et délibérées¹.

À cela s'ajoutent d'autres missions, notamment le fait d'assister le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) dans la réponse apportée à la menace, dans ses missions spécifiques de lutte contre la manipulation de l'information en période électorale et dans sa participation aux instances internationales consacrées à ces enjeux.

**Viginum a été créé
le 13 juillet 2021. Six mois
après, où en êtes-vous
de l'installation du service ?**

Beaucoup de choses ont été réalisées depuis la mission de préfiguration du printemps 2021. En premier lieu, l'encadrement juridique du service

s'est étoffé avec deux décrets. Le premier, en date du 13 juillet 2021, fonde le service et en détermine les missions. Plus récemment, le décret du 7 décembre 2021 autorise et encadre le recours par le service à un traitement de données à caractère personnel.

En ce qui concerne nos ressources humaines ensuite, nous comptons actuellement 23 collaborateurs, et nous avons pour objectif de poursuivre notre montée en puissance et de doubler nos effectifs à la fin de l'année 2022. Nous avons la volonté de mobiliser des méthodes innovantes et souples d'organisation du travail pour répondre à une menace qui évolue rapidement.

Troisièmement, nous sommes en train de nous équiper d'outils techniques, en particulier d'une plateforme d'analyse qui nous soit propre, de manière à être autonomes dans notre appréciation du caractère inauthentique ou non des contenus que nous examinons.

Enfin, nous développons notre réseau interministériel. La création de Viginum coïncide avec un renouvellement de la gouvernance de la lutte contre la manipulation de l'information. Viginum joue un rôle particulier d'animation de cette gouvernance, sous la tutelle du Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale. En parallèle,

nous multiplions les échanges avec d'autres administrations qui peuvent nous aider à accomplir nos missions.

En ce qui concerne le recrutement, quels sont les profils que vous avez rassemblés et quels sont ceux que vous recherchez ? Est-ce que vous rencontrez des difficultés à recruter ?

L'enjeu du recrutement est essentiel pour nous. Nous avons besoin de doter l'État d'un savoir-faire en matière de détection et de caractérisation de campagnes malveillantes sur les réseaux sociaux, savoir-faire que l'État ne maîtrise pas complètement aujourd'hui.

De ce fait, attirer des compétences extérieures est primordial pour nous. Il est aussi à noter que nous recevons un nombre important de candidatures spontanées : cette mission nouvelle et d'actualité appelle des vocations.

Notre stratégie de recrutement repose sur deux piliers. D'un côté, nous recrutons des profils très régaliens avec des personnes qui ont travaillé dans l'administration publique et qui connaissent le monde de la sécurité nationale, de l'investigation et de la diplomatie. D'un autre côté, et dans la même quantité, nous recherchons des personnes provenant de l'écosystème numérique et qui possèdent des compétences de veille ou d'investigation numérique (c'est-à-dire des personnes qui vont parcourir des réseaux pour y détecter des phénomènes suspects), des *data scientists* qui vont apporter leur expertise sur l'approche statistique des contenus et des messages identifiés, des informaticiens, etc. Nous essayons donc de faire la jonction, à notre échelle, entre la sphère du régalien, de la protection et celle du numérique. Depuis quelques mois, cette acculturation se déroule bien.

Nous montons rapidement en charge et nous veillons à avoir une croissance homothétique et harmonieuse en donnant systématiquement la priorité à l'opérationnel.

Vous avez parlé de méthodes innovantes d'organisation du travail, pouvez-vous nous en dire plus ?

Notre travail est organisé autour d'opérations de vigilance : à un instant T, nous nous occupons de vérifier que le débat public autour d'une notion ne fait pas l'objet d'une manipulation. Nous

allons par exemple nous intéresser à la période électorale, dans le cadre des lois qui veillent à la sincérité du scrutin. Chaque opération de ce type est menée par une équipe constituée spécifiquement et qui regroupe différents talents : un informaticien, un data scientist, et plusieurs veilleurs, encadrés par un chef de projet opération qui est un peu le chef d'orchestre.

Les équipes sont constituées en fonction de l'opération à traiter, de façon fluide. Cela permet de s'adapter aux enjeux, à l'intensité de l'activité et au type de menace. Nous souhaitons avant tout éviter les effets de taylorisation, et permettre à chacun de suivre le projet du début à la fin et de se voir accorder des responsabilités. Cela se traduit par des circuits de décision courts et un mode de travail très horizontal. Nous essayons en somme de développer la culture start-up dans le monde du régalien : c'est la rencontre de deux mondes !

Au niveau technique, quelle est la méthode de Viginum pour détecter des tentatives d'ingérence numérique ? Disposez-vous d'un outil propre, ou allez-vous acquérir des outils de prestataires privés ?

Il faut avoir à l'esprit que le premier déterminant de notre façon de travailler est l'encadrement juridique : le service, avant tout, répond aux normes réglementaires qui lui sont applicables, notamment le décret du 7 décembre 2021

qui organise la façon dont nous devons traiter des données à caractère personnel. Dans notre mission, il nous est impossible de vérifier les quatre critères que je

mentionnais précédemment sans manier des données à caractère personnel. Nous mettons donc tout en œuvre pour le faire de façon proportionnée et adaptée aux finalités de notre traitement, conformément à la loi de 1978. Les opérations de Viginum se déroulent en deux phases :

- 1 Une phase de veille et d'observation des réseaux.** Cette étape vise à identifier les plateformes intéressantes pour l'opération que l'on sécurise. Ensuite, nous déterminons les mots clés permettant d'approcher la thématique d'intérêt. Le but est d'éviter d'avoir à observer des messages non pertinents. Nous tentons aussi d'identifier les éventuels comptes ou comportements dignes d'attention. Une fois ces points étudiés, nous listons tous ces critères techniques dans une fiche de traçabilité qui permet d'entrer dans la deuxième phase.
- 2 Une phase de détection et caractérisation** qui repose sur le recueil de données à caractère personnel, en fonction des critères techniques déterminés durant la phase de veille. Nous mettons tous les messages qui correspondent à ces critères dans un silo de données, à partir duquel nos équipes travaillent pour détecter des traces de manipulation de l'information. En pratique, nous sommes par exemple vigilants quant à l'activité des comptes. Nous regardons aussi quelle est la part de gros contributeurs dans la conversation. Les conversations manipulées se caractérisent en effet souvent par quelques contributeurs qui animent l'essentiel du débat. En bref, nous cherchons à construire des métriques nous permettant de détecter les signes d'une possible inauthenticité dans la façon dont le débat public se noue en ligne sur un certain nombre de thématiques.

En ce qui concerne les moyens techniques qui vont nous permettre de réaliser ces actions, nous allons à la fois nous doter d'outils acquis auprès d'industriels et développer nos propres solutions. Il s'agira d'une combinaison d'outils. Notre système d'information comprendra donc plusieurs briques, certaines achetées et d'autres conçues en interne.

Dans le cadre de ces missions, allez-vous collaborer avec des plateformes ? Si oui, les avez-vous déjà contactées et comment ont-elles réagi ?

Nous travaillons en effet en collaboration avec les plateformes numériques. Nous les avons rencontrées en octobre 2021 pour leur présenter ce nouveau service et les avertir que nous sou-

haitions nouer un dialogue avec elles. Ce partenariat va donc se mettre en place prochainement de façon plus opérationnelle, maintenant que l'encadrement juridique du service est déterminé.

Il est à cet égard difficile de traiter les plateformes comme un ensemble monolithique. Elles sont nombreuses et disposent chacune de leur fonctionnement, leurs données, leurs algorithmes, etc. Les principales plateformes ont accueilli favorablement l'arrivée de notre service. Du reste, il est à noter que beaucoup n'ont pas attendu Viginum pour travailler à la lutte contre la manipulation de l'information, qui était déjà portée par un écosystème plus large et à propos de laquelle elles rendent des comptes assez régulièrement et de manière publique.

Vous insistez également sur l'importance de la coopération avec d'autres organisations, notamment interministérielles. Des projets sont-ils déjà en cours ?

Viginum est en effet dans une logique de coopération. Au sein de l'écosystème interministériel de lutte contre la manipulation de l'information, nous animons un réseau technique avec les administrations disposant de capacités de

lutte contre la manipulation de l'information et d'observation des réseaux.

Il est indispensable que Viginum ne travaille pas seul. Alors que nous travaillons sur les données en sources ouvertes, d'autres services de l'État peuvent nous aider dans le cadre de leurs propres compétences. De la même manière, sur la partie remédiation, ce n'est pas Viginum qui va déterminer le plan d'action. Cette mission est confiée à d'autres acteurs, qui vont déterminer la stratégie à proposer pour mettre fin au phénomène.

Au-delà de l'administration, nous sommes aussi dans une logique de collaboration avec le monde de la recherche. Si une partie du savoir-faire peut être acquise en recrutant et une autre en se formant, il faut aussi se tenir informé de ce que fait la sphère académique et que celle-ci nous éclaire dans la formalisation des concepts, dans l'appréhension des phénomènes, dans la formation des équipes, etc. De notre côté, nous sommes prêts à partager avec eux notre retour d'expérience. Nous travaillons également avec l'ARCOM pour l'assister dans l'accomplissement de ses missions.

Vous traitez de sujets extrêmement sensibles et confidentiels. Comment allez-vous équilibrer ce partage d'information avec l'impératif de confidentialité ? Comment prévoyez-vous de communiquer autour de ce que vous détecterez ?

Notre mission, c'est de permettre aux internautes d'exercer leur liberté de communication en ayant connaissance des manipulations qui peuvent compromettre la libre circulation des idées et des informations ainsi que le débat démocratique. Nous com-

muniquerons ainsi, sous le contrôle du comité éthique et scientifique, sur les ingérences numériques étrangères que nous aurons détectées, pour répondre à cet objectif souligné par le Conseil d'État.

Un comité éthique et scientifique² a également été mis en place. Quelle est sa mission ? Comment Viginum va-t-il interagir avec lui ?

Tout d'abord, il est à noter que ce n'est pas le comité éthique de Viginum mais qu'il est placé auprès du SGDSN. Il est complètement autonome de Viginum et assiste le SGDSN dans sa mission de lutte contre

la manipulation de l'information. Il dispose de pouvoirs définis par les décrets créant le service et encadrant sa mission.

Ce comité va nous aider et guider notre action en édictant des lignes rouges à ne pas franchir. Très concrètement, il a vocation à s'exprimer sur le rattachement aux intérêts fondamentaux de la Nation de nos opérations, à apprécier la proportionnalité du recueil de données mis en place, à se prononcer sur les données à caractère personnel que nous pourrions être amenés à conserver dans nos notes d'analyse. De manière plus générale, il a vocation à apporter un retour d'expérience sur ce notre action, nos méthodes, et à informer

la population sur la mission que nous avons à cœur d'accomplir.

Pour conclure, si vous deviez exprimer votre souhait pour Viginum en quelques mots, quel serait-il ?

Ma conviction après ces deux mois de prise de fonction, c'est que la manipulation de l'information est une menace qui va durer et même s'amplifier.

De la même manière que l'information s'est numérisée et élargie, la manipulation de l'information se numérise à son tour et cela va soulever énormément de questions sur le fonctionnement de notre société.

Mon souhait serait donc que Viginum prépare la France à cette évolution, que je crains, et que nous soyons soit bien armés pour y répondre. Je pense qu'on ne pourra pas complètement s'en prémunir. Nous faisons face à une lame de fond. Il ne faut pas être naïf, mais il faut développer les savoirs-faire qui nous permettront de développer, à la fois dans la population, dans les services de l'État, dans les entreprises, la conscience que ce risque existe.

1 Viginum a été créé par le décret n° 2021-922 du 13 juillet 2021. Par la suite, le décret n°2021-1587 du 7 décembre 2021 a autorisé et encadré le traitement automatisé de données à caractère personnel dans le but d'identifier les ingérences numériques étrangères.

2 Le Comité éthique et scientifique a été créé par le décret n°2021-922 du 13 juillet 2021. Ses membres ont été nommés par arrêté du 5 octobre 2021.

Design graphique

Studio graphique (SG-SIRCOM)
du Ministère de l'Économie,
des Finances et de la Souveraineté
industrielle et numérique

Typographie

Spectral et Marianne

Dépôt légal juillet 2022

ISBN 978-2-11-167842-2

Imprimé sur les presses de

Dupliprint

COPRÉSIDENTENCE

Gilles Babinet

Françoise Mercadal-Delasalles

MEMBRES

Anne Alombert

Adrien Basdevant

Justine Cassell

Patrick Chaize

Gilles Dowek

Martine Filleul

Elisabeth Grosdhomme

Rahaf Harfoush

Tatiana Jama

Olga Kokshagina

Constance Le Grip

Jean-Pierre Mignard

Jean-Michel Mis

Dominique Pasquier

Éric Salobir

Serge Tisseron

Joëlle Toledano

Jean-Marc Vittori

Le Conseil national du numérique est une commission consultative indépendante, chargée d'interroger la relation de l'humain au numérique prise dans toute sa complexité et de formaliser les problématiques qui y sont liées. Il vise à mettre en partage les éléments utiles à la pensée individuelle et collective ainsi qu'à la décision publique en France et en Europe. Il est composé d'un collège inter-disciplinaire de 16 membres nommés par le Premier ministre et de 4 parlementaires désignés par les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale pour 2 ans. Le Conseil national du numérique est placé auprès du secrétaire d'État chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques. Il est institué par le décret du 2017 modifié par le décret du 13 février 2021.

Contact

info@cnumerique.fr

www.cnumerique.fr

 [@cnnum](https://twitter.com/cnnum)

Conseil national du numérique

67 rue Barbès

94 200 Ivry-sur-Seine

Particulièrement tangible en périodes de crises et électorales, la manipulation de l'information apparaît comme un danger au long cours pour nos constructions sociales et pour l'exercice de notre démocratie. Soucieux de comprendre et d'analyser les formes et principaux acteurs des dynamiques en présence, le Conseil national du numérique s'est penché sur la question des fausses informations en ligne.

Qui crée ces fausses nouvelles et pourquoi ?

De quoi le complotisme est-il le nom ?

Comment les récits autour de la réalité sont-ils aujourd'hui construits et par qui ? Comment vérifier l'information ? Comment anticiper et appréhender les stratégies de manipulation en particulier en période électorale ?

Les membres du Conseil se sont attachés à déconstruire les processus d'élaboration des fausses informations afin d'identifier à chaque étape les ressorts humains, les failles démocratiques, institutionnelles, technologiques qui rendent possibles la création et la propagation de fausses informations. En particulier, aux côtés d'experts, ils ont interrogé les mécanismes qui poussent une partie de la population à adhérer et à relayer des théories complotistes, et plus largement des fausses informations. Ce dossier partage également les positions et actions d'acteurs engagés dans la lutte contre la circulation des fausses informations.

